

les enjeux du passé, du présent et de l'avenir



VICTOR MORARU

VICTOR MORARU

**La République de Moldova:
les enjeux du passé, du présent et de l'avenir**

VICTOR MORARU

**La République de Moldova:
les enjeux du passé, du présent
et de l'avenir**

Chişinău, 2022

CZU 32(478)
M 89

*Recomandat pentru publicare de Consiliul Științific al
Institutului de Cercetări Juridice, Politice și Sociologice*

Ediția a 2-a, revăzută și adăugată

Descrierea CIP a Camerei Naționale a Cărții

Moraru, Victor.

La République de Moldova: les enjeux du passé, du présent et de l'avenir / Victor Moraru. – Ed. a 2-a, rev. și ad. – Chișinău : S. n., 2022 (Tipografia-Sirius). – 200 p.

Referințe bibliogr. la sfârșitul compartimentelor. – 35 ex.

ISBN 978-9975-57-321-4.

32(478)

M 89

© Victor Moraru, 2022

SRL Tipografia „Sirius”
MD-2004, Chișinău, str. Lăpușneanu, 2. Tel. (022) 23 23 52

Je dédie ce livre à ma femme Sylvie

Sommaire

La République de Moldova à la recherche des voies vers la stabilité et la sécurité de la région dans le contexte des relations entre l'OTAN et la Russie	7
La vocation européenne de la République de Moldova	80
La République de Moldova: les enjeux des changements	85
Les valeurs européennes à l'épreuve de l'Histoire	99
Les facettes de l'Europe: une réalité protéiforme	110
Les avatars des médias dans le postcommunisme	115
La médiatisation de la politique: réflexions et constatations	127
Les nouvelles stratégies médiatiques: personnalisation de la politique	142
La migration, source de soucis	156
La religion dans le contexte de la migration	168

Enseigner l'Histoire: les enjeux du présent	178
La science avant tout	188
Promouvoir la francophonie à travers le journalisme	196
L'avantage d'être informé	199

*La République de Moldova à la recherche
des voies vers la stabilité et la sécurité de la
région dans le contexte des relations entre
l'OTAN et la Russie*

Introduction

Au début il y a eu l'aspiration. Une aspiration, plutôt vague et générale, à l'occidentalisation. Etant stimulée par les changements fondamentaux survenus dans la société vers la fin des années 80 – début des années 90, cette aspiration a amené à la découverte du fait que les principes démocratiques et la défense des droits de l'homme, représentant des valeurs inhérentes à la société occidentale, peuvent aussi constituer des repères sûrs pour les pays de l'Est. Ainsi les nouvelles directions du développement de la société postcommuniste se sont imposées avec une vitesse spectaculaire, le modèle occidental de la démocratie et de l'économie de marché devenant une cime à atteindre. Ce fait a signifié que l'orientation vers les paradigmes universels de l'Occident allait constituer dorénavant le vecteur du mouvement, axé sur le dépassement de la crise et l'abolition du régime soviétique.

La motivation d'un tel revirement de mentalité pourrait être formulée d'une manière assez simple et éloquente: „un supermarché immense est toujours meilleur qu'une caserne immense” [1, p. 31]. Dans cette ouverture vers l'Occident la société, marquée, durant plusieurs années, par une réalité économique austère, privée d'accès à un spectre large de biens de consommation, a cru avoir rencontré la Panacée, remède universel contre tous les maux hérités du passé totalitariste. Les représentations sur le mode de vie occidental, diffamé par la propagande communiste d'une manière absolue et trop agressive, ont subi, avec le démarrage de la période de transition, une métamorphose relevante acquérant une allure fétichisante.

L'atmosphère générale, si l'on voulait évoquer les meetings avec des dizaines de milliers de participants, portait la teinte prononcée d'une euphorie, marquée par la conviction spontanée que l'adoption d'une législation équitable et le passage à libéralisation de l'économie suffiraient pour disposer, d'une façon intégrale et catégorique, d'un mode de vie rallié aux standards de la société de consommation. L'implantation de cette atmosphère, constituant une expression de l'aspiration impétueuse à de vrais changements – un slogan utilisé par la classe politique émergente qui allait estomper l'ancienne nomenklatura – a été également favorisée par les mass média ou, plus précisément, par une bonne partie de ceux-ci.

Le multipartisme institué dans la République de Moldova pendant les premières années d'indépendance était marqué par la présence de trois groupes principaux de formations politiques ayant des orientations différentes visant les perspectives de développement de l'État moldave et la promotion de la politique étrangère du pays. D'un côté, il y avait la droite, représentée par les formations politiques ayant pour objectif l'adhésion à la Roumanie, l'indépendance de la République de Moldova étant considérée comme une étape intermédiaire de courte durée. D'un autre côté, il y avait la gauche, représentée par les formations politiques à orientation prorusse qui optaient dès le début pour le rétablissement de l'URSS. Le centre était représenté par les formations politiques qui approuvaient l'idée de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Moldova. Aujourd'hui on ressent une évolution des processus politiques qui ont conditionné d'une façon générale l'abandon des positions radicales. A présent, l'indépendance de la République de Moldova, l'assurance de sa sécurité et de son intégrité territoriale constituent les points de repère de toutes les formations engagées dans la lutte politique. D'ici la confrontation de diverses positions, les interprétations controversées concernant les aspects principaux relatifs à la politique étrangère de la République de Moldova.

En réalité, l'itinéraire parcouru par la République de Moldova pendant la dernière décen-

nie s'est avéré plus sinueux que l'on avait pensé au début des grandes transformations. Le caractère inefficace des gouvernements qui se sont succédés au pouvoir a conditionné vers le début de l'année 2001, l'apparition d'une interprétation spécifique de la dichotomie vieux / nouveau: aux élections parlementaires datant du 25 février 2001 la majorité écrasante des électeurs, en renonçant à ce qui était „vieux” et aspirant à quelque chose de „nouveau”, a fait son choix en faveur de ce qui incarnait implicitement plutôt la nostalgie pour les temps passés – „le vieux” nouveau représenté par les communistes.

Le tableau de la réalité politique moldave apparaît donc assez équivoque. Un impératif s'impose alors. Il s'agit de la nécessité d'examiner la manière de laquelle les éléments de rupture avec le passé tendent à se manifester sur le fond de l'affirmation des éléments nouveaux. Il est évident que ces derniers ne peuvent pas s'affirmer tout d'un coup, d'une façon spectaculaire, ce chemin étant tortueux, oscillant entre divers stéréotypes de la pensée et toutes sortes de révélations, entre certains préjugés et arguments probants.

Respectivement, la politique actuelle de la République de la Moldova est marquée par une certaine duplicité, fait engendrant des crises profondes d'ordre économique, politique et social. L'ambiguïté de la situation dérive également du manque de clarté dans la promotion de

la politique étrangère de l'État moldave. Ainsi, la détermination du vecteur du mouvement, l'élaboration d'une politique étrangère claire et réfléchie constituent des objectifs essentiels de la société moldave.

La nécessité de démontrer la capacité de dépasser la crise que la République de Moldova subit à l'heure actuelle a déterminé la direction „pragmatique” choisie par les nouveaux gouvernants en tant que priorité axée sur la collaboration avec les organismes internationaux, sur la continuation des efforts diplomatiques en vue de ne pas admettre l'isolement et la marginalisation du pays (en dépit, bien sûr, de toutes les promissions faites pendant la campagne électorale, de promouvoir l'orientation prorusse du pays).

La vocation européenne de la Moldova est pérenne et constante [2], ce fait justifiant pleinement le désir d'accéder en tant que membre de l'Union Européenne, ce qui constitue à l'heure actuelle un des objectifs essentiels [3]. Par conséquent on n'exagérerait pas si l'on constatait que „intégration” est devenu le slogan du jour. Même la presse communiste incluait parmi les titres de ses publications: „L'Europe que nous choisissons” [4].

Quelles sont les voies qui permettraient d'optimiser la politique d'intégration européenne? Quel rôle pourrait avoir dans cet ordre d'idées la collaboration avec l'OTAN? L'opposition Est-

Ouest, reste-t-elle valable dans le contexte de la nouvelle politique étrangère de la Russie? – voilà quelques-unes des questions auxquelles on essaiera de répondre dans notre étude. On essaiera également de relever les arguments „pro” et „contre” l’hypothèse de la recherche: *l’intégration européenne de la République de la Moldova – une voie sûre contribuant à la sécurité et à la stabilité de la région.*

Le support théorique se constitue des publications qui traitent d’une façon ou d’une autre, les problèmes constituant l’objet de notre analyse. Ainsi, on a eu recours aux études visant les domaines tels que la science politique, les relations internationales, la géopolitique, la sociologie (D. Fisichella, P. Claval, J.-F. Drevet, N. Bardos-Feltoronyi, J.-M. Guehenno, M. Lefebvre et d’autres), ainsi qu’aux recherches des auteurs moldaves et étrangers, abordant d’une manière concrète les aspects de l’évolution politique de la République de Moldova (A. de Tungui, A. Bon, G. Cojocar, G. Rusnac, V. Mosneaga, O. Serebrian, O. Ungureanu et d’autres).

L’étude préconise la réalisation d’une série des objectifs:

- analyser la situation politique actuelle de la République de Moldova;
- apprécier le caractère et les tendances de la politique étrangère moldave,
- suivre l’évolution des relations de la République de Moldova avec diverses structures internationales, y compris l’OTAN,

- expliquer les avantages et les difficultés de l'intégration européenne du pays,
- estimer les réalisations obtenues dans le cadre du Programme „Partenariat pour la Paix”,
- observer le destin politique des pays voisins, tels que la Roumanie et l'Ukraine;
- étudier l'impact des relations OTAN-Russie sur le processus de l'intégration européenne de la République de la Moldova.

Ainsi, les objectifs proposés ont déterminé le concept et la structure de l'étude, comportant deux chapitres, chacun d'eux étant articulé en trois paragraphes.

1. La République de Moldova: les stratégies de sa politique étrangère

1.1. La Moldova à la recherche d'une conception raisonnée de la politique étrangère

La politique duplicitaire qui a marqué les activités des gouvernements succédés au pouvoir durant toute la période d'indépendance peut avoir certaines justifications, surtout dans les circonstances déterminées par le contexte politique interne, mais aussi par la pression provenant des certains milieux politiques russes,

qui n'hésitaient pas de montrer manifestement leur réticence chaque fois quand on signalait les moindres intentions des gouvernants moldaves de porter leur regard vers l'Occident.

C'est justement ce fait qui a déterminé les efforts du président Petru Lucinschi en vue de maintenir une balance égale et délicate entre l'Est et l'Ouest tout le long de son mandat. Sans avoir mis en marche des initiatives significatives sur une ouverture téméraire vers l'Occident, le président P. Lucinschi a su pourtant garder la réputation d'un pro-occidental. Et quand un journaliste russe lui a reproché, dans une interview, d'être trop pro-occidental, il s'est débrouillé en répliquant avec une certaine souplesse qu'il est pro-européen et que, autant qu'il est informé, la Russie et l'Ukraine font partie de l'Europe [5]. Une telle affirmation, énoncée par le plus important acteur de la politique étrangère moldave de cette période-là, est relevante sous aspect diplomatique, illustrant nettement l'effort permanent (d'une part, imposé par les circonstances, donc justifié, et, d'une autre part, irresponsable, privée d'une vision stratégique bien réfléchie) de rester, pour une période incertaine, „assis sur les deux chaises” en vue d'éviter des éventuelles accusations d'avoir orienter exprès le pendule dans une direction ou dans une autre.

Pour maintenir cet équilibre on a abondamment utilisé le statut de neutralité stipulé dans l'art. 11 de la Constitution de 1994 [6, p. 6].

Ainsi la Moldova a formulé des propositions en souhaitant que la CEI se limite à instaurer une zone de libre-échange entre les États membres. Le statut de neutralité supposait aussi toute interdiction de s'associer aux accords de coopération en matière de défense. Il est à remarquer que la Moldova ne fait pas partie du Traité de sécurité collective, étant aussi absente des accords de défense aérienne et de ceux qui visent la défense commune des frontières, documents adoptés dans le cadre de CEI. Respectivement, son statut lui interdit d'adhérer à l'OTAN ou aux autres organismes internationaux dans le domaine militaire. Ça n'implique pas, bien sûr, une indifférence résolue envers le déroulement des politiques militaires des États voisins et des autres pays: en tant qu'observateur, la Moldova suit les processus mis en route dans l'espace européen, ainsi que dans l'espace eurasiatique, fait qui se trouve reflété dans les petites correctives faites à sa politique étrangère. Ça ne peut pas signifier autre que son concept de neutralité permanente est assez flexible, loin d'être catégorique, et générateur des équivoques. La Moldova se prévaut également de statut auprès des organisations internationales (OSCE et Union Européenne) pour solliciter le soutien nécessaire en ce qui concerne le départ du contingent militaire russe de Transnistrie, en participant tout de même aux manœuvres de l'Alliance Nord-Atlantique (dans le cadre du Partenariat pour la Paix).

Ce concept est présenté d'une manière assez vague même dans la Conception de la politique étrangère de la République de Moldova [7]. Le texte de la Conception n'offre pas les précisions nécessaires sur les mécanismes de consécration internationale de la neutralité permanente de la République de Moldova. Quand on souligne que „la Moldova ne prendra part aux alliances politiques, militaires ou économiques, ayant comme but la préparation de la guerre...», on se demande immédiatement si la République de Moldova avec son statut déclaré de neutralité pouvait se rallier tout de même aux alliances défensives. Une telle question apparaît vraiment justifiée, car dans les nouvelles circonstances internationales, l'OTAN, est „un instrument de défense tourné vers l'extérieur” [8, p. 92], fait pratiquement reconnu en unanimité. De même, le traité visant la sécurité collective de CEI n'envisage non plus, en définitive, qu'une doctrine offensive. Certains commentateurs de la Conception ont remarqué ainsi l'ambiguïté de la formule fixée qui peut entraîner, dans leur vision, le danger du ralliement du pays au Traité de CEI [9].

De cette façon le concept de neutralité obtient dans le cas de la République de Moldova des traits spécifiques. En général, les traités de droit international, expliquent la neutralité comme le statut des États qui, pendant les conflits armés, ne participent pas aux actions militaires et maintiennent les relations de paix

avec les tiers États, inclusivement, les parties belligérantes. La neutralité suppose une action discrétionnaire, appartenant à la compétence exclusive de l'État respectif, et ses principes sont axés sur l'impartialité et l'abstinence, dont les conséquences doivent être l'inviolabilité de son territoire, ainsi que la liberté des relations commerciales [10]. La neutralité permanente est celle qui est établie aux temps de paix, par les procédures diplomatiques (soit un accord international, manifestation unilatérale: ou une loi interne, une déclaration officielle). Le statut de neutralité permanente exige des obligations sûres, telles que la non-participation aux alliances politiques ou militaires, le renoncement aux actions ayant comme objectif la préparation de la guerre, l'interdiction d'utiliser son territoire pour l'emplacement des bases militaires étrangères; le refus d'avoir, de produire et d'expérimenter l'armement destiné aux destructions de masse; l'obligation de promouvoir une politique de collaboration, des relations amicales avec tous les pays. Le statut de neutralité permanente ne néglige pas les soucis de l'Etat pour le développement de son potentiel militaire, car la fragilité de ce statut est assez relevante: elle dérive du fait que la déclaration unilatérale (dans la plupart des cas) d'un tel statut est insuffisante pour garantir une vraie securite de l'État. Les garanties doivent être obtenues de la part des partenaires plus forts, ainsi qu'à travers un

soutien extérieur, à travers une reconnaissance internationale du statut déclaré.

L'expérience de cinq pays de l'Europe ayant le statut susmentionné (Autriche, Finlande, Irlande, Suède, Suisse, quatre d'entre eux étant membres de l'Union Européenne [11, p. 79]) confirme que ce concept reste en vigueur et que la fin de la confrontation l'Est-l'Ouest ne signifie guère encore sa disparition au sein des pratiques des relations internationales. Les traditions politiques des pays, leurs pratiques diplomatiques attestent une attitude sensible et équilibrée en ce qui concerne l'annulation ou, au moins, les modifications entreprises pour faire certaines correctives visant son statut. Mais on peut enregistrer, en tout cas, un dynamisme caractérisant par exemple, la Finlande et la Suède, qui ont adhéré en 1994 au Partenariat pour la Paix de l'OTAN, en restant quand même dans le cadre de la neutralité (il est vrai, une neutralité modifiée, avec une ouverture déjà bien définie vers une alliance politique et militaire).

On peut trouver quelques explications concernant l'adoption par la République de Moldova du statut de neutralité permanente. Cette décision a été déterminée au moment respectif par une série de facteurs, parmi lesquels on pourrait citer la nécessité de consolider sa souveraineté dans les conditions d'un contexte politique complexe, ainsi que le manque de traditions de stabilité („La Moldova – ancienne

Bessarabie – a changé plusieurs fois d'appartenance: russe en 1878, roumaine en 1818, soviétique en 1940, à nouveau roumaine entre 1941 et 1944, puis à nouveau soviétique, indépendante, enfin, en 1991” [12, p. 389]). La stabilité, absolument nécessaire, pour l'émergence des réformes, impliquant le départ de son territoire des troupes étrangères, le désamorçage des tensions politiques internes supposant une confrontation permanente pour la définition des perspectives et la détermination des directions du mouvement du pays, l'instauration d'un équilibre et d'une atmosphère sociale favorable aux réformes – voilà le prix de cette option politique délibérée et, pour le moment, la plus raisonnable.

En tout cas, l'atmosphère socio-politique du moment n'était pas favorable pour le lancement de quelques attitudes catégoriques. Les souvenirs du conflit armé qui a favorisé la division de la république étaient très accablants. La paix fragile ne devait pas être perturbée, et chaque initiative éventuelle, capable de provoquer de nouveau les esprits, en pouvait être fatale.

Le désir, quelquefois même latent, d'une grande partie de la population, orientée vers une „occidentalisation” et une „européanisation” se heurtait à un autre désir, d'une intensité plus grande encore, provenant d'une autre bonne majorité de la population et se caractérisant par une profonde nostalgie pour les temps

soviétiques. Il est à remarquer que la mentalité constitue un facteur qui ne peut pas être négligé et que l'inertie de la perception du monde sous une optique bipolaire est manifestée soit par des adversaires, soit par des adeptes de l'extension de l'OTAN vers l'Est. En plus, la pression faite par la Russie était assez forte.

Dans un plan stratégique concernant ses relations avec la CEI, publié en 1995, la Russie annonçait avec clarté son intention de garder son hégémonie régionale en devenant la force motrice d'un renforcement de l'intégration économique et politique, voire aussi militaire, de la CEI. Le plan énumérait les „intérêts vitaux” de la Russie sur le territoire de la CEI: économie, défense, sécurité, protection des Russes se trouvant à l'étranger. Il est vrai que l'espace CEI s'ordonne autour de la Russie du fait des liens économiques humains, (les „pieds rouges”) et militaires entretenus par la Russie avec ses voisins. Cette stratégie de la Russie a ses fondements géopolitiques, dont le leader ultranationaliste Vladimir Jirinovski a donné la vision la plus extrême: selon lui, la Russie devrait s'entendre avec l'Allemagne (qui reconstituerait la „Mitteleuropa” en Europe) et reconstituer avec l'Asie centrale une „Eurasie” en s'alliant avec l'Iran contre la Turquie et l'OTAN [13].

Dans ce contexte l'intention de la Moldova de prendre le chemin de l'émancipation était pratiquement irréaliste. La Russie reste une grande

puissance avec un intérêt manifesté pour le contrôle de l'espace postsoviétique. Dès 1992 elle avançait le concept „d'étranger proche”, une doctrine qui devrait protéger la CEI des influences étrangères. Bien que cette doctrine se soit avérée, selon Z. Brzezinski, une „illusion géopolitique” [14, p. 281], la Russie continuera de garder son influence sur la Moldova, les dirigeants moldaves étant très prudents dans leurs déclarations et, bien sûr, dans leurs actions, pour ne pas provoquer le mécontentement de la Russie. Il est possible que ces circonstances aient déterminé, en quelque sorte, la décision de déclarer le statut de la neutralité permanente en tant que „moyen optimal” [15, p. 19], qui correspondrait aux intérêts de la sécurité nationale de la République de Moldova.

Les raisons pour lesquelles on a invoqué l'opportunité d'un tel statut seraient les suivantes:

a) les réalités géopolitiques (la République de Moldova est un nouveau État européen surgi comme suite au démembrement de l'URSS, le processus d'autodétermination des anciennes républiques soviétiques et de tout l'espace post-socialiste constituant un objectif des luttes pour les sphères d'influence, de la confrontation de la Russie et l'OTAN. On prévoit ainsi que, dès que la consolidation du potentiel économique de la Russie se sera produite, celle-ci activera l'inglobation dans sa sphère d'influence des régions perdues à la suite de l'effondrement de l'ancienne URSS [16]);

b) la faiblesse économique, politique et militaire de la Moldova en rapport avec les pays limitrophes qui tendent à réaliser leurs intérêts dans la République de Moldova, comptant, inclusivement, sur les grands groupes ethn nationaux, qui manifestent parfois des tendances irrédentistes. Les changements brusques de la politique étrangère peuvent ainsi avoir, suivant les auteurs mentionnés, des réactions promptes de la part de ces groupes mettant en doute même l'intégrité territoriale de la république. On estime donc que pour ne pas devenir le point convergent des certaines pressions politiques, l'adoption du statut de neutralité permanente serait la plus opportune décision;

c) la situation des pays voisins, tels que la Roumanie et l'Ukraine, soumis eux aussi aux pressions ayant à l'origine les intérêts des grandes puissances;

d) la nécessité de la République de Moldova d'orienter son économie vers le marché extérieur. On considèrerait à ce moment-là que justement le statut de neutralité, stimulant une collaboration (y compris économique) sans préférences politiques, pourrait favoriser considérablement le développement de l'économie nationale, son intégration dans le cadre économique européen [17].

Ainsi, le jeune État a assumé des obligations liées au statut de neutralité permanente procédant à la configuration de sa politique étrangère

correspondant aux principes respectifs. Une telle option doit dépasser le niveau d'une simple déclaration unilatérale de la part de l'État si l'on veut obtenir les garanties de la communauté internationale (pas obligatoires, peut-être, pour certains États, mais absolument nécessaires dans le cas de la République de Moldova, en vertu de sa position géographique particulière, comportant les risques de pression et de déstabilisation qui pourraient provenir de la part des parties intéressées, en fonction de leurs propres intérêts géopolitiques). Respectivement, la République de Moldova, en dépit de ces déclarations, parfois timides et inconséquentes, n'a pas encore obtenu une reconnaissance officielle de sa neutralité permanente, ce fait reflétant d'une façon assez éloquente la complexité du problème et une appréciation ambiguë des efforts entrepris par la diplomatie moldave [18, p. 81].

Les garanties extérieures en plus sont très importantes, vu que les possibilités économiques de la république sont faibles, ne permettant pas de réserver une contribution adéquate pour l'œuvre de formation et de consolidation du propre système de défense. Ainsi, l'analyse de la dynamique des dépenses prévues pour le maintien des forces armées dans la République de Moldova montre que ces dépenses ont diminué substantiellement en quelques années (de 0,9% de PIB en 1995 à 0,5% PIB en 1999 [19, p. 93]). Si l'on entreprend une comparaison avec

les dépenses pour le secteur militaire des pays avec un nombre similaire de la population, on peut constater une place d'arrière de la République de Moldova sous ces aspects: le même indicateur en Lituanie représente 3%, en Arménie – 3,6%, en Turkménistan – 4,0%, en Danemark – 1,8%, en Norvège – 2,7% du PIB. L'entretien d'un militaire en 2002 en Pologne monte approximativement à 20000 dollars, dans la République tchèque – 20000 dollars, en Hongrie – 10000 dollars, en Russie – 4000 dollars, tandis qu'en Moldova ce chiffre ne dépasse pas 600 dollars [20, p. 93-94].

Le rôle des garanties extérieures dans ces circonstances augmente énormément. En même temps, cette reconnaissance internationale du statut de neutralité de la République de la Moldova retarde et semble être assez problématique pour des raisons multiples:

- On n'a pas encore signé les Traités de base entre la République de la Moldova avec les Etats voisins, la Roumanie et l'Ukraine, incluant une délimitation précise des frontières. La fin de l'année 2001 et le début de l'année 2002 ont été marqués, par exemple, par une forte tension entre les gouvernements moldaves et roumains. Les deux parties se sont adressées des prétentions réciproques. Le reproche du ministre de Justice de la Moldova, fait à Strasbourg, visait „l'implication de la Roumanie dans les af-

faïres internes moldaves” [21]. L'attache militaire de la Roumanie a été déclaré persona non grata [22]. Le déroulement des événements au printemps de 2002 met en relief un certain dégelèment des relations moldo – roumaines.

- Sur le territoire de la Moldova stationnent les troupes militaires russes. On estime ce contingent, ancienne 14-eme armée, à 2600 militaires [23, p. 93]. On constate avec regret que leur départ n'a pas encore commencé, quoique cette décision ait été formulée dans les documents adoptés lors du sommet de l'Istanbul en 1999, la Russie acceptant la condition imposée de retirer ses troupes avant l'année 2002. Simultanément, les décisions de l'OSCE ont prévu le départ dans les mêmes délais des munitions déposées en Transnistrie. Il s'agit d'un très grand volume d'armement, des missiles et carburants, dont 30% sont intransportables et doivent être détruits directement au lieu d'emplacement [24]. Le processus du départ de l'armement et de la destruction a démarré, et on doutait longtemps que la Russie réussisse à accomplir pleinement ses obligations dans les termes prévus. Il faut mentionner que l'armement limité par le traité FACE a été éloigné et détruit, fait mentionné dans la déclaration du Conseil ministériel de l'OSCE en décembre 2001.

En tout cas le projet de la nouvelle conception de la politique étrangère de la République de Moldova vise deux fois la nécessité du départ des troupes russes. Cette insistance n'est pas fortuite, témoignant une certaine crainte que la Russie manquera à sa promesse concernant la libération du territoire moldave de ses troupes. Une telle probabilité peut avoir des fondements réels, compte tenu du fait que, par exemple, dans une situation similaire, en Géorgie la base militaire russe située à Gudauta n'a pas été abandonnée par les Russes malgré le terme imposé par l'OSCE, qui a expiré le 1 juillet 2001 [25]. Il existe certaines suppositions que Moscou veut légaliser sa présence militaire dans la région à partir du décembre 2002, ayant l'intention d'accorder au Groupe limité, emplacé en Transnistrie, le mandat de force pacificatrice: „Le Kremlin espère conserver ses troupes en Moldova d'une manière absolument légale, avec l'approbation du Parlement moldave ou, de facto, moyennant la coopération avec la Transnistrie” [26]. Les tensions dans la zone pourraient être une justification pour les Russes dans l'obtention d'un tel mandat.

- Les rapports tendus persistant entre le gouvernement moldave et les autorités de la Transnistrie sont assez évidents.

Les aspects mentionnés nuisent à la situation

de la République de Moldova et affectent sérieusement ses efforts axés sur la consolidation de la stabilité et de la sécurité de la région, en déterminant le choix des voies pour assurer la reconnaissance internationale du pays. En ce qui concerne les actions entreprises pour promouvoir le statut de neutralité, on peut constater que ce concept, appliqué à un tel pays comme est celui de la Moldova, souffre de certaines limites dans son application. Il s'agit donc du fait que le pays qui adopte un tel statut doit disposer des ressources réelles pour le réaliser, c'est à dire d'un potentiel économique, politique et militaire avancé. Quant à la République de Moldova, elle ne correspond pas pleinement aux paramètres respectifs, fait qui rend vulnérable son statut de neutralité. Le jugement sur l'inopportunité de ce statut pour la Moldova apparaît aussi justifié à cause de sa situation géographique. Située au sud-est de l'Europe, avec ses steppes et ses collines, la Moldova ne dispose pas d'obstacles naturels défensifs qui pourraient protéger le pays d'une éventuelle intervention. En plus, on peut invoquer, dans le même ordre d'idées, la proximité de la Mer Noire, le voisinage des pays avec un potentiel militaire considérable. Quoique les experts militaires constatent que la Moldova „ne risque pas dans un avenir proche d'être objet d'une agression” [27, p. 135], la nécessité d'avoir une armée forte s'impose quand même. Cet impératif, à son tour, se heurte à de

graves problèmes, étant donnée la situation assez précaire des forces militaires moldaves qui met en doute la capacité défensive du pays. Les chiffres sont assez éloquentes: si la valeur du PIB dans certains pays neutres de l'Europe monte à 19600 – 22700 dollars par habitant (Suisse, Autriche) [28], à 4400 dollars (Ukraine) [29], en Moldova elle ne constitue que 850 dollars (pour l'année 1998) [30, p. 242]. Les dépenses pour les problèmes militaires représentent de 1,7 mlrd dollars (Autriche) à 5,5 mlrd (Suede), et si l'Ukraine réserve pour ses dépenses dans ce domaine 813 mln dollars [31], et la Russie (en 1999) – 22,4 mlrd dollars par année (soit 12 fois moins que les Etats-Unis et 2 fois moins que la France [32],), les dépenses militaires de la Moldova, qui n'ont pas cessé de décroître, s'élevaient, en 1999, à 64,9 millions en monnaie nationale. Avec ses 10000 militaires (rapportés à 3,7 mln habitants, sans la Transnistrie), – cf.: 33000 militaires / 5,1 mln habitants – Finlande, 63000 militaires / 8,8 mln habitants – Suede [33, pp. 121, 127], – un système de réserves militaires insuffisamment développé et un potentiel technique assez limité (machines blindées – 209, canons – 79, lance-mines – 115, canons antitank – 36, installations d'artillerie antiaérienne – 23, installations mobiles – 66, avions MIG-29 – 6, etc. [34, p. 128], en Ukraine le nombre réel de tanks étant de 1578 unités, machines blindées – 1471 [35], il est clair qu'il est très difficile de

parler d'une résistance solide devant un ennemi potentiel.

Les études visant le potentiel des capacités de la Moldova ont constaté son niveau assez faible, établi surtout par rapport au modèle EPOCC (Equipment Potential Capability Comparisons). Ainsi, on a évalué le potentiel des capacités des forces armées de la Moldova en 655 points, alors que l'indicateur pour les parties soumises à l'investigation a été le suivant: la Russie – 65500 points (forces terrestres dans la zone européenne; l'Ukraine – 38590 points (sauf la marine); Roumanie – 25922 points; le contingent russe emplacé dans la Transnistrie – 1185 points; les formations militaires de la Transnistrie – 578 points [36, p. 128].

On pourrait donc justifier les estimations faites par certains auteurs occidentaux affirmant que „la Moldova n'est pas certainement capable d'une action militaire menaçante, même si son effondrement pourrait mener à une intervention extérieure. Il ne semble pas que l'Ukraine entretienne une quelconque idée d'agression, même si elle souffre clairement de problèmes majeurs” [37, p. 80].

En fait, on pourrait dire que la neutralité constitue un luxe qui peut être accepté par un pays riche. Ou bien, il peut être si insignifiant qu'il ne présente aucun intérêt. La Moldova ne se rapporte ni à une catégorie ni à une autre. Les données citées, les opinions des experts locaux

(même s'ils insistent sur le fait que la nécessité de l'armée ne peut pas être contestée [38, p. 125], que l'armée n'est pas seulement un instrument de la guerre, mais aussi un organisme de l'éducation du patriotisme [39, p. 90], etc.) et internationaux attestent des doutes sérieux en ce qui concerne le niveau de développement du secteur militaire moldave.

Dans ce cas, la neutralité représente soit un bluff politique, soit une illusion dangereuse du gouvernement militaire et politique du pays, ainsi que d'une grande partie de la population de la Moldova. Et si l'on peut tomber d'accord avec l'opinion que „l'Ukraine, dans son état actuel, exige un allié” [40], on est d'avis qu'une telle affirmation doit avant tout viser la Moldova, qui, à son tour, devrait chercher des alliés sûrs et puissants. Dans le même ordre d'idées, le rapprochement de la Moldova de la plus importante organisation internationale politique et militaire comme est celle de l'OTAN marque une nouvelle prise de conscience du gouvernement moldave de la nécessité de promouvoir une vision réaliste, de surmonter les difficultés existantes, ainsi que d'exploiter les avantages qu'une telle collaboration pourrait offrir.

En fait, il s'agit d'une variante réussie de convergence des intérêts: d'une part, l'OTAN accorde une certaine attention à la Moldova, en l'entraînant dans un processus de collaboration militaire interstatal. Ce fait atteste, une fois

de plus, le rôle de l'OTAN en tant que „facteur centripète de la construction de l'espace européen de sécurité” [41]. L'implication (soit partielle, incomplète) de la Moldova dans l'orbite de l'Alliance Nord-Atlantique peut assurer un meilleur contrôle de la situation dans le Sud-Est de l'Europe. D'ici – les divers avantages géopolitiques et les perspectives d'un nouvel élargissement. D'autre part, le lancement des relations avec l'OTAN offre à la République de Moldova une possibilité incontestable de créer une base durable pour sa sécurité nationale.

1.2. Les relations de la République de Moldova avec l'OTAN: une option de perspective

La coopération nouée par la Moldova avec l'Alliance Atlantique a son histoire [42], mais le point le plus important de cette relation semble être la visite de documentation à Chisinau effectuée par George Robertson, Secrétaire Général de l'OTAN, en février 2000. A ce moment-là, il est vrai, la situation politique interne était marquée par une certaine confusion, dérivée de la même et permanente vision oscillante entre l'option pro-européenne et l'option pro-russe. Ce n'est pas par hasard que le président Petru Lucinschi a trouvé nécessaire, lors de la rencontre, d'accentuer en premier lieu le problème de l'adhésion de la Moldova au Pacte de stabilité

pour l'Europe de Sud-Est, sans le mettre dans le contexte d'élargissement de l'OTAN [43]. En tout cas, il était impossible de négliger le fait qu'une bonne partie des forces politiques (même s'il ne s'agissait pas à ce moment-là de la majorité parlementaire) ont exprimé leur intérêt pour l'approfondissement de la collaboration de la Moldova avec les structures européennes, y compris l'OTAN [44].

Il est important qu'un haut dirigeant de l'OTAN a souligné que l'Alliance continuera la coopération avec les pays-partenaires, sans aucune différenciation imposée par leur statut. C'est justement Lord Robertson qui a déclaré qu'il „ne serait pas très surpris si la Moldova sollicitait d'adhérer à l'OTAN”. Une autre remarque du Lord Robertson ne devrait pas être oubliée ou négligée. Ses affirmations que „La République de la Moldova peut jouer un rôle dans l'architecture de la sécurité européenne” et que „sa position stratégique ne lui permet pas de rester isolée” [45] peuvent être vraiment considérées comme une invitation à un dialogue sur les perspectives de collaboration Moldova – OTAN. En d'autres termes, la porte s'est ouverte un peu, mais les gouvernants moldaves à ce moment-là ont préféré de la laisser entreouverte ou même fermée et de continuer de chercher les clés pour une autre porte.

L'affirmation du Lord Robertson que la Moldova est un pays de Sud-Est de l'Europe et

qu'elle représente un partenaire-clef de l'OTAN dans le cadre du programme Partenariat pour la Paix, pour la première fois dans la chronique diplomatique de la Moldova a situé le pays dans la famille des pays de l'Europe de Sud-Est, dans le même rang avec la Roumanie et la Bulgarie. C'était un signal, mais sa signification n'a pas été très bien comprise par les responsables du destin de la Moldova.

En tout cas, il est important qu'à partir de ce moment-là, dans la vision de l'OTAN, la République de la Moldova a trouvé sa place dans un autre cadre que celui de CEI et a montré une perspective nouvelle et différente – celle d'avoir sa place dans la structure de l'architecture de la sécurité, en train d'être bâtie dans l'Europe de Sud-Est.

Un an après, en mai 2001, à Bruxelles, le représentant moldave, appartenant déjà à un gouvernement d'une autre orientation politique, le premier ministre Vassile Tarlev, a annoncé au Lord Robertson l'intérêt et la volonté politique du nouvel gouvernement pour la coopération avec l'OTAN. Assez suggestive dans ce contexte apparaît la déclaration du premier ministre moldave, faite lors de cette rencontre, visant le processus de l'élargissement de l'OTAN: „Nous espérons que l'élargissement de l'Alliance ne comportera pas l'apparition de nouvelles lignes de démarcation et de nouvelles zones avec des degrés divers de sécurité” [46]. Ces paroles, en

fait, dissimulaient une forte préoccupation, pratiquement inévitable, du danger de la marginalisation internationale de la Moldova, due, d'une part, à l'insistance et à un rythme très fort vers l'adhésion à l'OTAN, promus par la Roumanie, et, d'autre part, à la volonté, déjà exprimée, de l'Ukraine de se rapprocher et ensuite d'adhérer à l'OTAN. La coopération, au moins, de la Moldova avec l'OTAN, pourrait diminuer ce risque de la marginalisation du pays.

Il est vrai que cette coopération est restée, durant une période assez significative, réduite seulement à quelques actions réalisées en commun. En tout cas, cette collaboration a constitué une expérience, une possibilité de se rapprocher réciproquement, de vérifier les propres points de vue.

Le plus important programme de l'OTAN, auquel s'est associée la Moldova, c'est le Programme Partenariat pour la Paix. Ce Programme, adopté en janvier 1994, offre à chaque participant la possibilité d'apporter sa contribution au maintien de la paix et de la stabilité, de développer et de consolider les relations politiques et militaires. Le programme vise l'activation de la collaboration entre les pays-partenaires et l'OTAN, la réduction du danger qui menacerait la paix, le développement de l'interaction entre les pays entraînés dans les activités, l'organisation de l'aide humanitaire. Les objectifs du Programme ont été approfondis et concrétisés en 1999, quand

on a complété le spectre des activités prévues en mettant l'accent surtout sur l'élaboration de la base politique et militaire pour les opérations de soutien de la paix, dirigées par l'OTAN, sur l'intensification de la collaboration militaire, sur l'extension des actions dans le domaine de l'instruction des militaires.

Il est évident que l'adhésion à ce Programme est très importante pour la République de Moldova. Il s'agit premièrement d'une possibilité réelle de démontrer le caractère ouvert de sa politique, la volonté de coopérer avec ses partenaires dans les divers domaines, soit politiques ou militaires. Le programme Partenariat pour la Paix exprime ainsi les intérêts fondamentaux de la Moldova, facilite l'intégration de la république dans les structures européennes, offre la possibilité de participer à la création des mécanismes internationaux concernant le maintien de la paix et de la stabilité, ainsi que d'assurer certaines garanties de la sécurité nationale.

L'expérience acquise par la Moldova durant la participation à ce Programme atteste le caractère bénéfique de la collaboration, surtout dans les domaines visant les exigences actuelles de l'organisation des forces armées, la formation du personnel militaire, le déroulement des opérations de soutien de la paix etc.

La participation au Partenariat pour la Paix a signifié pour la République de Moldova la possibilité de faire partie du Conseil du Partenariat

Euro-Atlantique (CPEA), une organisation assurant le cadre général de la coopération entre les partenaires et les pays membres de l'OTAN.

La République de Moldova a signé le 16 mars 1994 le Document-Cadre du Partenariat pour la Paix, étant le douzième pays qui y a adhéré. Ce document concerne les actions spécifiques qui doivent être entreprises par chaque pays, engagé dans la coopération avec l'OTAN, en vue d'assurer la réalisation complète des objectifs prévus par le Programme du Partenariat pour la Paix. Il suffit de citer certains de ces objectifs pour se rendre compte de l'opportunité de la participation à un tel Programme:

- faciliter la transparence du processus national de la planification de la défense et du budget respectif;
- assurer le contrôle démocratique des forces armées;
- maintenir la capacité de participation aux opérations de soutien de la paix;
- développer les relations militaires de coopération avec l'OTAN dans le but de l'amélioration de la planification et de la formation, de l'organisation de manoeuvres communes, ainsi que dans le but du renforcement de la capacité des participants au Programme d'accomplir diverses missions de maintien de la paix, d'organiser des actions d'assistance humanitaire;
- développer les ressources et les moyens

nécessaires qui seront capables dans l'avenir d'accomplir d'une manière plus efficace des missions communes avec les forces de l'OTAN.

Le Programme prévoit également le droit de chaque partenaire d'établir, d'une manière individuelle, le degré et le volume de sa participation aux activités du Partenariat, ainsi que le caractère de ses relations avec l'OTAN.

En conformité avec les principes d'activité des pays membres du PpP, la République de Moldova a désigné ses domaines spécifiques de coopération et a présenté ses offres visant la préparation pour les missions et les opérations de maintien de la paix: a) d'une compagnie d'infanterie motorisée (comme une composante d'un bataillon bi- ou plurinational); b) de huit observateurs militaires; c) de huit officiers de l'état-major pour la participation aux activités des états-majors internationaux pendant les opérations de maintien de la paix; d) un service médical destiné aux forces engagées dans la participation aux opérations susmentionnées; e) d'une équipe de déminage qui pourra s'encadrer dans les unités plurinationales participants aux opérations de soutien de la paix. La Moldova s'est engagée de mettre à la disposition l'aérodrome de Marculesti pour les activités du Partenariat, le Centre de formation Bulboaca pour le déroulement des activités instructives et les manœuvres tactiques, un avion-cargo (An-

72) et deux hélicoptères (Mi-8) pour la participation aux opérations de maintien de la paix [47, p. 30].

Il est évident que les objectifs stratégiques envisagés par l'OTAN moyennant un tel Programme comme est celui du Partenariat pour la Paix sont subordonnés à deux buts essentiels: a) renforcer l'Alliance Nord-Atlantique en y incluant des membres nouveaux; b) imprimer à l'OTAN la qualité relevante d'une structure de sécurité, capable de réagir à tout défi d'instabilité en Europe. Une telle approche offre la possibilité d'entraîner dans le Partenariat presque tous les pays européens, diminue les risques d'un conflit incontrôlable et augmente le degré de responsabilité des pays, liés dans le cadre d'un réseau de sécurité collective pour l'instauration d'un climat de collaboration sur le continent. L'adhésion de la République de Moldova au Partenariat pour la Paix trouve ainsi sa motivation bien réfléchie.

Le 25 mai 1995 le Conseil suprême de la sécurité de la république a approuvé le premier Programme Individuel du Partenariat, et le 25 octobre 1995 celui-ci a été accepté par l'OTAN (les Programmes Individuels du Partenariat sont élaborés tous les deux ans et concernent les déclarations des buts politiques des partenaires, les objectifs généraux de la coopération entre le pays partenaire et l'Alliance, ainsi que les actions spécifiques planifiées). Le 6 septembre 1996 la

Moldova a signé l'Accord et le Protocole additionnel des Etats participants au Programme PpP visant le statut des leurs forces armées (SOFA), document ratifié par le Parlement de la République de Moldova en juillet 1997.

Les années suivantes ont été marquées par une réalisation évidente du Programme PpP. Pendant la période 1996-2002 les militaires moldaves ont participé à de nombreuses activités dans le cadre du Partenariat pour la paix: 1996 – 75 activités (y compris 15 exercices des troupes multinationales pour le maintien de la paix). Il est à remarquer qu'aux exercices „Le bouclier de la paix”, déroulés en Ukraine, „Cooperative Determination” (Bulgarie), „Cooperative Osprey” (Etats-Unis), „Cooperative Best Effort” (République Tchèque) ont participé des unités de l'infanterie motorisée. Aux exercices „Cooperative Key” déroulés en Roumanie, la Moldova a été représentée par les équipages de trois appareils de vol; 1997 – 77 activités (trois diverses unités moldaves ont pris part aux exercices „Cooperative Neighbour”, déroulés en Ukraine, „Cooperative Nugget” (Etats-Unis), „Cooperative Best efforts” (Lettonie). Les officiers moldaves ont participé aux exercices „Cooperative Determination”, déroulés en Roumanie. On pourrait également mentionner la participation conjointe des unités moldaves et de celles nord-américaines dans le cadre des applications militaires en matière de médecine „Medceur-97”, déroulés en Moldova;

1998 – 104 activités, 1999 – 110 activités (325 militaires moldaves y ont participé durant l'année, étant entraînés dans cinq exercices OTAN/PpP – „Cooperative Adventure Exchange”, Slovénie, „Cooperative Best Efforts”, Macédonie, „Cooperative Key”, Turquie, „Peaceful Briddge”, Turquie, „Cooperative Osprey”, les Etats-Unis et 4 exercices pour les officiers – „Cooperative Automation”, Pays-Bas, „Cooperative Dragon”, Italie, „Peace Shield”, Ukraine. Les officiers du batallion national moldave de maintien de la paix récemment formé ont pris part aux exercices „Cooperative Determination” en Bulgarie [48, pp. 51-52].

Quant aux années 2000-2002, les secteurs prioritaires de la coopération, établis dans le cadre de la participation de la République de Moldova aux activités du Programme PpP ont été les suivants: le contrôle démocratique des forces armées et des structures de défense, la planification de la défense et du budget, la politique de la sécurité, la médecine militaire, l'assistance logistique des troupes, les recherches scientifiques et le développement des nouvelles technologies dans le domaine de la défense nationale et d'autres. Ces dernières années les militaires moldaves ont participé annuellement à 200 activités communes, y compris des exercices. La participation des militaires moldaves aux réunions des groupes de travail de l' OTAN est devenue réellement plus active, le niveau

d'interopérabilité des militaires entraînés dans les exercices et les opérations déroulés a obtenu des appréciations favorables.

Le déroulement du processus de planification et de révision du PpP (PARP) en mai de 1997 en Moldova a constitué une nouvelle opportunité pour la République de Moldova d'approfondir sa collaboration avec l'OTAN, de concentrer ses efforts sur l'intégration européenne, a contribué à la résolution de certains problèmes importants de sa sécurité. Pour le deuxième cycle du PARP (1997-1999) la République de Moldova s'est fixée 19 objectifs et pour le troisième cycle – 24 objectifs visant l'assurance de la transparence de la structure, de la formation et de l'équipement de ses forces armées, l'information réciproque permanente et véridique, ainsi que l'assistance réciproque en ce qui concerne les divers aspects de la politique de défense, les objectifs de la sécurité, le contenu de la stratégie militaire, la politique des ressources humaines et leur formation, l'état général des supports techniques et le niveau de préparation des forces disponibles pour les activités communes, toutes ces actions étant axées sur l'assurance de l'interopérabilité des forces armées des pays-partenaires.

Il est nécessaire de mentionner que la part moldave a bénéficié, pour honorer ses obligations dans le cadre du Programme, d'une aide substantielle de la part des Etats-Unis (le support pour la participation aux activités de main-

tien de la paix, ainsi que le support pour le déroulement d'un programme d'assistance nécessaire dans les actions de déminage dans la région transnistrienne), de la part du Canada (l'équipement spécial, nécessaire pour déminer 80 km carrés en Transnistrie), de la part de la Turquie (l'équipement pour le bataillon des forces pour le maintien de la paix), de la part de la Belgique (l'équipement et l'assistance technique).

Grâce à la signature d'un Accord avec l'Agence NAMSA de l'OTAN (une structure de l'Alliance, chargée de l'assistance logistique, de l'achat et de l'entretien de l'équipement militaire) la République de Moldova a pu approfondir sa coopération avec l'OTAN. Le Mémorandum de l'entente, signé le 28 juin 2001 par le Secrétaire Général de l'OTAN George Robertson et le Président de la Moldova Vladimir Voronin, lors de sa visite au Quartier Général de l'OTAN, a servi comme base pour le commencement des activités pratiques visant la destruction des munitions déposées en Moldova. Une équipe de NAMSA qui a visité la Moldova en février 2001, afin d'évaluer la sollicitation moldave relative à l'assistance qui pourrait être accordée en vue de neutraliser 362 tonnes d'oxidants pour les missiles et de détruire 308 tonnes de munitions (y compris 11000 mines antipersonnelles, interdites par la Convention d'Ottawe en 1997), a recommandé la signature du contrat respectif, le montant du projet étant estimé à 1 mln dollars.

En novembre 2001 on a procédé à la réalisation du projet.

En poursuivant la même direction de renforcement de la collaboration avec les pays occidentaux et montrant sa volonté pour l'affirmation en tant que pays-partenaire, la République de Moldova a annoncé, en mai 2001, son adhésion au Document commun d'évaluation des problèmes et des opportunités de la sécurité régionale (SEECAP).

Toutes ces actions de la Moldova ouvrent sans doute la voie vers l'élargissement de sa coopération avec l'OTAN, en confirmant une certaine prise de distance de CEI et un rapprochement, au moment, modéré, de l'Ouest.

1.3. La République de Moldova et le Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est

Bien que la République de Moldova n'ait pas mené, vu les circonstances déjà évoquées, cette dernière décennie, une politique étrangère plus réfléchie, plus courageuse et qui aurait pu correspondre réellement à son intérêt national, il serait pourtant injuste de ne pas signaler ses efforts en vue de rechercher sa propre voie de développement, de dépasser la condition d'un pays-satellite de la Russie (la Moldova est jugée comme telle, en tout cas, elle est traitée par les Etats occidentaux et les organismes internatio-

naux d'une manière plutôt réservée, et surtout dans l'optique de ses relations avec la Russie; l'expérience des dernières années atteste, en général, le manque d'une stratégie claire et bien définie envers la Moldova, une attitude, en effet, „frustrante et témoignant un désintérêt de l'Europe” [49] vis-à-vis de la République de Moldova).

L'élargissement de l'Union Européenne, l'adhésion, déjà réelle, de son voisin, la Roumanie, de même que les perspectives européennes envisagées par la politique étrangère de l'autre voisin, l'Ukraine, a soulevé des problèmes sérieux devant la Moldova, qui risque de rester isolée, au-delà de la nouvelle configuration de l'espace européen. Ces défis ont fait la Moldova renoncer à l'ancienne expectative et lancer des initiatives prooccidentales. Un des pas concrets entrepris avec insistance dans cette direction a déterminé, au bout du compte, l'accès de la Moldova au Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est.

Le 10 juin 1999, lors d'une rencontre à Cologne, les ministres des affaires étrangères de trente-huit pays et quinze organisations internationales, répondant à un appel de l'Union Européenne, approuvaient le Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est, marquant ainsi le début d'une nouvelle phase de la politique internationale à l'égard des Balkans.

L'idée du Pacte a été, bien sûr, une décision politique d'une ampleur impressionnante. Par-

mi tant d'objectifs de construction d'une nouvelle architecture européenne on a élu, à titre de priorité, le problème des Balkans. Une question s'impose alors: pourquoi l'attention de l'Union Européenne a été portée sur les Balkans?

On peut donner, sans doute, la réponse à cette question, et elle est assez convaincante. Les dix années succédant à la guerre froide en Europe sont marquées par diverses évolutions, deux d'entre elles étant à la même fois spectaculaires et relevantes: d'une part, les pays d'Europe centrale et orientale se sont engagés dans un processus de transition, et les institutions euro-atlantiques ont ouvert la porte pour aider cet effort et le guider pour mettre en place un ordre de paix paneuropéen. D'autre part, une région de l'Europe comme les Balkans, a été soumise pendant cette période aux séismes socio-politiques et économiques, mais, avant tout, aux confrontations militaires qui ont déstabilisé toute l'Europe de Sud-Est (d'ailleurs, ce sont les confrontations existantes dans les Balkans qui ont constitué le prétexte de la première intervention militaire des forces de l'Alliance nord-atlantique en Europe, ce qui a amené certains politologues à se demander si le déclenchement de la guerre a conféré à l'Alliance, jusqu'à ce temps-là perçue surtout comme un instrument diplomatique, la dimension d'une communauté politique, si l'OTAN devrait être considéré, à la lumière de l'évolution du monde, comme une

institution de la globalisation, susceptible d'apporter des réponses opérationnelles aux défis d'un monde transnational, ou bien au contraire, comme une structure interétatique née de la guerre froide, si elle est un vestige d'un monde en voie de disparition, et si son triomphe apparent dissimule la réalité de son déclin [50, pp. 101-102]).

Le résultat global des crises balkaniques des années 90 ne peut pas être contesté. On peut dire que les Balkans ont fonctionné comme un grand frein pour l'Europe. Les complications balkaniques persistent encore, à notre regret, au XXI-ème siècle. Et celles-ci ne cesseront pas de constituer des obstacles dans la voie du développement de l'Europe. Il existe des opinions qui partagent l'idée que l'avenir de l'Europe dépendra les années suivantes des évolutions dans les Balkans, comme est celle exprimée il y a plusieurs années, „l'avenir des Balkans vise l'Europe entière” [51, p. 5], ou bien une autre, plus récente encore, qui prend en compte l'évolution actuelle des événements, „l'Union Européenne a dû prendre conscience que l'avenir du continent se joue aussi dans les Balkans” [52, p. 4].

Le mot „Balkan” vient de la langue turque (un souvenir de la présence et de la domination assez longue ottomane dans la région), en signifiant „le mont”, et ce nom, donné au mont bulgare Haemus, a réussi à s'étendre sur la péninsule entière. Le terme a obtenu un sens po-

litique: on nomme „la balkanisation” le résultat de la division de l’Empire ottoman en Etats rivaux et de leur oppression par les grandes puissances, trouvées en conflit après le décès du „grand malade de l’Europe”. On nomme „balkanique” tout ce qui est soumis à la tyrannie et porte l’empreinte du passé. George Duhamel, dans son livre amusant „Géographie cordiale de l’Europe”, exclame: „Supplice pour l’Europe, piège pour les diplomates, réservoir des catastrophes, c’est toi, la péninsule Balkanique, l’Asie intérieure de notre Europe”. Il est privé d’importance le fait, où finit la Péninsule balkanique: à Sava, à Danubes ou dans les plaines. Le problème visant la limite du nord de la péninsule, qui a été discuté avec tant de passion, doit nous faire comprendre que personne ne veut se balkaniser, qu’on peut être toujours un balkanique en rapport avec les autres et qu’il est nécessaire d’eupééniser un peu ce domaine, négligé depuis longtemps. Les Balkans sont plutôt un problème qu’une région [53].

Durant la période de la guerre froide, paraît-il, l’Europe a oublié l’existence des Balkans. Le rideau de fer a divisé pour une longue période de temps la péninsule en deux camps: d’un côté se trouvaient la Grèce et la Turquie européenne, de l’autre côté – le reste des Etats balkaniques. Chacun de ces groupes d’États poursuivait son chemin, les contacts de la population étant strictement limités par une ligne de démarcation.

„Aux temps de la guerre froide on considérait que les vieilles traditions négatives du monde balkanique avaient disparu” [54, p. 5]. Mais l’héritage balkanique des pays, se caractérisant par une industrialisation faible et tardive, persiste encore. En parlant du modèle balkanique (opposé au modèle de l’Europe centrale), les spécialistes le caractérisent par „la stagflation, la régression économique, l’affaiblissement de l’autorité de l’État, les inégalités sociales, la marginalisation internationale” [55, p. 385]. Ainsi, le terme „les Balkans” a commencé de nouveau à évoquer des souvenirs désagréables. Voilà pourquoi les Roumains, par exemple, préfèrent ne pas être inclus dans la catégorie des balkaniques, étant pourtant liés à ceux-ci par l’histoire entière [56, p. 21]. Toutefois, l’emplacement de la Roumanie, dans la péninsule balkanique ou dans l’Europe centrale, présente moins d’importance. Même en réalisant le risque d’être étiqueté comme pays „balkanique” (dans le sens stéréotypé de la parole), la Roumanie, et puis, avec un retard regrettable, la République de Moldova, se sont entraînées dans la course pour être admises dans le Pacte. En remplaçant le terme d’„Europe de Sud-Est” par celui de „Balkans”, les initiateurs du Pacte ont voulu ramener la région dans le giron de l’Europe, reconnaître le caractère européen de ses problèmes, leur apporter des solutions européennes [57].

Les raisons des pays occidentaux sont assez

judicieuses: on ne peut pas vraiment aspirer aux ambitieux projets d'une „grande Europe” sans avoir établi l'ordre dans une „petite Europe”, a souligné le chercheur grec Georgios Prevelakis dans la préface de son livre publié à Bucarest [58, pp. 5-6]. La péninsule Balkanique redevient „le point le plus vulnérable de l'Europe”, les peuples de la région se confrontant à de grands problèmes. D'ici le fait que les Balkans continuent de rester un des foyers d'instabilité de l'espace européen. La communauté des États européens a dû faire face à cette réalité. Et si la guerre de Kosovo a fini par recentrer l'attention générale sur cette partie du continent, elle a aussi mis en évidence les difficultés ressenties par l'Occident dans sa tentative de résoudre un tel conflit, respectivement, l'impératif de la nécessité de trouver de nouvelles solutions.

Bien sûr, compte tenu des déficits d'ordre structurel et des asymétries de développement, la stabilisation de l'Europe de Sud-Est constitue une tâche qui dépasse le cadre d'une aide humanitaire. Cela a exigé une action intégrale de la part de tous les pays, y compris la Moldova.

C'était tout d'abord une initiative de la France, un „processus de stabilité et de bon voisinage en Europe de Sud-Est” (appelé „processus de Royaumont”) qui a été lancé en 1995 par l'Union Européenne, mais il a apporté peu de résultats concrets. En fait, on a constaté, dans un rapport de la Commission Européenne, que le

volume de dépenses, investies par l'Union Européenne dans la région par l'intermédiaire de divers programmes en vue de stopper l'instabilité durant les années 1991-1999, est monté à 7 mld dollars [59, p. 1]. Cependant, il était nécessaire de redéfinir le modèle de coopération, de trouver les meilleures formes de soutien des pays de la zone.

La réflexion a été relancée par l'Allemagne en 1999 avec l'adoption d'un Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est par les ministres des affaires étrangères, puis par les chefs d'État et de gouvernement de 28 pays réunis à Sarajevo (membres de l'UE, pays de G8, pays de la région excepté la RFY). Le Pacte se compose de trois tables de travail (démocratisation et droits de l'homme, reconstruction et développement économique, sécurité) supervisées par une „table régionale”, une structure de direction, habilitée à s'exprimer à l'égard de toutes les questions de principe. Le rôle directeur de l'Union Européenne est souligné par la désignation pour celle-ci du coordinateur spécial du Pacte, l'allemand Bobo Hombach.

L'objectif du Pacte est de développer une vision globale des Balkans, de mobiliser des financements et de coordonner les initiatives régionales. L'articulation avec l'action de l'Union Européenne (stratégie de pré-adhésion, stratégie commune sur les Balkans) est à cet égard capitale [60, p. 386]. Le Pacte combine une

approche politique, économique et de sécurité qui devrait, à moyen et à long terme, porter ses fruits.

Donc, on peut apprécier positivement l'incorporation dans ce Pacte de la République de Moldova (l'unique pays, provenant de CEI, accepté), vu que cette option promet réellement à la Moldova de résoudre certaines tâches visant le développement de la collaboration avec les États de la région, ainsi que de contribuer effectivement à l'instauration de la stabilité dans la zone. Il est évident que l'adhésion au Pacte a été significative pour la Moldova parce que, suivant cette voie, elle pourra approfondir ses relations avec l'Union Européenne. En fait, pendant les années précédentes, ces relations n'ont pas enregistré une courbe assez ascendante. En plus, l'Accord de Partenariat et de la Coopération, le document de base qui définit les relations actuelles entre la Moldova et l'Union Européenne (en dépit des bénéfices dont la république jouit à la suite de la réalisation de cet Accord), „n'a pas formulé d'une manière bien définie la finalité des relations respectives. Respectivement, les aspirations de la Moldova à l'intégration ne peuvent pas être satisfaites: l'accent principal de cet Accord est mis sur la collaboration et non sur l'intégration graduelle dans l'Union Européenne”, selon les estimations d'un des diplomates moldaves [61]. Il est à remarquer que dans son document fondamental (l'art. 9) le Pacte sti-

pule le fait que l'avancement des activités au sein du Pacte facilitera l'intégration dans les structures euro-atlantiques pour les pays-partenaires de la région qui ont exprimé une telle volonté, qui ont annoncé un tel objectif [62].

Ainsi, le fait d'admission dans le Pacte a signalé une rédéfinition de la Moldova dans le contexte général européen, la disposition de l'Europe Occidentale de la recevoir comme un pays européen. Il est important de mentionner, dans cet ordre d'idées, l'affirmation de Bodo Hombach, coordinateur spécial du Pacte, qui a déclaré lors de sa visite à Chisinau, en décembre 2001, qu'il est très content d'inclure la Moldova au sein du Pacte, ayant les droits pleins, et qu'il définit comme un objectif stratégique celui du maintien de la Moldova dans la famille des États européens [63]. Le même message est venu de la part d'un autre officiel du Pacte, Mihai Ion Ungureanu, qui a remarqué que l'identité essentielle de la Moldova est celle européenne [64].

Il est vrai que la Moldova a placé de grands espoirs dans cette nouvelle direction de la collaboration européenne [65]. Dans la première phase de la réalisation de ses obligations et de ses droits comme membre du Pacte, la Moldova a défini les domaines d'intérêt prioritaire qui ont été inclus dans les Tables de travail: 1) «Démocratisation et les droits de l'homme» (les activités qui couvrent les directions des droits de l'homme et les minorités nationales, les mass

media, la coopération de l'État avec les organisations nongouvernementales, la coopération transfrontalière et le bon gouvernement, l'égalité des chances); 2) „Reconstruction et développement économique” (de 7 projets présentés par la Moldova dans les domaines du transport et de l'énergie, 2 ont été acceptés pour le financement: „La modernisation et la réhabilitation de l'autoroute Chisinau-Giurgiulesti”, une importante artère de circulation, le projet étant évalué à 60 mln dollars, 30 mln dollars étant pris à sa charge par la Banque Mondiale, et un autre projet, «Mesures pour faciliter le commerce et le transport dans la Moldova», un projet conjoint avec les républiques d'Albanie, de Bosnie, de Bulgarie, de Croatie, de Macédonie, de Roumanie. La part revenue à la Moldova constitue 9,1 mln dollars du financement prévu de 112 mln dollars) [66]; 3) „Sécurité” (les actions visant les initiatives régionales SPAI et SPOC, avec le lancement de toute une série de projets concrets). Donc, avec l'adhésion de la République de la Moldova au Pacte de Stabilité pour l'Europe de Sud-Est, la communauté européenne a ouvert pour la république l'accès aux divers programmes, projets et activités, a offert la possibilité d'acquérir l'expérience nécessaire du développement des relations internationales, surtout de la collaboration régionale.

De point de vue politique l'admission au Pacte a constitué l'affirmation de la Moldova en tant que pays avec une vocation européenne.

2. Les perspectives de l'intégration européenne de la République de Moldova dans le contexte des nouveaux enjeux géopolitiques

2.1. L'Ukraine et l'OTAN: un rapprochement attendu et réel

La République de Moldova se trouve coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, deux pays, dont l'évolution est capable d'influencer, en quelque sorte, le destin de l'État moldave. Chacun d'eux suit son propre itinéraire, ayant une vision spécifique de son processus d'intégration européenne. Leur expérience sous aspect politique et militaire présente un intérêt particulier pour la Moldova surtout dans la perspective de leur adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN.

En ce qui concerne l'Ukraine, on remarque qu'elle traverse une période difficile, marquée par la promotion d'une politique d'équilibre entre la Russie et l'Occident. Au bout d'une décennie, la balance a commencé à s'incliner vers l'Ouest. Voilà pourquoi les observateurs ne cessent pas de commenter le divorce qui s'est produit entre Kiev et Moscou.

Le rapprochement de l'Ukraine avec l'Union Européenne et surtout avec l'OTAN, n'était guère une décision spontanée, étant préparée par tout le déroulement des événements. Il est possible qu'un certain rôle ait été joué par les

Etats-Unis qui ont accordé une attention privilégiée à l'Ukraine à partir de l'indépendance de cette république, une puissance européenne, au moins par sa superficie et sa population. Washington a proposé à Kiev une forte relation politique bilatérale, a assumé la médiation dans les conflits russo-ukrainiens, ainsi que le développement des contacts militaires et de l'assistance technique. Les Etats-Unis ont pris une position sûre, exprimée par Madeleine Albright, en faveur d'une „Ukraine indépendante et dotée d'une démocratie solide” [67], en la confirmant par des actions concrètes. Une telle attitude a dérivé de l'idée que les Etats-Unis n'ont rien à gagner à un retour de la domination russe sur un pays qui a besoin des aides internationales et doit exercer un rôle tampon entre l'Union Européenne élargie et la Russie [68, p. 285]. En d'autres termes, le dialogue que les Etats-Unis a entamé avec l'Ukraine était donc un dialogue symbolique avec la Russie.

L'Ukraine insiste souvent sur son appartenance à l'Europe, se prévaut de l'exemple de la Pologne et souligne sa volonté de demander l'adhésion dès que sa situation économique sera améliorée. Elle s'est opposée au renforcement de la CEI, qu'elle accepte comme un moindre mal pour gérer l'héritage soviétique et maintenir un minimum d'échanges entre les anciennes républiques fédérées. Elle s'affirme comme un pays qui veut accroître son indépendance et coopérer

en priorité avec ses voisins d'Europe centrale, futurs membres de l'Union Européenne [69].

L'Ukraine est le premier des États de CEI qui a adhéré (en février 1994) au Partenariat pour la Paix et elle est depuis cette date un partenaire très actif. Depuis septembre 1994, elle a participé à plusieurs exercices organisés dans ce cadre, y compris depuis mai 1995 sur son territoire. L'Ukraine a contribué d'ailleurs aux forces de l'IFOR et de la SFOR en Bosnie, puis à celles de la KFOR au Kosovo.

Lorsqu'on pose la question de l'élargissement à l'est de l'OTAN, redoutant de se voir transformée en un pays assez vulnérable entre l'Alliance Atlantique élargie et la Russie, l'Ukraine réagit avec réserve, préconisant notamment une approche progressive. Ses inquiétudes s'apaisent au fur et à mesure que croît l'engagement américain à ses côtés. En mai 1995, le président L. Kouchma soutient pour la première fois publiquement cet élargissement qu'il qualifie d'inévitable. „L'Alliance Atlantique est à nos yeux, – dit-il, – un facteur de stabilité et de sécurité en Europe. Par conséquent, le fait qu'elle se rapproche de nos frontières ne nous semble pas constituer une menace” [70]. Prenant le contre-pied de la position russe, en Ukraine s'affirme le point de vue selon lequel l'élargissement n'est pas contraire aux intérêts stratégiques de l'Ukraine, étant donné le fait que l'OTAN est vouée à devenir le principal pilier de la future architecture

de sécurité de la zone euro-atlantique, que l'Alliance est la seule institution vraiment efficace capable de faire face aux nouveaux défis qui émergent dans l'Europe renouvelée. On n'hésite plus en outre à évoquer une éventuelle intégration du pays dans l'OTAN: „l'Ukraine n'est pas prête aujourd'hui”, déclarait ainsi Volodymyr Horbouline, ex-secrétaire du Conseil de la Défense et de la Sécurité, mais l'intégration „peut devenir dans l'avenir notre option stratégique» [71, p. 40].

Même si Leonid Koutchma, dans le but de contribuer à la stabilisation des situations difficiles, a demandé à plusieurs reprises aux pays occidentaux de ne pas oublier les intérêts de la Russie, il s'est désolidarisé de Moscou, allant jusqu'à soutenir la demande d'adhésion à l'OTAN des pays baltes. S'ils ne veulent pas repousser encore davantage l'Ukraine du côté de l'OTAN, les dirigeants russes n'ont guère d'autre choix que la voie de l'apaisement.

Tout en affirmant son attachement à son statut de „pays n'appartenant à aucun bloc”, l'Ukraine se rapproche toutefois de plus en plus de l'OTAN. Elle accepte l'ouverture à Kiev d'un Centre d'Information et de Documentation de l'OTAN que le secrétaire général, Javier Solana, inaugure le 7 mai 1997. Le 9 juillet suivant, lors du sommet de l'Alliance Atlantique à Madrid, elle signe avec l'OTAN une Charte de partenariat qui définit le cadre de la coopération, pré-

voit un mécanisme de consultation en cas de menace contre la sécurité de l'Ukraine, ainsi que la création d'une Commission OTAN-Ukraine. Une des premières décisions de cette Commission est l'ouverture d'un centre d'entraînement. Ce rapprochement, confirmé lors des visites à Kiev de George Robertson, est ainsi devenu un élément important de sa stratégie pour s'intégrer à l'ouest [72].

Le 23 mai 2002 l'attention de la presse a été attirée par l'information visant une décision prise dans le cadre du Conseil national de sécurité et de défense sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il est à noter que certains médias russes ont commenté avec ironie cette „adhésion unilatérale”, en insistant sur le fait qu'une telle adhésion exige le ralliement aux standards de l'Alliance surtout dans le domaine d'équipement militaire (un poids assez dur sur la faible économie ukrainienne) [73]. Il est vrai que les opinions des hommes politiques et des journalistes, relatives à cette information, se sont divisées. D'une part, la décision a trouvé l'appui de certains politiciens russes (B. Nemtov, un leader de la droite russe), les autres ont continué de donner une interprétation négative à la décision, génératrice, selon eux, d'un éloignement entre l'Ukraine et la Russie. En plus, il existe la tendance d'exploiter la thèse visant l'avantage pour l'Ukraine d'être une province de la Russie, ainsi que le désavantage de son éventuel statut

imposé par l'Europe en tant que pays-tampon [74].

Le déroulement des événements, stimulé par l'émergence des nouvelles relations entre Russie et l'OTAN, a accéléré un réel rapprochement de l'Ukraine à l'OTAN, fait confirmé dans sa déclaration par le Ministre actuel des Affaires Étrangères de l'Ukraine Anatolii Zlenko à Moscou, le 30 mai 2002.

L'analyse détaillée de l'itinéraire parcouru par l'Ukraine pendant les dernières années illustrant son aspiration à l'adhésion aux structures nord-atlantiques paraît tout à fait justifiée, vu que le destin de la République de Moldova, orienté aussi vers l'intégration européenne, dépend dans une grande mesure du vecteur de mouvement de l'État ukrainien et de la réalisation réussie des objectifs préconisés.

2.2. L'intégration européenne de la Roumanie: réalisations et perspectives

La Roumanie se caractérise par une démocratie pluraliste fonctionnelle qui dispose déjà de tous les instruments principaux inhérents à une économie de marché, ainsi que d'un potentiel de croissance substantiel. Le nouveau gouvernement roumain s'est engagé dans la réalisation d'un programme de réformes radicales visant le relancement de la croissance économique [75], la lutte contre la pauvreté et

le chômage, le renforcement de l'autorité de l'État et de ses institutions, la réduction de la bureaucratie, l'éradication de la corruption et de la criminalité, la continuation et l'accélération du processus d'intégration dans l'Union Européenne et l'OTAN. Les progrès réalisés pendant les dernières années dans le domaine de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit confirment que la Roumanie a assimilé et continue à promouvoir les principes démocratiques et le système de valeurs respectés par les États-membres de l'Alliance. Il est à remarquer que les élections parlementaires et présidentielles de 1996 et de 2000 se sont déroulées aux principes de la démocratie en témoignant de la maturité de la classe politique et d'un haut degré de participation de la société aux processus démocratiques.

L'adhésion de la Roumanie à l'OTAN, ainsi que son intégration dans l'Union Européenne constituent des objectifs prioritaires de la politique étrangère et de sécurité de la Roumanie. Elle a le statut de Partenaire Associé à l'Union de l'Europe Occidentale.

Il est à noter que le président de la Roumanie Ion Iliescu a qualifié l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN comme „une action raisonnée” [76, p. 128]. Le président a également constaté que la Roumanie avait déjà démontré sa capacité de contribuer à la stabilité et à la sécurité de l'Europe [77].

Les nouveaux risques de sécurité supposent une approche commune et un effort conjoint de la part de tous les pays qui ont la volonté politique nécessaire de contribuer à la résolution des problèmes de sécurité. La Roumanie a démontré sa capacité de s'impliquer dans un tel processus à travers le Centre SECI à Bucharest, ainsi qu'en participant au Pacte de stabilité. Elle a aussi la disponibilité de promouvoir les intérêts et les valeurs de l'OTAN dans les pays adjacents.

L'adhésion de la Roumanie à l'OTAN offre la possibilité de promouvoir des modèles effectifs de coopération avec les États voisins du Sud-Est de l'Europe. La Roumanie, en vertu de son importance régionale due à sa position géographique, ainsi qu'à son potentiel politique et militaire, augmente la capacité de l'Alliance de prévenir et de gérer les crises de la région.

Parmi les arguments qui pourraient justifier l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN on pourrait citer:

- La Roumanie constitue un facteur de stabilité dans l'Europe Centrale et de Sud-Est et, en même temps, un fournisseur de sécurité, compte tenu de sa contribution importante au développement des relations de bon voisinage (le partenariat stratégique avec la Hongrie et la Pologne; l'existence des traités de base avec l'Ukraine et les pays de la côte d'est de la mer Noire, ainsi que

des traités similaires avec la Moldova et la Russie qui doivent être mis au point; l'élaboration des schémas de la coopération trilatérale, comportant des objectifs concrets de sécurité: Roumanie-Grèce-Bulgarie; Roumanie-Turquie-Bulgarie; Roumanie-Pologne-Ukraine; Roumanie-Hongrie-Autriche; Roumanie-République de Moldova-Ukraine);

- elle est considérée comme un catalyseur de l'amélioration des relations bilatérales des pays de la région, en facilitant leur communication et en identifiant des solutions durables en vue d'apaiser les éventuelles situations de tension;
- elle poursuit une politique active de coopération régionale et sous-régionale.
- elle détient une position géostratégique importante et un potentiel réel de renforcement du flanc du Sud de l'Otan;
- elle a une capacité militaire substantielle par rapport aux autres États-candidats, anciens membres du Pacte de Varsovie;
- le niveau élevé d'interopérabilité des forces armées roumaines a été démontré par la participation de trois bataillons de maintien de la paix en Bosnie, en Albanie et en Angola; une force de Réaction Rapide (de 20000 à 30000 du personnel militaire dans la phase finale a été créée en 1997);
- le contrôle civil des forces armées est assuré;
- les coûts d'adhésion à l'OTAN sont sup-

portables (on estime le coût d'intégration à 272 mln dollars par an, dont 108 mln dollars représentent des coûts directs, ce qui constitue 10 % du budget annuel destiné à la défense);

- le processus de restructuration de l'armée roumaine et son adaptation aux standards de l'OTAN est en plein développement;
- des activités soutenues se sont déroulées dans le cadre du Programme „Partenariat pour la Paix”.

L'adhésion à l'OTAN suppose donc des efforts substantiels de la part de l'État roumain pour assurer le respect de toutes les conditions imposées par le statut prévu. Ce processus compliqué d'affirmation peut se confronter à certains problèmes et défis. Dans les pages des médias on invoque des opinions qui visent les éventuels obstacles qui pourraient apparaître dans la voie de l'adhésion. Par exemple, dans un article publié à Bucarest et portant le titre „La République de Moldova, est-elle un obstacle dans la voie de l'adhésion de la Roumanie?» [78], l'auteur essaye d'analyser quelques situations liées à ce sujet, sans présenter en même temps des arguments en faveur de l'idée lancée.

En général, la direction choisie, axée sur l'intégration européenne, et le ralliement aux valeurs démocratiques est une voie juste, qui permettra à la Roumanie d'obtenir le statut d'État prospère.

2.3. La Russie et les nouvelles directions pragmatiques de sa politique étrangère

L'événement le plus important, attendu et apprécié, du début du XXI-ème siècle enfin a eu lieu: la Russie et les 19 pays de l'OTAN, réunis au sommet le 28 mai sur une base militaire en Italie, ont mis sur pied un Conseil commun qui ouvre la voie à une coopération réelle, basée sur une confiance réciproque. Les dix-neuf de l'OTAN et la Russie ont décidé de donner une qualité nouvelle à leurs relations.

La réconciliation entre l'OTAN et la Russie s'est produite, fait qui a frappé l'opinion publique mondiale. Cet événement a signalé de profonds changements dans les rapports entre les anciens ennemis. En fait, il s'agit surtout de l'accomplissement institutionnel d'une évolution vers une nouvelle relation de confiance et de coopération amorcée au lendemain des attentats de 11 septembre.

Pour George Robertson, l'accord signé par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et le chef de la diplomatie russe à Reykjavik visant la création du Conseil OTAN-Russie (événement qui a anticipé le sommet de Rome) est „historique et révolutionnaire”, un signal „visible et irrévocable de la fin de la guerre froide» [79].

Le nouveau Conseil OTAN-Russie doit permettre les décisions communes entre la Russie et les 19 membres de l'OTAN dans plusieurs

domaines, comme: la lutte contre le terrorisme; la gestion des crises; la non-prolifération des armées de destruction massive; la défense anti-missiles; la réforme des politiques de défense; le contrôle des armements.

Il s'agit des rapports égal à égal entre les membres de l'OTAN et la Russie. Bref, la Russie ne sera plus singularisée et, symboliquement, prendra sa place parmi les autres, entre le Portugal et l'Espagne, selon l'alphabet anglais en vigueur. Ainsi, „la Russie est entrée dans l'OTAN par la grande porte – une porte spécialement conçue pour elle” [80]. En général, la création du Conseil OTAN-Russie, a constitué pour l'OTAN une manière d'intégrer politiquement la Russie en lui taillant un statut sur mesure, tandis que pour la Russie ce fait a signifié la matérialisation de sa nouvelle stratégie pragmatique de rapprochement avec ses voisins européens.

Vers cette conciliation, vers ces changements importants dans la conduite sur la scène internationale la Russie et l'OTAN ont parcouru un chemin assez difficile.

La Russie, menacée par son affaiblissement économique et militaire, cherchait, durant ces dernières années, d'éviter avant tout l'isolement, d'une part, et de maintenir sa position de grande puissance, d'autre part. Elle entre au FMI et à la Banque mondiale en 1992, est admise à participer au volet politique du G7 en 1994 et au volet économique en 1997, adhère au Conseil de l'Eu-

rope en 1996. Elle souhaite promouvoir l'OSCE, organisation paneuropéenne où tous les États sont représentés, dans le but de légitimer et de faire partager le financement des opérations de maintien de la paix de la CEI. Le dialogue stratégique avec les États-Unis, ainsi que «le statut spécial» que lui reconnaît l'OTAN dans le Partenariat pour la Paix et par la Charte OTAN-Russie „sont une façon de préserver, au moins formellement, sa position privilégiée” [81, p. 391]. Des troupes russes sont d'ailleurs intégrées aux forces de l'OTAN stationnées en Bosnie et au Kosovo. Mais ces tentatives de coopération entre l'Alliance atlantique et la Russie étaient restées très timides et ambiguës. La Russie ne voulait pas revenir à la confrontation, elle ne désirait non plus que les troupes de l'OTAN se rapprochent de sa frontière. C'était déjà le sens de l'accord «deux plus quatre» sur l'unification allemande (1990), qui empêche le stationnement de troupes autres qu'allemandes sur le territoire de l'ex-RDA. En contrepartie de l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque, la Russie a obtenu la définition de „plafonds territoriaux” d'équipements dans les pays parties au traité sur les forces conventionnelles en Europe. Mais la Russie a perdu déjà la possibilité d'imposer sa volonté, que ce soit dans ses relations avec les pays occidentaux, au sein de l'espace anciennement soviétique, dans la région Asie-Pacifique ou ailleurs. Dans bien

de domaines la Russie a perdu l'initiative et a dû mener une politique avant tout défensive [82]. En même temps les enjeux politiques du monde étaient en train de se modifier rapidement, et la Russie devait prendre en compte les nouvelles circonstances. Son affaiblissement, l'élargissement de l'Union Européenne et de l'OTAN, la politique des Etats-Unis à son égard ont déterminé l'impératif d'y être présente et faire preuve de réalisme, d'essayer d'améliorer sa position internationale. C'est pourquoi, „la recherche d'une nouvelle entente avec les Etats-Unis devenait plus qu'une priorité, une dogme” [83]. Et, bien sûr, non seulement avec les Etats-Unis, mais aussi avec un autre acteur important de la grande politique – l'OTAN. Dans les milieux russes de haute taille se faisait sentir, d'une manière lente, mais sûre, une nouvelle vision: „La Russie et l'OTAN peuvent soit coopérer, soit rivaliser: il n'y a pas de troisième voie” [84]. Il est important que la première option a pris le dessus. „Il n'y a pas d'alternative à la coopération entre la Russie et l'OTAN, a déclaré sans ambiguïté au début de l'année 2000 le général Ivachov, le chef du département de la coopération internationale du Ministère de la Défense” [85, p. 521].

C'est à Vladimire Poutine que revient le rôle le plus important dans l'architecture de la nouvelle politique étrangère de la Russie. C'est avec lui que la Russie intervient à nouveau dans la

politique mondiale comme un véritable acteur. Contrairement à son prédécesseur Boris Eltsine, le président Poutine s'est fortement impliqué dans le rapprochement avec l'OTAN. Le 18 juillet 2001 il évoquait déjà même l'hypothèse d'une „intégration de son pays à l'OTAN”. Même si les analystes considèrent que „la politique étrangère poutinienne se caractérise par une grande indifférence aux pressions extérieures” [86, p. 191], il a su être sensible aux défis des nouvelles circonstances. La création du Conseil OTAN-Russie – c'est pratiquement le corollaire de sa politique pragmatique.

Toutefois, la création de ce Conseil ne signifie guère que tous les problèmes seront immédiatement résolus. Le nouveau format de collaboration ne signifie pas encore pour la Russie une appartenance complète à l'OTAN, ses prérogatives étant assez faibles. „L'appartenance à l'OTAN, que certains hauts responsables à Moscou appellent de leurs vœux, ne peut pas cependant - selon certains experts, - se bâtir en un jour. Même si elle peut constituer un objectif à moyen terme, une période transitoire s'impose, durant laquelle deux changements semblent nécessaires: une réforme des relations entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire russes et des ajustements à l'actuel mode de relations entre l'OTAN et la Russie” [87, p. 933].

Un autre problème qui dérive de la nouvelle configuration des relations OTAN-Russie

concerne l'inquiétude de la Russie vis-à-vis de l'élargissement réel de l'Alliance à de nouveaux membres en Europe de l'Est.

Il est évident que les relations avec l'OTAN contribueront dans une certaine mesure à une modernisation de la Russie. Les raisons économiques ont été également prises en compte par la Russie dont l'un des objectifs est l'insertion du pays dans l'économie mondiale post-industrielle, bien que l'écart entre le choix d'intégration et la réalisation des tâches préconisées soit assez grand.

Le rapprochement de la Russie de l'OTAN suppose aussi des actions soutenues en vue de l'intégration dans l'Union Européenne. Ce fait a été même signalé par Jacques Chirac, président de la France, qui, tout en saluant les relations renouées de la Russie avec l'OTAN, a averti tout de même qu'elles „doivent naturellement s'accompagner d'un resserrement des liens avec l'Union Européenne” [88].

Tout en dépassant certaines réactions euphoriques, manifestées à l'égard des événements en cause, il est à préciser que l'ouverture de la Russie à l'Ouest, promue par Vladimir Poutine, se heurte encore à de sérieuses résistances et provoque des doutes soit en Russie, soit au-delà de ses frontières.

Les vraies conséquences du rapprochement de la Russie de l'OTAN seront ressenties plus tard. A ce moment il est difficile encore d'esti-

mer l'impact de cette nouvelle configuration politique sur le destin de chaque pays, soit-il protagoniste ou figurant des événements. La République de Moldova est un figurant sur la scène politique internationale. Mais cela ne signifie pas que les dernières actions décisives de la Russie ne peuvent pas l'affecter en déterminant un cours politique plus raisonné de l'État moldave. Ce qui est important est que les choses s'éclaircissent: les pays se trouvant il y a pas longtemps dans la sphère d'influence russe obtiennent la carte blanche dans la promotion d'une manière plus indépendante de leurs propres politiques étrangères. Ainsi, les perspectives de l'intégration européenne de la République de Moldova deviennent plus pertinentes et plus réelles.

Conclusions

Le destin politique d'un pays qui tend à rédéfinir ses priorités, de réaffirmer sa vocation européenne, comme est celui de la Moldova, peut révéler certaines tendances générales de l'évolution de la société contemporaine.

La République de Moldova s'est engagée sur la voie de la démocratisation et de la réformation de la société. Le ralliement aux principes universels de la civilisation, aux standards avancés et aux valeurs occidentaux constitue, à l'heure actuelle, une préoccupation majeure de la société moldave.

La réalisation de ces tâches exige l'élaboration d'un programme complexe et ambitieux de diverses transformations d'ordre politique, économique et social supposant des efforts systématiques et conséquents de la part des gouvernants, ainsi que de la part de tous les citoyens de la Moldova.

En vue d'aboutir à des résultats concrets et pertinents on a besoin d'une stratégie claire et bien réfléchie de développement et de consolidation de la société. Il est évident qu'un tel projet suppose une collaboration étroite avec diverses structures européennes et mondiales.

L'intégration européenne de la République de Moldova constitue un objectif stratégique prioritaire de l'État moldave. Cette intégration ne doit pas rester pourtant une intention déclarée, elle doit devenir un processus de développement continu, susceptible d'entraîner les efforts conjoints de toutes les composantes de la société.

L'analyse menée dans notre étude atteste certaines réalisations en matière de l'intégration européenne, en dépit de tous les obstacles et les déficiences d'une expérience insuffisante dans le domaine de la politique étrangère.

Dans ce contexte, on apprécie hautement la décision de la République de Moldova de solliciter à l'Union Européenne l'élaboration d'une stratégie d'adhésion qui tiendrait compte de la spécificité du pays, déclaration faite par le pré-

sident Vladimir Voronin dans le cadre des travaux de la 9-ième Réunion des chefs d'États de l'Europe Centrale et de l'Est (31 mai – 1 juin 2002, Ljubljana).

La participation de la République de Moldova au Pacte de stabilité pour l'Europe de Sud-Est, les actions entreprises par l'État moldave dans le cadre de divers programmes et projets internationaux, dont on a parlé dans le premier chapitre, représentent des pas concrets faits par la Moldova en vue de son intégration européenne.

Il est évident que le processus d'intégration européenne devient plus efficace s'il est axé sur les efforts harmonisés des structures politiques, économiques et militaires. Ainsi, la collaboration avec l'OTAN, la seule organisation politique et militaire, vraiment efficace, capable de faire face aux nouveaux défis qui émergent dans l'Europe renouvelée, s'avère pour la République de Moldova comme une option de perspective, de garantie de sa sécurité et stabilité. L'expérience acquise par la Moldova en matière de collaboration avec l'OTAN (Le Programme Partenariat pour la Paix) confirme la justesse des visions, le caractère judicieux et raisonné des attitudes des forces politiques d'orientation démocratique qui considèrent que l'intégration de la République de la Moldova dans l'OTAN constitue l'unique solution viable pour la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité de l'Etat.

Le rapprochement de la République de Moldova de l'OTAN est un processus qui exige une approche spéciale, raccordée aux nouveaux enjeux géopolitiques, dont la configuration peut influencer le vecteur du mouvement du pays moldave. L'élargissement de l'Union Européenne, le renforcement des positions de l'OTAN, la création récente du Conseil OTAN-Russie, la nouvelle politique étrangère de la Russie, marquée par un pragmatisme évident, l'orientation européenne consécutive de l'Ukraine, ainsi que les réalisations obtenues par la Roumanie dans sa voie d'intégration dans l'OTAN et dans l'Union Européenne stimulent davantage les efforts de la République de Moldova en vue de se rapprocher et de s'intégrer elle aussi dans l'Alliance atlantique et l'Union Européenne, ce qui constitue une voie sûre contribuant à la sécurité et à la stabilité de la région.

Références:

1. Domenico Campana. Il voto corre sul filo: democrazia diretta, democrazia in diretta. – Roma: Seat, 1994.
2. Victor Moraru. Cursa spre Europa sau „ascunsa nostalgie a originilor”. En: Flux, 1996, 3 mai; Victor Moraru. Repere italiene. Chişinău: Universitatea de Stat din Moldova, 1998.
3. Victor Moraru. Un maraton cu obstacole: mass media și itinerarul integrării europene. En: Securitatea și apărarea națională a Republicii Moldova.

- Chișinău: Arc, 2002; Moldova, România, Ucraina: integrarea în structurile europene. – Chisinau: Perspectiva, 2000.
4. Comunistul (Chișinău), 2001, 15 iunie.
 5. Nezavisimaia Gazeta (Moscou), 2000, 18 octombrie.
 6. Constituția Republicii Moldova. – Chișinău: Moldpres, 1994.
 7. Moldova Suverană (Chișinău), 2002, 10 mai.
 8. David Dominique. Sécurité: l'après New York. – Paris: Presses de Sciences Po, 2002.
 9. Nicu Popescu. Politica externă: între concepție și realitate. [En-ligne]: <http://europa.yam.ro/articles/2002/mai/17/1.html>.
 10. Viorel Mosanu. The neutrality policy of the Republic of Moldova. En: Sudosteuropa, 2000, nr. 49.
 11. Iurie Pîntea. Problemele neutralității permanente. En: Securitatea și apărarea națională a Republicii Moldova. – Chișinău: Arc, 2002.
 12. Maxime Lefebvre. Le Jeu du droit et de la politique. Precis de relations internationales. – Paris: PUF, 2000.
 13. Ibiidem.
 14. Jean-Francois Drevet. L'élargissement de l'Union Européenne, jusqu'ou? – Paris: Harmattan, 2000.
 15. Valeriu Mosneaga, Valentin Beniuc. De ce Republica Moldova trebuie să urmeze calea neutralității permanente. En: Relații internaționale: istorie și contemporaneitate. Partea I. – Chisinau: Universitatea de Stat din Moldova, 1998.
 16. Gheorghe Rusnac, Valeriu Mosneaga. În căutarea propriei cai. Concepția politicii externe a Republicii Moldova. En: Moldoscopie (Problemele analizei politice). Partea II. – Chișinău: Universitatea de Stat din Moldova, 1993, pp. 11-19.

17. Valeriu Mosneaga, Valentin Beniuc. Op. cit.
18. Iurie Pîntea. Op. cit.
19. Ion Mastac. Conceptul securității naționale a Moldovei pentru noul mileniu. En: Securitatea și apărarea națională a Republicii Moldova. – Chișinău, Arc, 2002.
20. Ibidem.
21. Buletin informativ BASA-press, 2001, octombrie.
22. Flux, 2002, 24 martie.
23. Ion Mastac. Op. cit.
24. Oleg Graur. Evaluarea capacităților, dimensiunilor și misiunilor existente ale Forțelor armate ale Republicii Moldova. En: Securitatea și apărarea națională a Republicii Moldova. – Chișinău: Arc, 2002.
25. Nicu Popescu. Op. cit.
26. Vladimir Socor. Russia's „Near abroad” to become NATO's and EU's immediate neighborhood. [En-ligne]: <http://europa.yam.ro/articles/2002/mai/13/1.html>.
27. Oleg Graur. Op. cit.
28. Olga Brileva. Igrî v neutralov. [En-ligne]: www.rus.ru/politics/west/20010716-bri.html.
29. Ibidem.
30. Nicolas Bardos-Feltoronyi. Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre. – Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles, 2001.
31. Olga Brileva. Op. cit.
32. [En-ligne]: www.theinternationalcenter.org/ncrussia.htm.
33. Oleg Graur. Op. cit.
34. Ibidem.
35. Olga Brileva. Op. cit.
36. Oleg Graur. Op. cit.

37. William Hopkinson. Elargissement: une nouvelle OTAN. En: Cahiers de Chaillot, 2001, nr. 49.
38. Oleg Graur. Op. cit.
39. Ion Mastac. Op. cit.
40. Olga Brileva. Op. cit.
41. François Guillbert. L'OTAN, d'un élargissement à l'autre. En: Critique internationale, 2001, nr. 3.
42. Javier Solana a effectué une visite á Chisinau en janvier 1998. Durant les rencontres avec les dirigeants moldaves ont été abordés les problèmes de la situation internationale, sans discuter spécialement le destin de la République de Moldova dans le contexte des problèmes d'élargissement de l'OTAN.
43. Nezaavisimaia Moldova, 2001, 5 februarie.
44. Flux, 2001,7 februarie.
45. Moldova Suverană, 2001, 16 mai.
46. Nezaavisimaia Moldova, 2001, 16 mai.
47. Viorel Cibotaru. Republica Moldova și comunitatea internațională (curs universitar). – Chișinău: TACIS, 2001.
48. Constantin Manolache, Petru Bolun. Programul „Parteneriat pentru pace” ca factor de integrare europeană a Republicii Moldova. En: Moldova, România, Ukraina: integrarea în structurile europene. – Chișinău: Perspectiva, 2000.
49. Oleg Ungureanu. Pactul de Stabilitate pentru Europa de Sud-Est – o cale de integrare. [En-ligne]: <http://europa.yam.ro/studies/all/septembre2001/09/1.html>.
50. Jean-Marie Guehenno. L'OTAN apres la guerre froide. En: Critique internationale, 2000, nr. 7.
51. A. Blanc. Geographie des Balkans. – Paris: PUF, 1965.

52. Daniela Heimeri. Construire la paix. Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. En: Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1008.
53. Ibidem.
54. Georgios Prevelakis. Balkanii. Cultură și geopolitică. – București: Corint, 2001.
55. Maxime Lefebvre. Op. cit.
56. Ibidem.
57. Daniela Heimerl, Yorgos Rizopoulos, Nadejda Vucadinovic. Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans. En: Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 1999, nr. 4.
58. Prevelakis Georgios. Op. cit.
59. Commission Communication to the Council and the European Parliament on the Stabilization and Association process for countries of South-Eastern Europe. – Brussels, 1999.
60. Maxime Lefebvre. Op. cit.
61. Stability Pact for South Eastern Europe. – Cologne, 1999, 10 June.
62. Oleg Ungureanu. Pactul de Stabilitate pentru Europa de Sud-Est – o cale de integrare. [En ligne]: <http://europa.yam.ro/studies/all/septembre2001/09/1.html>.
63. Buletin informativ AP Flux, 2001 decembrie.
64. Jurnal Național. 2001, 13 iunie.
65. Natalia Gerina. Iugo-vostocinoie ocno v Evropu. En: Nezavisimaia Moldova, 2001, 13 august.
66. Buletin informativ. Agentia Interlic, 2001, decembrie.
67. The Economist, 1997, 15 februarie.
68. Jean-Francois Drevet. Op. cit.
69. Grigorii Prepelita. Problemi voenno-politiceskoi integratii Ukraini i ctran GUUAM v structuri

- evropeiskoi bezopasnosti. En: Moldova, România, Ukraina: integrarea în structurile europene. – Chișinău: Perspectiva, 2000, pp. 67-74.
70. Izvestia, 1997, 29 janvier.
71. Ann de Tunguy. L'Ukraine, nouvel acteur du jeu international. – Bruylant: LGDJ, 2000.
72. Ibidem.
73. Piotr Belkin. Ukraina v odnostoronnem poreadke vstupila v NATO. En: Mockovskii komcomolet, 2002, 23 mai.
74. Olga Brileva. Ceasti Rossii ili antirossiiskii kordon? [En ligne]: www.russ.ru/politics/20010802-bri.html.
75. Françoise Pons. La Roumanie veut faire oublier son passé. En: Le Figaro, 2002, 18 juin.
76. Ion Iliescu. Renașterea speranței. – București: Editura Tehnică, 2001.
77. Dimineata, 2001, 19 iunie.
78. Dimineata, 2001, 10 iunie.
79. Pierre Bocev. Nouveau depart pour l'Otan et la Russie En: Le Figaro, 2002, 15 mai.
80. Jean-Dominique Merchet. Moscou rallie l'Alliance atlantique. En: Liberation, 2002, 14 mai.
81. Maxime Lefebvre. Op. cit.
82. Vyaceslav Nikonov. La Russie et l'Occident: des illusions au disenchantment. En : Critique internationale, 2001, juillet; Ann de Tunguy. La Russie entre puissance et impuissance. En: Revue internationale et stratégique, 2000, nr. 38.
83. Paul-Marie De la Gorce. La Russia in cerca di un nuovo ruolo. En: Le Monde diplomatique, 2001, aprile.
84. Russie: une nouvelle politique étrangère? En: Le courrier des pays de l'Est, 2000, nr. 1005.

85. Ann de Tuguy. Vladimir Putin et l'Occident: l'heure est au pragmatisme. En: Politique étrangère, 2001, nr. 3.
86. Vyaceslav Nikonov. Op. cit.
87. Trenin Dmitrie. Les relations russo-américaines à l'épreuve de la prolifération. En: Politique étrangère, 2001, nr. 4.
88. Le Figaro, 2002, 30 mai.

Victor Moraru. Etude, réalisée dans le cadre du NATO Research Individual Fellowships Program (2000-2002). Publié en ligne: <http://www.nato.int/acad/fellow/99-01/Moraru.pdf>.

LA VOCATION EUROPÉENNE DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Quand nous pensons à l'avenir de l'Europe nous sommes sûrs que son itinéraire passe aussi à travers la République de Moldova. Sans générer le moindre doute, la Moldova est une petite partie de l'Europe, il est vrai, sans avoir, à ce moment, le statut désiré de membre plénier de la Communauté Européenne, mais décidée à accomplir le rattachement à la famille européenne, à affirmer sa vocation européenne.

On peut remarquer la présence dans la conscience sociale du désir des changements, manifesté par une partie de la population, orientée vers une „modernisation” – confronté avec la position, existante encore, nostalgique pour les temps passés. C'est exactement ce qui a été remarqué par le professeur Thierry de Montbrial, quand il a souligné que la mentalité constitue un facteur qui ne peut pas être négligé.

Respectivement, la politique actuelle de la République de Moldova, même si elle a établi comme une priorité l'option de l'intégration européenne (le Ministère des Affaires Etrangères de la République de Moldova porte aussi le nom

de l'Intégration Européenne), manifeste des signes, au niveau des forces politiques, d'une certaine duplicité, fait engendrant des crises d'ordre économique, politique et sociale.

L'élaboration d'une politique étrangère claire et réfléchie constitue un objectif essentiel de la société moldave actuelle. La nécessité de démontrer la capacité de dépasser la crise que la République de Moldova subit à l'heure actuelle a déterminé la direction pragmatique choisie par les nouveaux gouvernants en tant que priorité axée sur la collaboration avec les organismes internationaux, sur la fortification des efforts diplomatiques en vue de ne pas admettre la marginalisation du pays.

La vocation européenne de la Moldova est pérenne et constante, ce fait justifiant pleinement le désir déclaré et suivi d'accéder à la communauté européenne, ce qui constitue à l'heure actuelle un objectif essentiel. Par conséquent, on n'exagérerait pas si l'on constatait que intégration est devenu le slogan du jour. Même la presse communiste inclut parmi les titres de ses publications „L'Europe que nous choisissons”.

Quelles sont les voies qui permettraient d'optimiser la politique d'intégration européenne. Quelles variantes et scénarios sont les plus raisonnables? Comment valoriser l'option d'intégration européenne? Comment apprendre les leçons et l'expérience déjà existante (de la Roumanie, par exemple)? Quel rôle pourrait avoir

dans cet ordre d'idées la collaboration avec l'OTAN? L'opposition Est-Ouest, reste-t-elle valable dans le contexte des stratégies politiques et géopolitiques de la Fédération Russe? Voilà quelques unes des questions auxquelles la société moldave doit répondre, et sans retarder.

Sans aucune doute, l'intention de la Moldova de prendre le chemin européen rencontre des obstacles multiples. Il est impossible de négliger dans ce contexte le facteur *Russie*. Bien que la République de Moldova n'ait pas mené, vu les circonstances déjà évoquées, les dernières décennies, une politique étrangère plus raisonnée, plus courageuse et qui aurait pu correspondre réellement à son intérêt national, il serait pourtant injuste de ne pas signaler ses efforts en vue de rechercher sa propre voie de développement, de dépasser la condition d'un pays-satellite de la Russie (la Moldova est jugée comme telle, en tout cas, elle est traitée souvent par les Etats occidentaux et ses organismes internationaux d'une manière plutôt réservée, et surtout dans l'optique des ses relations avec la Russie). La Fédération Russe reste une puissance avec un intérêt manifesté pour le contrôle de l'espace post-sovietique. Bien que cette doctrine se soit avérée, selon Zbigniew Brzezinski, une „illusion géopolitique”, la Russie continuera de garder son influence sur la Moldova, les dirigeants moldaves étant très prudents dans leurs déclarations et, bien sûr, dans leurs actions, pour ne

pas provoquer le mécontentement de la Russie. Il est possible que ces circonstances aient déterminé, en quelque sorte, en nous référant à un seul exemple, la décision de déclarer son statut de la neutralité permanente en tant que „moyen optimal”. On peut trouver quelques explications concernant l'adoption par la République de Moldova du statut de neutralité permanente. Cette décision a été déterminée au moment respectif par une série de facteurs dans un contexte politique complexe, ainsi que le manque de traditions de stabilité. L'émergence des réformes, impliquant le départ de son territoire des troupes étrangères (pas réalisé jusqu'aujourd'hui), le désamorçage des tensions politiques internes supposant une confrontation permanente pour la définition des perspectives et la détermination des directions du mouvement du pays, l'instauration d'un équilibre et d'une atmosphère sociale favorable aux réformes – voilà le prix de cette option politique.

L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, de même que les perspectives européennes envisagées par la politique étrangère de l'autre voisin, l'Ukraine, soulève des problèmes sérieux devant la Moldova, qui risque de rester isolée, au-delà de la nouvelle configuration de l'espace européen. Ces défis ont fait la Moldova renoncer à l'ancienne expectative et lancer manifestement des initiatives pro-européennes, et on peut parler des pas concrets entrepris avec insistance dans cette direction.

On compte, dans ce chemin, sur le soutien de la Roumanie.

En conclusion, ayant, sans doute, la conscience des grandes difficultés qui accompagnent la construction européenne, toutefois je voudrais manifester un optimisme visant le sujet annoncé: „Quelle Europe dans 50 ans?”. Et je ne suis pas seul dans cette option: près de 7 européens sur 10 (69 %), en conformité avec les données d'un important sondage, *Eurobaromètre* – la majorité des Européens pensent que, d'ici 50 ans, l'Union Européenne sera une puissance diplomatique de premier plan au niveau mondial (61%), qu'elle sera dotée de sa propre armée (56%) et qu'elle aura un président élu directement par les citoyens européens.

Nous sommes sûrs: il y a tout lieu d'avoir la conviction que les citoyens de Moldova seront parmi ceux qui font la grande famille Européenne.

Victor Moraru. *La vocation européenne de la République de Moldova*. En: *Penser l'Europe*. X-ème édition. *Quelle Europe dans 50 ans?* – București: Academia Română, 2012, pp. 118-120.

LA MOLDAVIE: LES ENJEUX DES CHANGEMENTS

„La Moldova, un pays méconnu” est une affirmation véhiculée assez souvent dans les médias français. Elle paraît être justifiée, car les sujets relatifs à la Moldova ne font pas l’objet de beaucoup d’attention de la part de la presse. Même dans les milieux académiques, les problèmes de l’histoire et de la situation actuelle de la République de Moldova constituent rarement le sujet des ouvrages dédiés exclusivement à l’étude de ce pays. On pourrait mettre en relief quelques noms de chercheurs français qui ont manifesté l’intérêt scientifique pour la problématique moldave (Yves Lacoste, Anne de Tanguy, Florent Parmentier, Agnès Bonet), mais, évidemment, leur effort n’est pas suffisant pour avoir un tableau clair de l’évolution d’un pays et des conséquences de son apparition comme acteur (soit modeste) sur l’arène internationale. En même temps, le destin des petits pays peut avoir son poids dans le contexte du développement des relations internationales et une signification essentielle dans le déroulement des événements dans le monde. C’est aussi, selon nous,

le cas de la Moldova, un pays né à la suite de la désintégration de l'URSS, coïncé entre l'Ukraine à l'est et la Roumanie à l'ouest, et situé, comme le montre son histoire, à la croisée des chemins et des intérêts géopolitiques des grandes puissances.

Il est important de fixer les points de repère importants pour comprendre le cas de la Moldova dans un contexte international large, d'éclaircir les conjonctures historiques qui ont déterminé l'évolution du pays, ainsi que d'argumenter un point de vue sur le passé, le présent et voire sur le futur de la Moldova.

La nouvelle architecture européenne implique la nécessité de préciser les vecteurs du mouvement des pays, de mettre en évidence les défis qui ont accompagné la voie historique de l'actuelle Moldova, de relever avec des arguments telles ou telles situations d'ordre politique.

L'actuel territoire moldave représente le lourd héritage de vicissitudes historiques et géopolitiques. La division actuelle de la Moldova, la soi-disant la question transnistrienne, exprime en fait une caractéristique politique commune de tous les Etats ex-soviétiques, concernant les tentatives de créer de nouvelles identités nationales. Mais le cas de la Moldova est unique pour la simple raison que cette province n'a jamais existé en tant qu'entité politique indépendante. Parmi les 15 républiques soviétiques elle était la

seule à avoir été arrachée à un grand Etat national.

Au début des années '90 le mot „nationalisme” avait connu une nouvelle évolution et avait même gêné certaines minorités prosoviétiques. En Moldova, ce mot, comme le „patriotisme”, était d'ailleurs associé au „romanisme”, et même à une sorte de défis.

L'étymologie du mot „nationalisme” indique qu'il provient du latin *natio*, *naissance*, *extraction*, *dérivant de natus*, *né*. La définition du nationalisme donnée par Ernest Gellner, l'interprète comme un principe essentiellement politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes [1, p. 11].

Le terme de principe politique est repris par Eric Hobsbawm dans son livre „Nations et nationalismes depuis 1780: programmes, mythe et réalité” et revendiqué comme venant du texte de Ernest Gellner. Tel que le souligne l'historien Bernard Michel [2, p. 13], ni Ernest Gellner ni Benedict Anderson ne considèrent le nationalisme comme une idéologie. De son côté Eric Hobsbawm ramène les idées nationalistes à l'égalité „nation = État = peuple”, ajoutant que les autres détails sont propres à chaque nation suivant son histoire, voire à chaque auteur, et ont été débattus au XIX^{ème} siècle par des théoriciens [3].

On considère en général que le nationalisme, en tout cas sous sa forme moderne, est apparu d'abord en Europe occidentale, avec, en premier

lieu, le nationalisme romantique. Ce point a cependant été fortement contesté par l'historien Bénédicte Anderson, qui a montré, dans son livre [4, p. 19] comment le nationalisme avait d'abord émergé dans les colonies, en lien avec la création d'une communauté linguistique via les progrès de l'imprimerie. Anderson focalisa ainsi l'attention sur les Philippines ou l'Indonésie, les guerres d'indépendance en Amérique du Sud et sur l'indépendance des États-Unis qu'il considère comme la première création d'une nation.

Plusieurs spécialistes s'accordent sur le fait que le nationalisme peut être considéré comme une volonté d'organiser la société suivant des principes en adéquation avec l'économie libérale naissante au XVIII^{ème} siècle. Ernest Gellner développe cette idée dans „Nations et nationalisme”, Eric Hobsbawm soutient cela dans „Nations et nationalisme depuis 1780”, Jean-Claude Caron et Michel Vernus aussi, dans „l'Europe au XIX siècle: des nations au nationalisme” [5, p. 433]. Benedict Anderson [6, p. 25] l'approuve, mais n'insiste pas plus à ce sujet. Ces auteurs refusent toutefois de le considérer comme une simple conséquence mécanique de l'économie, en montrant que sa mise en place, d'une région à l'autre du monde, a été très influencée par les dynamiques politiques locales et par les fonctionnements sociaux propres aux diverses populations. Bernard Michel considère

que la diversité est telle qu'une vision synthétique de l'ensemble du nationalisme à l'échelle du monde, voire simplement d'un continent, est de peu d'efficacité et que „l'étude comparative des nationalismes prend tout son sens là où les réalités sont comparables” [7, p. 13].

Dans ce contexte, le problème des territoires est aussi important. Pour reprendre une thèse de B. Badie, s'agirait-il de la fin des territoires? [8, p. 12]. Cette idée est d'autant plus admissible si on admet la surdétermination des grands territoires vis-à-vis des plus petits. „Personne ne nie l'importance du territoire local, régional et national en tant qu'espace naturel, social, politique, économique, etc., ni même l'existence des territoires identitaires où l'ethnicise le dispute au nationalisme... Mais la thèse de la fin des territoires met en évidence la mondialisation de l'espace, où des satellites contrôlés gravitent autour d'un Centre dominateur”, observe l'auteur [9].

Comme le remarque Henry Lefebvre, une nation n'est pas accomplie que lorsque l'unité nationale est atteinte dans sa plénitude: „Cette unité doit être d'abord géographique et territoriale; ensuite administrative, financière, juridique; enfin spirituelle et humaine. Elle rejoint alors la diversité; elle intégrant les originalités locales et régionales tout en s'insérant dans l'universel” [10, p. 66]. Si nous attribuons ces appréciations à la Moldova, nous allons voir qu'elle ne va pas en réunir toutes les caractéristiques.

Alors on peut conclure que les Moldaves, s'ils ne peuvent s'affirmer en tant que Nation, ils ne peuvent non plus parler d'une unité nationale.

Indépendante depuis plus de deux décennies, coincée entre l'Ukraine et la Roumanie, la Moldova, son origine et ses frontières font encore des débats. Dans ce sens, les Moldaves sont toujours en train de réfléchir sur leur véritable identité nationale, même avec l'appui des arguments historiques. Dans cet ordre d'idées, certaines déclarations du président roumain Traian Basescu, affirmant que „la Moldova est une mer de citoyens roumains”[11], ou encore que „la Moldova est la RDA roumaine”[12], sont des éléments révélateurs des problèmes liés à la question de l'identité moldave” constate E. Dreyfus [13].

L'indépendance de la Moldova a été réalisée en partie grâce à une coalition unioniste, mais le „retour à la Roumanie” n'a pas eu lieu, selon Florent Parmentier, à cause de divers facteurs: „le rôle de la Roumanie qui s'est davantage souciee de la Transylvanie et de son intégration euro-atlantique que de son flanc Est; le déclin du Front populaire après l'indépendance, en conséquence d'une radicalisation excessive; la contestation de la légitimité du pays par les minorités et la Transnistrie”[14]. Charles E. King analyse la marche vers l'indépendance durant la perestroïka comme une coalition entre différents groupes, qui vont se servir de la langue comme

d'un capital politique: „cette coalition regroupait de jeunes intellectuels pro – roumains contre des intellectuels plus âgés défendant l'identité moldave, des Bessarabiens contre les Transnistriens (ces derniers occupant les postes de responsabilité au détriment des premiers), et la majorité (notamment la nouvelle population urbaine roumanophone) face aux minorités. La fissure de cette coalition explique son échec; les élites culturelles ayant mal compris les raisons de leur succès, ayant durci leur discours nationaliste jusqu'à devenir trop „nationalistes” aux yeux des autres groupes” [15].

En fait, la question d'une éventuelle union était extrêmement compliquée, selon le premier Président de la République de Moldova, qui pense cependant que la première raison serait „l'esprit” de la génération 1940-1991, éduquée durant la période soviétique. La réorientation de ces mentalités n'était pas possible durant une seule décennie: „S'il existe encore des discussions sur le fait qu'il y ait eu à l'époque un moment opportun (pour cela) et nous ne l'avons pas fait, ce ne serait qu'une invention” [16]. De telles conditions n'ont pas existé et cette tentative aurait été compromise lors d'un éventuel référendum au début des années 1990, car elle aurait été soutenue par seulement 5% à 7% de la population moldave [17].

L'interrogation reste encore valable: la Moldo-

va peut-elle devenir un „Etat-nation” viable, ou est-elle condamnée à ne rester qu’un Etat faible aux frontières de l’Europe et s’enfonçant dans une crise durable? La Moldova se trouve dans une configuration difficile pour construire un Etat avec toutes ses attributions modernes, tant sur le plan interne qu’externe [18, pp. 70-77].

Politiquement parlant, la Moldova est „tirillée” entre les chemins opposés de l’archaïsme et de la modernité, comme le montrent, d’un côté, sa capacité à intégrer des organismes internationaux, tels que le Conseil de l’Europe et l’OMC, et de l’autre son incapacité à maîtriser son territoire, avec la sécession de fait de la Transnistrie. Il s’agit d’un pays conscient de sa proximité évidente avec la Roumanie, qui essaye de s’affirmer et de se construire sur des fondements civiques. Malgré certains résultats encourageants durant les premières années d’indépendance, les crises se sont accumulées durant les dernières années, et la Moldova ne pourra pas résoudre tous ses problèmes sans une aide extérieure.

Même si le règlement du conflit de la région Transnistrienne demeure complexe, il y a néanmoins des signes encourageants relatifs à la position des acteurs impliqués à cet égard. Tout d’abord, le „mémorandum de Meseberg”, issu de la rencontre germano-russe des 4 et 5 juin 2010, qui propose la création d’un Comité de politique étrangère et de sécurité „UE-Russie”

au niveau ministériel, et qui mentionne explicitement la résolution du conflit de Transnistrie comme objectif potentiel des „activités communes” russo-européennes [19]. Vue par certains experts comme un potentiel „approfondissement du modèle européen de sécurité” [20, p. 30], une manifestation représentant „une nouvelle Ostpolitik ou un nouveau Rapallo” [21], cette démarche diplomatique a eu des commentaires pas du tout univoques à Chisinau [22].

En suivant les termes de Roger Brubaker, la Moldova est donc une „nation en création”, un „Etat nationalisant”, destiné à être un Etat-Nation sans l'être déjà. Les autorités „tentent ainsi de légitimer leur pouvoir et mettent en place des politiques visant à asseoir cette vision nationale les confortant” [23]. L'Etat moldave, prônant la multiethnicité, mais faisant face à un problème politique et économique, empêche aux mesures de s'appliquer correctement. La Conception de politique nationale a levé énormément de critiques lors de son adoption en 2003, les partis d'opposition invoquant une réécriture de l'histoire avec des relents soviétiques un peu trop prononcés. Ceci laisse à penser que l'affirmation de Kymlicka, selon laquelle aucune nation multiethnique n'est culturellement neutre, se vérifie [24].

La Moldova doit relever actuellement plusieurs défis extrêmement importants pour son avenir. Il s'agit, dans un premier temps, de la

migration massive des jeunes générations qui a mis en difficulté la situation démographique du pays: on estime que, jusqu'en 2050 et à ce rythme, la population de la République se réduira encore d'un millions d'habitants. Du point de vue géopolitique, des conséquences prévisibles et imprévisibles peuvent en découler, car cela peut rendre inéluctable la lutte pour l'espace [25, p. 137]. D'ailleurs, comme le souligne G. Dussouy, le défi démographique s'adresse aujourd'hui à toute l'Europe riche et pauvre, d'Ouest et d'Est [26, p. 363].

Ensuite, un autre défi majeur à relever est d'éviter la grave instabilité politique. Depuis quelques années où les dissensions entre les dirigeants moldaves continuent, deux Parlements ont été dissous, les événements provoquant des préoccupations majeures de la population [27].

Il est impossible de négliger dans ce contexte le facteur *Russie*. Plus de vingt ans après l'effondrement de l'URSS „la Russie reste un ensemble politique vaste et complexe et il n'est pas si facile de prendre la juste mesure de la géopolitique interne (et externe!) russe” [28, p. 4].

Le conflit dans la région Transnistrienne et l'ingérence de la Russie empêchent d'une manière importante le bon fonctionnement de la politique interne et externe de la Moldova. Or, comme le remarque Béatrice Giblin, une armée puissante est un moyen de se faire respecter. Par ailleurs l'armée russe est aujourd'hui en

profonde réorganisation et son budget en forte hausse [29, p. 120].

Aussi, les officiels moldaves doivent renoncer à leurs ambitions et à leurs intérêts personnels pour trouver une solution raisonnable dans les actuelles situations. Sous cet aspect, il manque en Moldova une culture politique favorable au bon déroulement des activités politiques. Pour aller dans ce sens, il faut rappeler la remarque de Gérard Dussouy sur l'individualisme provoquant l'atomisation des sociétés nationales, et où, en conséquence, celles-ci feraient de plus en plus obstacle à la formation d'un véritable dessein étatique [30, p. 21].

„Coincée entre l'Ukraine et la Roumanie” [31], la Moldova indépendante d'aujourd'hui hésite sur son orientation géopolitique. Une éventuelle réunification avec la Roumanie désormais européenne est encore un projet difficile à réaliser, même si, pour des raisons économiques, une grande majorité de la population moldave possède aujourd'hui des passeports roumains. Si la double citoyenneté et les visas accordés aux Moldaves ont desservi l'image de la Roumanie, ces actions ont, en revanche, eu un effet d'équilibre sur les conflits identitaires moldaves.

Pour conclure, nous allons reprendre l'idée de Ernest Gellner, selon lequel il apparaît comme impossible de faire coïncider les frontières d'un État avec celle d'une nationalité ou d'une lan-

gue. Cette thèse caractérise parfaitement la situation de la Moldova et de la Roumanie. Et si, en se réunifiant, l'Allemagne est devenue le pivot de l'Europe, on peut envisager qu'un jour, la Moldova indépendante devienne un allié stratégique de la Roumanie, un partenaire sérieux de l'Occident, démontrant sa fermeté quant à son engagement européen, dépassant ses complexes politiques et économiques et prodiguant une identité politique audacieuse.

Références:

1. Ernest Gellner. Nations et nationalisme. Paris: Bibliothèque historique Payot, 1989.
2. Bernard Michel. Nations et nationalismes en Europe centrale. Paris: Editions Aubier, 1995.
3. Eric Hobsbawm. Nations et nationalisme depuis 1780: programmes, mythe et réalité / Collection Folio Histoire. Paris: Gallimard, 2000.
4. Benedict Anderson. L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme. Paris: La Découverte, 1996.
5. Jean-Claude Caron, Michel Vernus. L'Europe au XIXe siècle: Des nations aux nationalismes, 1815-1914, Paris: Editions Armand Colin, 1991.
6. Benedict Anderson. Op. cit.
7. Bernard Michel. Op. cit.
8. Jean-Michel Hoerner. Géopolitique des territoires. De l'espace approprié à la suprématie des Etats-Nations. Perpignan: Presses Universitaires de Perpignan, 1996.
9. Ibidem.

10. Henry Lefebvre. Le nationalisme contre les nations. Paris: Meridiens Klincksieck, 1988.
11. Roumanie: nationalité roumaine à tous les citoyens de la R. de Moldavie. Roumanie.com, 19 décembre 2007. [En ligne]: <http://www.roumanie.com/Roumanie-nationalite-roumaine-a-tous-les-citoyens-de-la-R-de-Moldavie-A002538.html>.
12. Traian Basescu. „La Moldavie est la RDA roumaine”. Courrier international, 16 novembre 2008. [En ligne]: <http://alest.blogs.courrierinternational.com/archive/2008/11/16/traian-basescu-la-moldavie-est-la-rda-roumaine.html>.
13. Emmanuel Dreyfus. La Moldavie au bord de l'écartèlement identitaire. En: Le Monde diplomatique, 2009, 28 juillet.
14. Florent Parmentier. État, politique et cultures en Moldavie. En: Revue internationale et stratégique, 2004, N 54.
15. Charles E King. The Moldovans. Romania, Russia, and the Politics of Culture. Stanford (CA): Hoover Institution Press, 2000.
16. Mircea Snegur. Interview du 1 décembre. En: Ziarul de Garda (Chisinau), 2005, N 63.
17. Idem.
18. Dominique Colas. L'Europe postcommuniste. Paris: Presses Universitaires de France, 2002.
19. Angela Merkel / Dmitri Medvedev. „Memorandum”. Meseberg. 4-5 June 2010. [En ligne]: www.bundesregierung.de/.../2010-06-05-meseberg-memorandum.html.
20. Larisa Kuzmicheva. Unresolved conflicts in the common neighbourhood: a comparative analysis of EU and Russian policies. SPES Policy Papers: Institut für Europäische Politik, 2011.

21. Bogdan C. Enache. Memorandumul Meseberg: Ostpolitik sau Rapallo? [En ligne]:<http://civitaspolitics.org/2011/12/03/memorandul-meseberg-ostpolitik-sau-rapallo/>
22. Reacția Chișinăului la pactul ruso-german de la Meseberg. En: *Adevărul*, 24 iunie 2011; Petru Bogatu. Memorandumul Meseberg și-a dat obștescul sfârșit. En: *Jurnal de Chișinău*, 2012, 7 octombrie.
23. Alain Dieckhoff (Dir.). *La constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme*. Paris: Presses de Sciences Po „Académique”, 2004.
24. Rogers Brubaker. *Nationalism reframed: Nationhood and the national question in the New Europe*. Cambridge England and New York: Cambridge University Press, 1996.
25. Gérard Dussouy. *Quelle géopolitique au XXIème siècle / Collection Théorie politique*. Paris: Les Éditions Complexe, 2001.
26. Ibidem.
27. Bernard Noghiu. 27 august: 20 de ani de independență a Republicii Moldova. En: *Revista* 22, 2011, 26 august.
28. Béatrice Giblin. *Vingt ans après....* En: *Hérodote*, 2010, N 138.
29. Ibidem.
30. Gérard Dussouy. *Op. cit.*
31. Matei Cazacu, Nicolas Trifon. *La République de Moldavie. Un Etat en quête de nation*. Paris: Non Lieu, 2010.

Victor Moraru, Jana Chisăliță-Mușat. *La Moldavie: les enjeux des changements*. En: *Revista de Filosofie, Sociologie și Științe Politice*, 2013, N2, pp. 129-135.

LES VALEURS EUROPÉENNES À L'ÉPREUVE DE L'HISTOIRE

Parmi les variables de l'histoire, la dimension axiologique occupe un lieu particulier. Le poids des valeurs communes, des valeurs partagées dans la construction de la société est inestimable. C'est pourquoi les diverses interprétations des valeurs comportent les défis majeurs de notre siècle, en mettant sous le signe d'interrogation l'existence même de la société.

Le lancement des changements fondamentaux produits dans la société à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix du siècle dernier a généré non seulement la découverte par la population de la Moldova de la vérité fondamentale que les principes démocratiques et les droits humains sont tout à fait naturels pour les pays post-communistes comme pour ceux de l'Occident, mais aussi la mise en fonction du processus de remplacement des anciennes valeurs par les valeurs propres à la société occidentale contemporaine.

Les événements récents confirment que la Moldova tente de subir l'examen difficile de l'option européenne et, malgré les tentatives mani-

festées ouvertement ou tacitement par diverses forces politiques, de proposer, par des slogans et des actions électorales, une autre orientation, celle vers l'Est, la Moldova suit avec fermeté la voie de l'intégration européenne. Dans ce contexte, les valeurs européennes sont conçues essentiellement comme un point d'appui, un repère, à vrai-dire, existentiel.

Dans les actes constitutifs de l'Union européenne on a réservé une place particulière aux problèmes des valeurs: „L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes” (art. „Les valeurs de l'Union” [1]).

Bien sûr, les valeurs européennes ont une histoire millénaire, avec l'origine dans les temps anciens, perpétuées jusqu'à nos jours. Les premiers philosophes grecs ont déclaré une fois pour toujours les caractéristiques essentielles, déterminantes de l'Europe, à savoir, le principe de la liberté et l'idée du système, et durant le temps le modèle culturel européen a été renforcé à partir des valeurs découvertes – la légalité, la liberté, l'égalité, la fraternité / solidarité et le sens chrétien sacré.

Naturellement, les valeurs ont subi la pression de l'histoire. En conséquence de la poursuite du développement progressif du système des valeurs, au tournant du XXe siècle la civilisation européenne a atteint son apogée de la puissance, se confrontant, en même temps, avec de nouveaux défis produits par le socialisme et le nationalisme, apparus dans leur forme la plus extrême – le fascisme. La première guerre mondiale est devenue une source de la scission des civilisations en créant la prémisse du totalitarisme en Europe et du bolshévisme, ainsi que le zig zag du communisme. Bien sûr, ça s'est avéré être incompatible avec le système traditionnel des valeurs européennes.

En tout cas, quand nous parlons des valeurs on se réfère aux choses réelles, claires: la priorité des droits de l'homme, de la souveraineté de l'individu par rapport à la souveraineté de l'Etat; État de droit, l'équité sociale, économie de marché, multiculturalisme etc.

Naturellement, les interprétations de la notion de „valeur européenne” ne sont pas univoques. Il y a des visions qui insistent sur le fait que le concept ne définit que partiellement les valeurs en proposant des propres listes de l'ensemble des valeurs européennes, comme „Dix Commandements pour les valeurs européennes”[2].

Henri Malosse, Président du Comité économique et social européen (durant les années

2013-2015), en expliquant l'essence des valeurs européennes, a souligné: „Ne pas confondre les valeurs avec les intérêts, les sentiments, les représentations et les sympathies. Bien entendu, nous avons de différents points de vue, pourtant le dialogue est nécessaire pour arrêter l'interprétation déformée et incorrecte des valeurs” [3]. Cette affirmation est de validité générale, d'autant plus que l'affirmation juste des valeurs communes est un facteur déterminant, celui qui „assure la stabilité des régimes démocratiques” [4].

En même temps, l'acceptation des valeurs européennes en qualité de grands principes de la vie sociale contemporaine se révèle être un exercice difficile, en particulier dans certains pays dominés par la turbulence idéologique, par la confusion de l'identité et des attitudes. C'est l'exemple de la Fédération Russe, dont l'espace informationnel est marqué le dernier temps par le début d'une campagne médiatique de contestation des valeurs européennes, campagne axée sur la production et la multiplication des opinions vraiment exacerbées. On en pourrait citer: „Personne ne sait ce que signifient les valeurs européennes, ils sont tout simplement un cliché de propagande ordinaire et pratique ...” [5]. La répudiation des valeurs européennes s'est manifestée dans les pages de la presse russe et de l'Internet en lançant une série de publications avec des titres incisifs du type: „Hypocrisie de l'Europe” [6], „La dupli-

cité des valeurs européennes» [7], „Les valeurs européennes – stéréotypes et mensonges» [8]. Curieusement, mais sur la même piste s'inscrit la déclaration du ministre de la Culture de la Fédération Russe, Vladimir Medinski, qui a dit dans un interview que les valeurs européennes „n'existent pas" et „représentent un mythe, très habilement exploité" [9]. Exprimant sa conviction que ce n'est pas juste de parler d'un ensemble universel, des normes spécifiques unifiées de façon axiomatique à tout le monde, et en plaidant pour l'idée que „chacun a ses propres valeurs", le ministre a insisté sur l'hypothèse que „souvent, sous l'égide des valeurs universelles, humaines, un État tente d'imposer sa propre échelle des valeurs aux autres peuples".

Cependant, le sujet est éveillé et par d'autres attitudes véhiculées dans les pages de la presse, plus équilibrées et marquées par le caractère raisonnable, en notant que les valeurs partagées par les Russes et par les Européens sont „des cercles qui se croisent". Plus souvent dans les milieux scientifiques, intellectuels russes se manifeste l'idée que „les différences doivent exister dans les traditions culturelles des peuples vivant sur le vaste continent eurasiatique, mais la Russie a toujours été, est et sera une partie organique et inhérente de la civilisation européenne – tertium non datur" [10, p. 54] et les tentatives d'enterrer le système des valeurs européennes sont considérées contre-productives. Il convient de

noter, dans le même contexte, que les enquêtes sociologiques attestent une sympathie pour les valeurs européennes manifestée par une partie considérable de la population de la Fédération Russe [11].

Le processus d'assimilation des valeurs européennes dans l'espace post-communiste est vraiment difficile. Les chercheurs admettent que les pays de cette région ressentent la nécessité „de repenser le niveau des problèmes de vision du monde métaphysique et, par conséquent, la construction d'une nouvelle ontologie s'impose" [12]. Il s'agit de la découverte et du renforcement des nouveaux horizons, des nouvelles motivations pour être inclus dans le contexte plus large des valeurs nationales, européennes.

La confiance dans l'esprit européen doit assurer la cohérence. De plus en plus, les opinions des hommes politiques et des penseurs convergent dans la conviction que „l'Union Européenne n'est pas seulement un territoire et une géographie politique, mais une communauté fondée sur des valeurs" [13].

Mais on doit continuellement les renforcer, donner la force vitale pour l'affirmation en Europe d'une communauté guidée par les principes et les valeurs européennes, celles de la liberté garantie par la loi, de la solidarité et du respect mutuel. „Ceci est un objectif historique d'une importance capitale. Mais on constate: il ne suffit pas d'inscrire les valeurs dans les trai-

tés et de les immortaliser dans les monuments, elles doivent être pleinement inoculées dans les esprits et les cœurs du peuple” [14]. C’est grâce à cette approche qu’on pourrait assurer une vraie construction européenne.

L’ensemble des valeurs partagées par la majorité de la population, représente les coordonnées, qui configurent des perspectives, ce qui guide la vie de tous les jours, les valeurs et l’éthique de travail, l’appréciation du comportement humain dans les différentes sphères de l’existence et des relations humaines.

L’exemple de la Roumanie est éclairant à cet égard. Reconnaisant que „l’Europe a les gens, les valeurs et les institutions qui ont rendu possible la reconstruction du continent après la guerre, y compris la souffrance et le désespoir” [15], reconnaissant que les valeurs et les concepts européens ont donné lieu à des institutions et des pratiques qui ont influencé la vie, le peuple roumain „a choisi d’être une partie de l’Europe et de partager ses valeurs” [16]. Beaucoup de chercheurs roumains notent l’importance des leçons offertes par l’expérience européenne.

La Roumanie devient l’enjeu majeur pour l’approfondissement du processus d’intégration européenne, la synchronisation avec l’Europe. Ce qui est important, il existe dans la société roumaine contemporaine la croyance que l’Europe c’est „le projet le plus important de la so-

ciété roumaine après la chute du communisme. Malgré les imperfections de nature technique et administrative, ce projet apparaît comme un plein succès” [17].

Les succès de la Roumanie sur la voie de l'europanisation devrait être un modèle pour la Moldova. Ce qui est important est que, peu à peu, on observe en Moldova une perception favorable des valeurs européennes, que, peu à peu, la Moldova s'intègre dans le domaine symbolique des nouvelles valeurs, ce qui signifie que l'itinéraire d'adhésion aux valeurs européennes, leur découverte et l'engagement à l'assimilation – a été lancé.

Si l'intégration européenne, au sens étroit du mot, est liée à la formation et au développement des institutions et des politiques européennes, de la valorisation et l'assimilation de l'expérience européenne, dans le sens large celle-ci suppose l'europanisation. Il est évident que l'intégration institutionnelle, politique et économique exige un rythme plus rapide du changement que dans le cas de l'intégration sociale et spirituelle. La construction d'une nouvelle mentalité se produit d'une manière plus lente et moins visible. Les facteurs politiques et géopolitiques ont, dans ce cas, un sens qui ne peut être négligé.

Par conséquent, on a besoin du temps pour que les valeurs et les expériences de la liberté et de la démocratie obtiennent le degré souhaité

de sédimentation dans le cadre de la société en transition. Il est important d'être conscients, de garder toujours à l'esprit le postulat: „les valeurs ne sont pas des normes absolues, mais des “grandeurs d'orientation” [18].

C'est vrai, l'expérience atteste que le processus d'assimilation des valeurs européennes est difficile. Comme on le voit, toutes sortes de défis l'accompagnent. En tout cas, comme on avertit dans les médias français, „En 2016 et dans les années à venir, l'Europe devra affronter un défi sécuritaire sans précédent depuis sa fondation. Mais elle est armée de ses valeurs. Elle ne faillira pas”[18]. Il vaut la peine de souscrire à ces mots.

Références:

1. *Version consolidé du Traité sur l'Union Européenne*. En: Journal officiel de l'Union Européenne, 2010, 30 mars.
2. Michael Emerson (Ed.). *Democratisation in the European Neighbourhood*. Brussels: Centre for European Policy Studies, 2005; Michael Emerson. *The Wider Europe Matrix / CEPS Paperback*. Brussels: Centre for European Policy Studies, 2004; Poli Sara (Ed.). *The European Neighbourhood Policy – Values and Principles*. Abindon, Oxon; New York: Routledge, 2016; Майкл Эмерсон. Экзистенциальная дилемма Европы. En: Вестник Европы, 2005, N 15.
3. Анри Малосс. Почему европейские ценности не то, что о них думают в России. [En ligne]:

- <http://www.rbc.ru/opinions/society/28/01/2015/54c8beeb9a79473ab3718fb2>.
4. Gabriel Almond, Sidney Verba. *The Civic Culture: political attitudes and democracy in five nations*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 1963.
 5. Сергей Василенков. „Европейские ценности” Они существуют? *Еп: Правда*, 2 octobre 2013. [En ligne]: <http://www.pravda.ru/society/fashion/02-10-2013/1176521-ideology-0/>.
 6. Александр Лузан. Двуличие Европы. *Еп: Выбор*, 20 septembre 2015. [En ligne]: http://vybor.ua/article/prava_cheloveka/dvulichie-evropy.html
 7. Александр Бречалов. Двойная ложь „европейских ценностей”. *Еп: Известия*, 6 octobre 2014. [En ligne]: izvestia.ru/news/577624.
 8. Европейские ценности – миф, обман и пропагандистский штамп. *Еп: Нашимир*, 10 mai 2010. [En ligne]: <http://nm2000.kz/news/2010-05-16-27131>.
 9. Владимир Мединский. У нас записано в Конституции: „Цензура запрещена” / Interview. *Еп: Новая Газета*, 13 janvier 2014. [En ligne]: <http://www.novayagazeta.ru/arts/61733.html?p=2>.
 10. Юрий Рубинский. Ценностные ориентиры Европы / *Main trends of the European values/ Доклады Института Европы (Reports of the Institute of Europe)*. – Москва: Институт Европы РАН, 2013.
 11. Юрий Соломонов. Россия и европейские ценности. *Еп: Независимая Газета*, 22 aprilie 2014. [En ligne]: http://www.ng.ru/stsenarii/2014-04-22/9_values.html.

12. Сергей Дацюк. Европейские иллюзии Украины. Упрощенный анализ государственных ориентаций. [En-ligne]: <http://hvylya.net/analytics/politics/evropeyskie-illyuzii-ukrainyi-upros-hnennyiy-analiz-gosudarstvennyih-orientatsiy.html>.
13. Ovidiu Pecican. Valori europene. En: România Liberă, 9 septembrie 2012.
14. Jan Peter *Balkenende*. Europese waarden tegen onderdrukking. En: NRC Handelsbad, 26 iulie 2004.
15. Metodologia educației interculturale. [Enligne]: <http://cyd.ro/metodologia-educatiei-interculturale/>.
16. Liviu Plugaru, Mariela Păvălache-Ilie. Educație interculturală. Sibiu: Psihomedica, 2007.
17. Adrian Nastase. Discursul la Forumul European de la Berlin. [En ligne]:<http://www.amosnews.ro/arhiva/discursul-lui-nastase-forumul-european-berlin-16-11-2002>.
18. Frank Baasner, Michael Klett (Eds.). Europa, Die ZukunfteinerIdee. Darmstadt: WBG, 2007.
19. Chantal Tauxe. Valeurs. Nos idéaux européens seront les plus forts. Hebdo, 24 decembre 2015. [En ligne]: <http://www.hebdo.ch/hebdo/cadrages/detail/valeurs-nos-id%C3%A9aux-europ%C3%A9ens-seront-les-plus-forts>.

Victor Moraru. Les valeurs européennes à l'épreuve de l'Histoire. Intervention au Colloque International „Penser l'Europe”, XV-ème édition. „Bientôt un siècle depuis la fin de la Première Guerre Mondiale: qu'est-ce que l'Europe a appris de son histoire?”. – Academia Română, Fundația Națională pentru Știință și Artă, 30.09-1.10. 2016. En: **Penser l'Europe.** – București: Academia Română, 2017, pp. 193-197.

LES FACETTES DE L'EUROPE: UNE RÉALITÉ PROTÉIFORME

„Y-a-t-il deux Europes?” – le titre de notre colloque est dans une grande mesure provocateur, le terme venant, selon des sources réputées, du latin *provocare*, qui signifie *appeler à parler*. Pour justifier ce titre il faut souligner tout d'abord que la discussion consiste vraiment à stimuler les réflexions, générer de nouvelles idées, provoquer des prises de positions.

Je suis sûr que la richesse des réflexions lancées jusqu'ici serait une bonne prémisse pour stimuler la conceptualisation renouvelée et l'approfondissement de la „question européenne” dans toute la multitude de facettes qui la composent.

En partageant les idées formulées par mes collègues, je voudrais exprimer quelques considérations sur le sujet discuté.

Ce qui est absolument clair, c'est le fait qu'à la simple question – „y-a-t-il deux Europes?” – il est impossible d'avoir une réponse univoque. En tout cas, après les débats produits, nous sommes convaincus, une fois de plus, que ce sujet s'avère être infiniment polyvalent – d'une certaine fa-

çon il pourrait être comparé à une boule de neige qui grossit lorsque vous la lâchez du sommet de la colline.

En fait, l'Europe est telle que nous l'imaginons. C'est pourquoi c'est une Europe à une multitude de facettes. Chacun de nous, en parlant du concept de l'Europe, évoque sa vision personnelle, idéalisée ou vue d'une perspective réaliste. Déterminer, alors, combien d'Europes il existe, dépend de l'optique adoptée, de critères choisis. Comme nous ont montré nos collègues, une bonne opportunité pour préciser ce concept consiste à saisir les traits distinctifs, à établir les caractéristiques de division (repères géographiques ou économiques, par exemple).

Ça veut dire que parlant de l'Europe nous avons vraiment une équation ou une formule avec beaucoup d'éléments très bien connus, de même que de nombreux éléments inconnus. En conséquence, il est impossible de la réduire à une interprétation simpliste, univoque. C'est une complexité, avec des innombrables mots-clés, qui mérite une approche synthétique. Et ça signifie que nous pouvons parler réellement de beaucoup d'Europes existant dans l'imaginaire collectif. L'éclaircissement de la situation est ralenti par le fait que l'Europe c'est un phénomène dynamique, prolifique et protéiforme.

Notamment, pour préciser l'identité de l'Europe, on peut utiliser, dans cet ordre d'idées, les dichotomies les plus diffusées:

L'Europe de l'Est versus l'Europe de l'Ouest;

L'Europe comme rêve versus l'Europe comme réalité;

L'Europe politique versus l'Europe économique, et ainsi de suite.

Pourtant, nous sommes portés vers l'acceptation de parler de deux Europes. Cela nous semble légitime, surtout si on pense à la réalité.

Deux Europes, un syntagme déjà consacré, qui illustre les Etats qui ont parcouru des itinéraires divers, qui ont vécu d'un côté, – une histoire commune, d'autre côté, – des histoires différentes. Ils vécurent des expériences différentes de la démocratie – il est évident que l'ancienne Europe a eu une démocratie stabilisée davantage de temps en rapport avec un pays vraiment jeune comme Moldova, par exemple, qui a certainement besoin d'une expérience plus longue des procédures démocratiques. Dans l'Europe occidentale les démocraties ont connu une croissance organique, sur le terrain d'une culture sociale, sortie de la nécessité pour le développement économique, politique, et basée sur une mentalité spécifique, développée pendant des siècles, même si le processus démocratique implique toujours un chemin plein d'aspérités.

Il est très important d'exploiter le patrimoine de l'histoire commune, identifier les repères sûrs européens, obtenir la compatibilité des différences en assurant une vraie convergence désirée, focalisée sur les valeurs approuvées. C'est ça qui peut garantir le succès du projet européen, comme disent des politologues.

Dans ce contexte nous ne pensons pas tant aux diverses Europes, mais à une Europe unie (politiquement et aussi spirituellement), unie – ce n'est pas absolument uniforme – où la Moldova, en essayant de fortifier son potentiel, à travers, indubitablement, la Roumanie, dispose de la chance de trouver sa place raisonnable. C'est, peut-être, une approche sentimentale, mais qui a une capacité sensibilisante, parce qu'elle montre une réalité qui doit être surmontée. Les images qui accompagnent les parcours difficiles de notre pays sur la voie d'eupéanisation présentent une réalité de certaine façon dramatique, parfois contradictoire. Au-delà de l'existence réelle des clivages, ce qui peut assurer l'optimisme c'est notre volonté d'y aller. La volonté, secondée par une perception de plus en plus aigüe des décalages, exprimée par les efforts insistants pour corriger les choses et pour obtenir la reconnaissance européenne du pays, conduisant vers une apologie, une idéalisation de l'Europe.

Il existe quelque chose qui offre l'espoir – la communauté de l'histoire qui ne peut pas être contestée. À partir de ce fond historique commun l'identité européenne repose – il est reconnu – sur trois piliers: la philosophie comme exercice autonome de la pensée, le christianisme, la loi, comme ensemble de règles librement conçues et acceptées par et pour des hommes. L'Europe s'était toujours tenue à la hauteur de l'homme, à renforcer son dignité, car l'Europe sans cesse était la terre de l'humanisme.

Les principes de la liberté de penser, de croire, d'être sujet de droit découlent de ces trois principes rappelés et sont constitutifs de ce que nous pouvons appeler l'esprit européen.

Nos grands précurseurs, tels que Dinicu Golescu, revenu d'un voyage en Europe, a diffusé cet esprit et a formulé un message, valable même aujourd'hui: „C'est le temps de nous réveiller! Le bon commun accumulé doit être cultivé aussi sur notre terre...”. De cette façon, „l'Europe commence à devenir celle que nous la voulons”.

Un écrivain portugais, a noté une fois:

„Le Portugal se trouve
La bas dans un endroit
Du sud-ouest de l'Europe
Le plus éloigné de Paris.
Le Portugal est le dernier cœur européen
Avant la mer”.

C'est facile de substituer le mot „Portugal” par „Moldova”, parce que pour chaque coin de l'Europe est réservé le droit d'être nommé – le cœur de l'Europe. Spirituellement, non géographiquement.

Il est évident qu'il n'y en a plus qu'une Europe. Mais, peut-être deux Europes. De plus, peut-être. Pour nous il est important ce qui les unie.

Victor Moraru. Les facettes de l'Europe: une réalité protéiforme. En: **Penser l'Europe. XIII-ème édition / Y-a-t-il deux Europes?** – București: Academia Română, Fundația Națională pentru Știință și Artă, 2015, pp. 166-168.

LES AVATARS DES MÉDIAS DANS LE POSTCOMMUNISME

Le débat engageant l'avenir de l'Europe, ainsi que son présent, voire notamment, de l'Europe de l'Est, dans une perspective prévisible, ne peut pas omettre la Moldova. La communauté du destin de la République de Moldova avec le destin des pays de l'Europe de l'Est, malgré les circonstances historiques néfastes pour la vieille Bessarabie, est incontestable.

Et cela peut être observé en rapportant l'expérience historique de la Moldova aux événements qui ont déterminé son parcours pendant des années. Pour les dernières décennies ça s'est configuré en un désir irrépressible pour la liberté. Dans ce contexte, on voit, qu'en fait, l'itinéraire historique de la Moldova s'est avéré trop difficile. En analysant ce processus il faut le regarder d'une manière minutieuse dès le début en tout son dynamisme.

Dans cet ordre d'idées, il est opportun de mentionner que le politologue italien notoire, Gaetano Mosca, a intitulé un de ses ouvrages par la phrase „Ció che la storia potrebbe insegnare” [1] – „ce que l'histoire devrait enseigner”.

et on pourrait, selon moi, en déduire une parole clé – les leçons que nous pouvons extraire de l'histoire. L'histoire récente, en particulièrement. Et si on regarde attentivement cette histoire récente, on y voit qu'à son début il y a eu l'aspiration. Une aspiration, plutôt vague et générale, à l'occidentalisation. Etant stimulée par les changements fondamentaux survenus dans la société vers la fin des années '80-début des années '90, cette aspiration a amenée à la découverte du fait que les principes démocratiques et la défense des droits de l'homme, représentant des valeurs inhérentes à la société occidentale, peuvent aussi constituer des repères sûrs pour les pays de l'Est.

Ainsi les nouvelles directions du développement de la société postcommuniste se sont imposées avec une vitesse spectaculaire, le modèle occidental de la démocratie et de l'économie de marché devenant une cime à atteindre. Ce fait a signifié que l'orientation vers les paradigmes universels de l'Occident allait constituer dorénavant le vecteur du mouvement de la société.

Dans cette ouverture vers l'Occident, la société moldave et, clairement dit, non seulement moldave, marquée, durant plusieurs années, par une réalité économique austère, privée d'accès à un spectre large de biens de consommation, a cru avoir rencontré la Panacée, remède universel contre tous les maux hérités du passé totalitariste. Ainsi, l'atmosphère générale a été balisée par la conviction spontanée que l'adop-

tion d'une législation équitable et le passage à la libéralisation de l'économie suffiraient pour disposer, d'une façon intégrale et catégorique, d'un mode de vie rallié aux standards de la société européenne.

L'implantation de ce climat, constituant une expression de l'aspiration impétueuse à de vrais changements – un slogan utilisé par la classe politique émergente qui allait estomper l'ancienne nomenklatura – a été également favorisée – il faut noter – par les médias ou, plus précisément pour ce moment, par une bonne partie de ceux-ci. On invoque les médias ici parce que justement les médias ont appuyé et secondé, d'une façon complexe et au maximum visible, les changements qui se sont produits dans la société.

Ce qui importe dans ce contexte c'est le fait que la nouvelle communication n'est pas apparue, certainement, dans un lieu vide. D'une part, ses prémisses ont été établies en 1985, après la proclamation de la politique de transparence, qui est devenue une composante essentielle d'une société démocratique. Il était un temps propice pour réitérer, dans les nouvelles conditions, l'exhortation d'un écrivain roumain, Dinicu Golescu, formulée en 1826: „Le temps de nous réveiller est arrivé” [2, p. 11]. La locution latine *Dixi!* peut être conçue comme un slogan important du moment, parce que justement dans cette période particulière du développement des médias, marquée par l'attitude hostile du régime, qui interprétait la presse comme une

menace à l'ordre ancien constitué, est survenue l'autorisation de manifester la position critique envers les lacunes et les aspects vulnérables de la société soviétique, en fait, par rapport à ces aspects que le pouvoir ne pouvait plus cacher.

L'expérience des médias peut être pleinement significative dans cet ordre d'idées, quand elle coïncide avec les tendances fondamentales du développement de la société, quand ils assument le rôle de fonctionner comme les agents des changements nécessaires, quand ils expriment les vraies aspirations de la société. C'est le cas, par exemple, des médias de la République de Moldova, qui se sont alignés sur le vecteur essentiel de la trajectoire choisie par la société moldave dans les années quatre-vingt – quatre-vingt-dix du siècle passé.

On pensait au début: un développement exemplaire, relevant. Est éloquente, par exemple, l'approche vers la problématique de l'histoire. Ce temps est caractérisé par une explosion de la problématique historique. L'histoire à la Une de la presse a été une grande nouveauté de ce temps-là. Les grandes découvertes, la présence des thèmes, antérieurement, sous le régime communiste, considérés thèmes tabou, l'explication des diverses questions nécessaires comme sont le tricolore, le destin de la population de la Moldova, les conséquences du pacte Ribbentrop-Molotov et ainsi de suite.

Les dimensions historiques abordées ont configuré une vraie histoire de la terre moldave

et, ce qui est important, au-delà de présenter dans une lumière nouvelle, inédite les événements et la vie du peuple telle qu'elle s'est produite, sont devenues essentiellement des points de référence dans l'élaboration des critères d'évaluation de la réalité. Ce phénomène a illustré comment la société a réussi à gagner le droit à sa propre histoire.

Conformément aux données du monitoring des médias effectué, sans entrer en détails, il faut souligner le vrai dramatisme humain dégagé par les pages de la presse de cette période-là. La sensibilité de l'audience envers les thèmes respectifs a alimenté l'intérêt pour la problématique historique. La circulation de la presse a augmenté de dizaines de fois, la société a découvert la vraie face de l'histoire, sans hypocrisie, déterminée par une évolution rapide des réalités politiques et sociales, secondées par les processus de démocratisation. En ces circonstances on a observé un effet très important et très dur, manifesté d'une manière ferme. Le choc de l'histoire, provenu de la démystification de l'histoire, par exemple. La crise de conscience provoquée a généré des attitudes marquées d'une grande émotion, exprimées même dans les titres comme celui: „Bessarabie comme un cri atrocement douloureux”.

Le monitoring a montré les diverses facettes de la couverture médiatique des questions liées à l'histoire. Il s'agit, notamment, de la tragédie de l'histoire, de l'histoire détériorée, des laby-

rinthes de l'histoire, de la mémoire historique, du sentiment de témoin et ainsi de suite.

Cette expérience des médias a significativement contribué pour l'affirmation des temps nouveaux. Dans le contexte des transformations essentielles, le système des valeurs de la société a été évalué et rénové radicalement et le rôle des médias dans ce processus a été très important.

L'élément qui a marqué profondément et d'une manière éloquente le développement des médias en modifiant substantiellement les repères de son activité et conférant des caractéristiques spécifiques à ce nouveau type d'activité médiatique était la relation inouïe établie entre les médias et la politique. En fait, la liaison assez étroite entre la sphère politique et la sphère médiatique s'est manifestée toujours, avec une intensité différente au long du temps, en fonction du caractère du régime, des conditions politiques concrètes. Durant la période soviétique, les médias de masse ont été circonscrits à un esprit d'engagement idéologique très prononcé, vue de propagande.

Dans ces circonstances nouvelles, quand a démarré le processus de démocratisation de la vie politique, sociale, économique, spirituelle, les changements essentiels se sont produits dans la relation entre l'action médiatique et l'action politique, justement une politisation croissante du contenu des médias et l'amplification des proportions des flux de communication politique, même le nombre d'acteurs impliqués.

Bien, on peut constater que les principaux ingrédients du contexte configuré à la fin du siècle passé dans l'espace post-communiste, déterminant d'une manière tranchante la direction du mouvement de la société, se sont exprimés par: a) l'échec du système monopartidiste, b) l'échec de l'économie centralisée et dirigée, c) l'effondrement de la pyramide socialiste e) le changement des visions politiques de l'électorat, f) la modification de la configuration de la sphère politique, g) une nouvelle et visible prestation des médias.

Le multipartisme, institué dans la République de Moldova pendant les premières années d'indépendance, était marqué par la présence de quelques groupes principaux de formations politiques ayant des orientations différentes visant les perspectives de développement du jeune État moldave et la promotion de la politique du pays. D'un côté, il y avait, conventionnellement, la droite, représentée par les formations politiques manifestant une attitude pro-roumaine, l'indépendance de la République de Moldova étant considérée comme une étape intermédiaire de courte durée. D'un autre côté, il y avait la gauche, représentée par les formations politiques à orientation pro-russe qui optaient dès le début pour le rétablissement de l'Union Soviétique ou, plus tard, pour promouvoir des liens étroits avec les pays de la Communauté des États post-soviétiques. Le centre était représenté par les formations politiques qui approuvaient

l'idée de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Moldova. Aujourd'hui on ressent une immanquable modification des programmes politiques des partis, due à l'évolution des processus politiques qui ont conditionné d'une façon générale certains changements des postures, mais on peut considérer sans se tromper une telle configuration politique comme, en général, gardée. D'ici – la présence dans les médias d'une confrontation dure de diverses positions, les interprétations controversées concernant les aspects principaux relatifs aux horizons politiques du pays.

En réalité, l'itinéraire parcouru par la République de Moldova pendant les dernières décennies s'est avéré plus tortueux que l'on avait pensé au début des grandes transformations. Ça regarde l'ensemble de la vie politique, ainsi que le chemin parcouru par les divers éléments du système.

Le caractère inefficace des gouvernements qui se sont succédés au pouvoir a conditionné une instabilité socio-politique quasi permanente. En plus, durant cette période, on peut remarquer l'apparition d'une interprétation spécifique de la dichotomie vieux / nouveau: dans le cadre des confrontations parlementaires il arrive plusieurs fois des situations quand une grande part des électeurs, en renonçant à ce qui était „vieux” et aspirant à quelque chose de „nouveau”, faisait son choix en faveur de ce qui incarne implicitement plutôt la nostalgie pour les temps passés irréversiblement.

Le tableau de la réalité politique moldave apparaît donc assez équivoque. Même si les dernières années ont montré la prépondérance des visions pro-européennes dans la société moldave, une nostalgie des certains segments de la population reste encore forte.

Un impératif s'impose alors. Il s'agit de la nécessité d'examiner la manière de laquelle les éléments de rupture avec le passé tendent à se manifester sur le fond de l'affirmation des éléments nouveaux. Il est évident que ces derniers ne peuvent pas s'affirmer tout d'un coup, d'une façon spectaculaire, ce chemin étant tortueux, oscillant entre divers stéréotypes de la pensée et toutes sortes de révélations, entre certains préjugés et arguments probants.

Notant l'émergence de nouvelles caractéristiques propres à la communication contemporaine (illustré, par exemple, ainsi par la communication politique moldave), le sociologue français Alain Touraine a souligné la nécessité de revoir les paradigmes politiques traditionnels dans l'examen effectué [3], et montre, en accord avec Dominique Wolton, que les politiciens doivent s'y habituer à partager l'espace public avec les médias et l'opinion publique, qui est une relation dynamique et dialectique: „Une sorte de complémentarité naturelle s'établirait entre les trois: l'action aux hommes politiques, l'information aux médias et la connaissance de l'état de l'opinion aux sondages. Chacune des trois composantes de la politique moderne ne

pouvant exister sans l'autre et constituant en quelque sorte son contrepoids mutuel ... L'affrontement politique se fait aujourd'hui sur un monde communicationnel" [4, p. 165-166]. Et notamment, l'action conjointe de ces trois acteurs – politiciens, médias (journalistes) et l'opinion publique (exprimée par l'entremise des sondages d'opinion) détermine les traits spécifiques de l'univers actuel communicationnel.

Conformément à cette tendance magistrale du développement des médias l'expérience enregistrée dans le secteur médiatique moldave s'avère être assez illustrative. En fait, durant les années de transition on peut observer des métamorphoses spectaculaires des médias moldaves. Parmi elles – la dimension quantitative. Le corps statique autrefois a connu une évolution significative. Un accroissement vraiment impressionnant est constaté dans le secteur de l'audiovisuel. Au début des années '90 du siècle passé en Moldova existait une seule institution audiovisuelle – „Téléradio Moldova”. En 1993 sur le marché radio a été lancé le premier poste privé de radiodiffusion. Vers le 1999 le nombre des institutions de l'audiovisuel comptait déjà plus de 50 chaînes de radio et télévision.

Une diversification pertinente a connu le secteur des agences de presse. Une dizaine des agences qui ont enrichi visiblement les sources d'information pour la presse et pour la population ont apparu.

Le dynamisme du développement a caractérisé l'évolution de la presse écrite. En tout cas, la mutation quantitative de la sphère médiatique moldave suggère qu'elle gravite vers la catégorie des pays avec un niveau moyen du développement des institutions d'information de masse.

Le statut ascendant, obtenu par les institutions médiatiques pendant la période examinée, suppose que le comportement des médias génère certains problèmes et vulnérabilités. D'une part, les médias vraiment créent un nouvel espace public. D'autre part, en même temps, ils peuvent créer un espace public faux, qui est loin de la réalité, malgré la bonne intention. En définitive, les lacunes affectant le fonctionnement du système médiatique dû aux déficiences de l'environnement politique, complicité dans la dissimulation et l'omission d'information, l'ingérence dans la vie privée, la discréditation de la transparence, l'opacité des institutions publiques, l'esprit corporatiste, le simplisme et la schématisation dans le traitement de la réalité, le servilisme par rapport aux élites politiques, l'insensibilité à l'égard des questions du citoyen. Souvent le dilemme entre „révéler l'essence du phénomène” et „son élément spectaculaire” est résolu en faveur de la deuxième option. La spectacularisation et la personnalisation de la politique, regrettablement, occupe à présent, et c'est dommage, un lieu exagéré dans l'activité des médias [5, 6].

Toutefois, les changements produits dans la sphère médiatique moldave (et d'autres États

post-communistes) étaient essentiels et ont comporté un important impact pour affirmer de réels pousses de la démocratie et pour assimiler progressivement les principes et les paradigmes adéquats en fonctionnement des systèmes médiatiques dans ces pays.

Références

1. Gaetano Mosca. *Ciò che la storia potrebbe insegnare: Scritti di scienza politica*. Milano: Giuffrè, 1958.
2. Dinicu Golescu. *Însemnare a călătoriei mele*. București: Minerva, 1977.
3. Alaine Touraine. *Los mass media: nuevo foro politico o destruccion de opinion publica?* Barcelona: Centre d'Investigacio de la Comunicacio, 1996.
4. Dominique Wolton. *Les médias, maillon faible de la communication politique*. En: *Hermès*, 1989, N 4, pp. 165-180.
5. Victor Moraru. *The personalization of politics as current media paradigm*. En: Iovan Marțian (editor). *Science and humanism in the knowledge society*. – Arad: „Vasile Goldiș” University Press, 2013, pp. 43-50.
6. Victor Moraru. *Mass media vs politica*. Chisinau: USM, 2001.

Victor Moraru. Les avatars des médias dans le post-communisme. En: *Est Europa – Revue d'Etudes Politiques et Constitutionnelles Est Européennes* (L'Institut Universitaire Varenne, Bayonne, France), Numéro spécial coordonné par Philippe Claret (Université Montesquieu – Bordeaux IV): *L'Europe centrale et orientale, vingt-cinq ans après la chute du Mur de Berlin. Retour sur l'„expérience postcommuniste”*, 2016, pp. 48-55.

LA MÉDIATISATION DE LA POLITIQUE: RÉFLEXIONS ET CONSTATATIONS

Les derniers temps les études consacrées à l'analyse de l'activité médiatique attestent une fréquence de plus en plus évidente du terme „médiatisation”. Cette expression semble englober l'ensemble des traits qui caractérisent la mission du journalisme dans la société. L'éclaircissement des divers contextes concernant les processus médiatiques contemporains met en évidence une approche sans équivoque du concept de médiatisation, vue au premier abord, soit comme une diffusion élémentaire de l'information, soit comme un ensemble d'activités médiatiques spécifiques, qui dépassent considérablement les limites d'une simple relation des faits, en justifiant ainsi la constatation de l'ambivalence du concept de médiatisation et, implicitement, du concept de médiatisation de la politique.

L'interprétation du terme „médiatisation”, dans la plupart des cas, incline donc vers la compréhension de celui-ci comme couverture médiatique (coverage) de la réalité (de la sphère de la politique, dans notre cas), comme une présentation dans les pages des médias de cette réa-

lité. C'est juste le sens large du terme, son acception la plus courante. Citons quelques exemples d'utilisation du terme dans une telle perspective: „Canada: Trudeau, la médiatisation de la famille comme arme politique” [1]. „Médiatiser la paix!” [2]. C'était le titre de l'intervention d'un des auteurs du journal „Le Monde”, en appelant à une promotion médiatique plus insistante des actions de maintien de la paix. Les auteurs de Chisinau recourent souvent à la même interprétation du terme: „La plus grande médiatisation des agents du pouvoir a conduit au reflet des problèmes fixés dans leur agenda” [3, p. 135]; „La médiatisation sélective des événements et le pseudo-pluralisme des opinions sont des éléments de la manipulation de l'information” [4]; „Tendances manipulatrices dans la médiatisation de l'initiative du vote uninominal” [5]; etc. Dans tous les exemples cités, la corrélation du terme en question avec la notion de relater les événements est évidente.

Dans le cas de telles approches, l'interprétation de la circulation des messages dans les médias peut s'orienter vers la saisie des aspects principalement quantitatifs, au détriment de certaines visions qualitatives, en diminuant l'essence des représentations d'ordre conceptuel. Pour autant, le constat n'affecte pas l'opportunité d'utiliser le terme dans l'analyse de la pratique médiatique: la médiatisation de la réalité est, sans doute, et peut-être en premier lieu, son re-

flet, intense et multiaspectuel, si l'on entend par reflet le but de fournir au public une information opérationnelle, pertinente et variée, ce qui constitue une aspiration péremptoire du journalisme.

Respectivement, nous allons reconnaître comme premier sens de l'expression „la médiatisation de la politique” l'ensemble des actions entreprises par les médias afin de refléter dans leurs pages les aspects politiques de la réalité. En même temps, nous constatons qu'une telle caractéristique ne peut comprendre que partiellement l'essence du phénomène en question, qui acquiert les derniers temps de nouvelles significations grâce aux évolutions produites dans la sphère politique et médiatique, surtout à la corrélation établie entre celles-ci. Certes, la médiatisation suppose non seulement l'action d'enregistrer les événements actuels et d'informer le public, mais aussi, en fait, l'évaluation, le commentaire, l'interprétation des faits, des événements, des attitudes, des phénomènes qui peuvent se manifester à la fois dans des documents à but informatif intentionnel, mais surtout dans certaines rubriques, émissions, programmes spéciaux.

Même si est tentant de réduire le terme de médiatisation à la production et à la diffusion des messages au sens élémentaire, la réalité médiatique dicte la nécessité de la considérer aussi dans la perspective du sens étroit qu'il com-

porte implicitement, à partir du potentiel persuasif du message produit par les médias. C'est l'intentionnalité persuasive (parfois même non déguisée) des médias qui détermine la fréquence des qualifications attribuées aux journalistes en tant que metteurs en scène de la réalité sociale et politique [6, p. 9] ou, plus incisivement encore, de „handlers, manipulateurs d'images dont le domaine de travail ne devrait pas être autre que le théâtre de marionnettes” [7, p. 14]. La critique adressée aux journalistes pour leur approche de la réalité („à quoi préparent-ils la société et au nom de qui parlent-ils en faisant de la république un théâtre virtuel?” [8, p. 75]. La communication dans ce contexte est comprise comme action persuasive (et vice versa, persuasion – comme communication.) Entendue comme une communication visant à changer les comportements, la hiérarchie des valeurs, les préférences et les choix du public, la persuasion peut se manifester aussi bien sous une forme directe, promue et contrôlée par les acteurs politiques dans les campagnes politiques, que sous une forme indirecte, présentée comme une information diffusée par les médias.

Par conséquent, si l'on entend par le terme „médiatisation” l'ensemble des actions effectuées à travers divers canaux médiatiques en vue de refléter les événements courants, il est naturel d'y inclure aussi ces actions spécifiques visant la communication médiatique persua-

sive. C'est sur les particularités de cette seconde interprétation de la médiatisation (condensée, dans l'expression „intervention” [9, p. 92]) que les définitions du terme respective incluses dans les dictionnaires spécialisés indiquent, par exemple, celle citée par M. Coman: „la médiatisation renvoie à l'acte par lequel certains messages sont transformés sous l'influence du système médiatique, au cours du processus de production et de diffusion propre à la communication de masse” [10, p. 20]. Dans le même sens – de construction/représentation de la réalité – apparaît le terme donné dans le constat suivant, appartenant à des auteurs américains: „L'une des principales caractéristiques de la transition actuelle vers l'ère médiatique est que nous sommes de plus en plus en contact plutôt avec des représentations médiatisées d'un monde physique et social complexe qu'avec les aspects objectifs de notre environnement” [11, p. 258]. La création du pseudo-environnement (W. Lippmann, [12]), de la seconde réalité (Lang, [13]), de la réalité virtuelle, symbolique, constitue l'essence de la médiatisation (au sens étroit). Le fait que les médias à l'époque contemporaine ne se limitent pas à diffuser le message, conventionnellement, „strictement informatif” ou à transmettre les opinions existantes dans la société, mais, au contraire, tendent à adopter la position d'un véritable créateur de réalité, apparaît comme prémisses cardinales de la prolifération de ce

type d'action médiatique. C'est la gravitation des médias vers la création, la construction de la réalité, vers la promotion insistante d'une vision spécifique de cette réalité qui suscite l'intérêt des chercheurs pour l'analyse des processus politico-médiatiques. Plusieurs auteurs ont fait des efforts soutenus pour expliquer et articuler le concept en question [14].

La disponibilité de la politique à la médiation réside dans les mécanismes mêmes de l'action politique, directement conjugués à la production de symboles. „Tout événement ou processus politique implique un registre symbolique” [15, p. 132], indiquait le chercheur roumain Grigore Georgiu. Et c'est précisément à travers les médias que les symboles politiques sont véhiculés. „Pour la plupart des gens, la politique est souvent une série d'images mentales, générées par la télévision, les journaux et les magazines, ainsi que par les discussions quotidiennes, notait Murray Edelman. – Celles-ci créent un panorama en mouvement, se déroulant dans un monde avec lequel le grand public n'entre jamais en contact, un monde que l'on finit pourtant par craindre ou acclamer, en agissant souvent avec passion et parfois par l'action. On parle au public des nouvelles lois promulguées, des personnalités politiques à l'étranger qui représentent une menace ou avec lesquelles des traités commerciaux sont conclus, des guerres qui commencent ou se terminent, des candidats qui

perdent ou gagnent dans la lutte pour les fonctions publiques, des décisions prises concernant la dépense des sommes colossales pour joindre la Lune...” [16, p. 14]. Pierre Bourdieu, à son tour, a révélé les spécificités de la domination politique en la corrélant à la construction du champ symbolique, en indiquant, en même temps, que „les rapports de force objectifs tendent à se reproduire dans les rapports de forces symboliques, dans les visions du monde social” [17, p. 7]. Dans un tel contexte, la représentation du monde social, selon Bourdieu, n'est plus une donnée, ou, dans le même ordre d'idées, un enregistrement, une réflexion, mais le produit de nombreuses actions de construction, qui sont toujours faites et doivent être toujours refaites. Elle est stockée dans des mots communs, dans des termes performatifs qui forment le sens de l'univers social autant qu'ils l'enregistrent, dans des slogans qui contribuent à l'ordre social en informant la pensée de ce monde et en produisant les groupes qu'il désigne et mobilise.

Mais dans ce monde, la solution retrouvée des controverses est, dans la plupart des cas, „magique, et elle ne change aucune des conditions qui affectent le niveau de tension dans la communauté, et ne fait que détourner l'attention et la diriger vers un autre ensemble de symboles, qui s'avèrent irrélevants. Le nombre de lois votées par le législatif ou le nombre de décrets pris par l'exécutif, qui ne change rien dans les pratiques

permanentes de la société, est un indice du rôle de la magie en politique” [18, p. 38].

L'analyse pertinente du phénomène du symbolisme en politique (bien qu'elle comporte moins de références au rôle des médias dans ce processus), faite par le chercheur M. Edelman dans les pages de son livre „The Symbolic Uses of Politics”, permet à l'auteur américain de constater que l'image virtuelle de la réalité produite par la symbolisation n'est rien d'autre qu'„un modèle simplifié ou une apparence de la réalité”. La source de cette situation doit être recherchée, selon l'auteur, dans le fait que „pour la plupart des membres de notre société, il est d'usage de penser en termes de stéréotypes, de personnaliser et de simplifier au maximum, de ne pas pouvoir reconnaître ou tolérer les situations complexes ou ambiguës et, par conséquent, de réagir surtout aux symboles qui simplifient ou déforment autant que possible”. Dans les circonstances déterminées par les événements politiques et économiques qui affectent l'individu dans les domaines les plus profonds et les plus intimes de sa vie, explique M. Edelman, seule la confiance dans les stéréotypes et la fuite de la réalité contribuent, psychologiquement, à l'atténuation du sentiment d'anxiété et d'incertitude, en offrant l'illusion d'un certain type de sécurité intellectuelle, la symbolisation politique accomplissant dans ce cas une fonction cathartique.

Le cadre de référence suggéré par ces énoncés

implique la compréhension de la médiatisation de la politique comme un ensemble d'actions spécifiques promues par les médias, réalisées en vue de construire l'espace symbolique de la politique. Suite à l'émergence d'un monde de plus en plus réceptif à la production et à l'utilisation des symboles, les médias insistent de plus en plus non seulement sur le rôle de terrain praticable pour la politique et ses protagonistes, mais aussi sur le rôle d'élément déterminant du processus en prétendant de l'influencer et même de le manipuler.

Les principes de la médiatisation dictent la focalisation de l'attention des médias sur la construction de „personnages virtuels”. La „virtualisation” de ces protagonistes des médias s'opère en leur assurant une visibilité maximale à travers les canaux médiatiques. Dans le cas de cette médiatisation, on accentue cependant les aspects extérieurs, les significations des faits et des événements liés à ces personnages étant corrélées aux intérêts politiques et à la ligne politique des rédactions, les apparences estompant la réalité: la présentation détaillée et explicite, la pénétration et l'explication approfondie des circonstances réelles qui ont déterminé leur lancement sous les projecteurs de l'attention journalistique restent (volontairement ou implicitement) en dehors du cadre médiatique. En fait, c'est une règle de la médiatisation de la politique visant à explorer la surface des choses, à

imposer une forme légère au message, à mettre en valeur les apparences, en offrant l'image virtuelle de la réalité.

La médiatisation systématique, illustrée de la manière la plus éloquente par les campagnes électorales, représente un intérêt particulier pour l'analyse. Les campagnes électorales sont conçues et organisées (thèmes, slogans, types de discours, moyens et formes de présentation et de diffusion) dans un style médiatique, c'est-à-dire dans un style attractif, sinon incitant et spectaculaire, dans des formes qui s'inscrivent dans les schémas de construction médiatique de l'actualité, de la médiatisation de la politique [19, p. 240]. C'est dans la réalité virtuelle du champ électoral que la justification du choix politique dans les élections se produit.

L'expérience de la Fédération de Russie est éloquente à cet égard. Le mythe créé par les médias russes sur Boris Eltsine – un militant anti-communiste, ou le mythe messianique de Vladimir Poutine ont été élaborés et mis en œuvre avec succès dans la conscience de l'électorat par les médias russe [20]. Les mêmes tendances à la mythologisation peuvent être suivies dans le déroulement des campagnes électorales en République de Moldova.

La différence et la similitude entre la propagande et la médiatisation doivent être recherchées, selon nous, dans la spécificité des méthodes utilisées. La méthode de propagande reven-

dique une influence persuasive ouverte, elle est unidirectionnelle et orientée vers la réalisation organisée d'un système d'actions d'endoctrinement idéologique. Du point de vue historique, elle vise plutôt la période des régimes totalitaires, en subissant des changements essentiels avec l'affirmation de la télévision comme moyen de communication de masse. La médiatisation implique cependant une différence essentielle: le passage de l'utilisation de l'information comme moyen (complémentaire) de lutte politique à l'application de certaines technologies manipulatrices, orientées vers l'évolution des significations, se manifestant de plus en plus comme une guerre de l'information entre différentes forces politiques. Par conséquent, l'interprétation rationnelle des événements, intrinsèque pour l'action propagandistique, est mythologisée, en se transformant en représentations de masse, irrationnelles comme contenu et émotionnelles comme forme. Ce qui rapproche les outils de la médiatisation et de la propagande, c'est le recours à la manipulation de l'opinion publique, dont l'une des particularités est l'implantation dans la conscience, sous forme d'informations objectives, des contenus désirables pour les producteurs de messages.

En tout cas, les possibilités des médias dans ce sens sont estimées par les spécialistes comme très élevées. Les experts constatent donc qu'un consommateur moyen d'informations, selon

les statistiques, regarde quotidiennement des émissions de télévision et écoute la radio pendant plusieurs heures: ce temps suffit à un spécialiste en programmation neurolinguistique, à l'aide de phonogrammes et de séquences vidéo, de formuler dans la conscience d'une partie de l'audience les représentations nécessaires au commanditaire, même si elles peuvent contredire la réalité.

Après tout, l'essence de la médiatisation de la politique consiste en ce qui suit: l'action politique actuelle, se déroulant pour être diffusée à travers les canaux médiatiques, présente les signes d'une subordination au principe de la logique médiatique [21, pp. 51-51], en termes de développement et de diffusion.

Il est évident que l'on ne peut parler de la médiatisation de la politique en tant que phénomène consacré que lorsque les médias deviennent le champ principal de la communication politique, lorsque les intérêts des propriétaires deviennent les positions politiques des médias qu'ils contrôlent, lorsque, enfin, le jumelage de la politique et des médias se produit définitivement.

Naturellement, la prolifération de la médiatisation politique, entendue avant tout comme une intrusion des médias dans la politique, est due, d'une part, à la primauté de la logique médiatique proprement dite (subordonnée, y compris, aux intérêts commerciaux qui ne peuvent

être négligés), qui détermine la captation de l'attention d'une audience la plus large possible en recourant à des modalités médiatiques engageantes (information sensationnaliste, talk-shows, personnalisation de la politique, spectacularisation du message transmis), et, d'autre part, à la logique de l'action politique qui trouve dans les médias un allié commode ou un partenaire opportun, en profitant du potentiel et des ressources de ceux-ci. A l'intersection de ces deux tendances signalées, les médias, en abordant le phénomène politique, se confrontent avec la nécessité d'une inclination de plus en plus prononcée vers la médiatisation de la politique comme mode d'existence.

Références:

1. La Dépêche (France), 17.10.2016. [On-line]: <http://www.ladepeche.fr/article/2016/10/17/2440902-justin-trudeau-la-mediatisation-de-la-famille-comme-arme-politique.html>.
2. Patrick Martin-Genier. Médiatiser la paix! En: *Le Monde*, 1976, 28 avril 1996.
3. Ludmila Malcoci. *Mass media și opinia publică în societatea de tranziție: interferențe*. – Chișinău, 2000.
4. *Mediatizarea selectivă a evenimentelor și pseudo-pluralismul de opinii sunt elemente ale manipulării informaționale* / API, 17.12.2014. [On-line]: <http://api.md/news/view/ro-mediatiizarea-selectiv-a-evenimentelor-i-pseudo-pluralismul-de-opinii-sunt-elemente-ale-manipulrii->

- informaionale-879.
5. Vladislav Șaran. Tendințe manipulatorii în mediatizarea inițiativei votului uninominal / Centrul pentru Jurnalism Independent, 18.04.2017 [Online]: <http://mediacritica.md/ro/tendinte-manipulatorii-mediatizarea-initiativei-votului-uninomial/>.
 6. Serge Halimi. Les nouveaux chiens de garde. – Paris: Raisons d'agir, 1998.
 7. Luciano Alvarez. Medios de comunicacion y trampas a la democracia. – Buenos Aires: Editorial Humanitas-Claeh, 1990.
 8. Emmanuel Souchier. Le citoyen, le politique et le journaliste. En: Communication et langage, 1997, N 112, pp. 69-84.
 9. Ignacio Hilario De la Mota. Diccionario de la comunicacion / Vol. II. – Madrid: Editorial Paraninfo, 1988.
 10. Mihai Coman. Introducere în sistemul mass media. – Iași: Polirom, 1999.
 11. Melvin DeFleur, Sandra Ball-Rokeach. Teorii ale comunicării mediatice. – Iași: Polirom, 1999.
 12. Walter Lippman. Public opinion. – New York: Transaction Publishers, 1997.
 13. Gladys Engel Lang, Kurt Lang. Los medios y Watergate. En: Doris Graber (comp.). El poder de los medios en la politica. – Buenos Aires: Grupo Editor Latinoamericano, 1986, pp. 244-251.
 14. Frank Esser, Jesper Strömbäck (Eds.). Mediatization of Politics. Understanding the Transformation of Western Democracies. – Palgrave Macmillan, London, 2014; Journalism Studies (Taylor and Francis Group). Special Issue: Mediatization of Politics: Theoretical and Empirical Perspectives,

- 2014, Vol. 15, Issue 3; Thomas Birkner. Mediatization of Politics: The case of the former German Chancellor Helmut Schmidt. En: International Journal of Communication, 2015, Vol. 30, N 4, pp. 454-469; Jesper Strömbäck. Four Phases of Mediatization: An Analysis of the Mediatization of Politics. En: The International Journal of Press / Politics, 2008, Vol. 13, N 3, pp. 228-246; Stephen Cushion, Richard Thomas, Oliver Ellis. The Mediatization of Second-Order Elections and Party Launches: UK Television News Reporting of the 2014 European Union Campaign. En: International Journal of communication, 2015, N 9, pp. 1523-1543.
15. Grigore Georgiu. *Filosofia culturii*. – București: SNSPA, 2001.
 16. Murray Edelman. *Politica și utilizarea simbolurilor*. – Iași: Polirom, 1999.
 17. Pierre Bourdieu. Espace social et genèse des „classes”. En: Actes de la recherche en sciences sociales, 1984, Vol. 52-53, pp. 3-14.
 18. Murray Edelman. Op. cit.
 19. Ioan Drăgan. *Paradigme ale comunicării de masă. Orizontul societății mediatice / Partea I*. – București: Șansa, 1996
 20. Ivan Zassourski. *Media and Power in Post-Soviet Russia*. – Armonk, New York: M. E. Sharpe, 2004
 21. Victor Moraru. *Mass media vs politica*. – Chișinău: CEP USM, 2001.

Moraru, Victor. Mediatizarea politicii: reflecții și constatări. En: *Mass Media: Rev. analitică*, 2017, Iunie, pp. 5-7.

LES NOUVELLES STRATÉGIES MÉDIATIQUES: PERSONNALISATION DE LA POLITIQUE

Parmi les nombreuses et diverses définitions données à l'époque contemporaine, on ne peut ignorer celle qui la qualifie „ère de la personnalisation du pouvoir” [1, p. 232]. Une telle caractéristique ne semble pas du tout fortuite, le processus politique actuel démontrant une importance croissante des aspects personnels en politique, accentuant évidemment la tendance à identifier le pouvoir à ceux qui le détiennent. Les caractéristiques de la personnalisation, détectées dans les processus politiques qui se déroulent avec une intensité variable dans divers États du monde, les changements qui modifient l'orientation de l'action politique, attirent à juste titre l'attention des chercheurs de divers pays [2]. Cependant, la thèse lancée, généralisant un phénomène aussi complexe et univoque que la personnalisation de la politique, implique la nécessité d'une clarification préalable. Il y a tout de même un risque d'attribuer à notre époque l'attribut de l'hypertrophie des éléments personnels dans la sphère politique : l'histoire humaine regorge d'exemples de conjugaison entre

l'action politique et les qualités personnelles des dirigeants, et la tentation de la personnalisation n'est pas du tout récente. Il suffit de mentionner, dans cet ordre d'idées, la préoccupation vivace des gouvernants, connue depuis l'Antiquité, de promouvoir le culte de leur personnalité. Les paroles de Napoléon Bonaparte « Le trône est un homme, et cet homme c'est moi, avec ma volonté, mon caractère, ma renommée » [3, p. 16], sont édifiantes en ce sens.

Une autre question incontournable est la relation entre l'amplification de la personnalisation et l'avancement des principes démocratiques dans la société contemporaine. Dans quelle mesure ces tendances sont-elles compatibles dans une situation où, comme le prétendent les chercheurs, „le leadership politique est la carcasse, l'élément le plus significatif et le plus évident de la vie politique”? [4, p. 5]. Il est largement admis que le pouvoir, du moins aux débuts de la démocratie, était presque anonyme, et que la démocratie aurait mené une lutte constante au cours des siècles contre le pouvoir personnel dans les monarchies ou les dictatures, tendant à imposer un système de pouvoir impersonnel, qui finit par „dégénérer” à nouveau en personnalisation [5, p. 114]. Avant même le déclenchement de la Première Guerre mondiale, Robert Michels soulignait que les tendances oligarchiques des démocraties signifiaient qu'un parti devait avant tout être une organisa-

tion de son chef [6]. Au cours du siècle dernier, ces tendances se sont consolidées. Expliquant le phénomène, Maurice Duverger a admis l'application de la notion de „monarchies républicaines” à des régimes fondés sur la légitimité populaire, mais qui concentrent le pouvoir en une seule personne et ont tellement de pouvoir à l'heure actuelle qu'il pourrait être envié par les rois de l'ancien monarchies [7]. Et cela vaut non seulement pour les régimes présidentiels, où la logique de l'élection directe ou indirecte à la plus haute fonction de l'État alimente cette personnalisation du pouvoir, mais même pour les systèmes parlementaires, où l'exécutif est un produit du parlement, pour lesquels il lui doit son pouvoir et auquel il est comptable [8, p. 73].

Il ressort de ce qui précède que tant la dimension objective que la dimension subjective doivent être prises en compte lors de l'examen du phénomène de personnalisation. Objectivement, le pouvoir personnel appartient à une réalité institutionnalisée, qui détermine la visibilité et l'exceptionnalité de la fonction exercée, tant que cette fonction (soit comme président d'un pays, soit comme chef d'un parti) appartient à une seule personne en qui se concentre le pouvoir. En d'autres termes, la personnalisation est un attribut immanent du système institutionnel de pouvoir lui-même. La dimension subjective, moins liée à la hiérarchie administrative ou partisane, tient à des aspects psycho-

logiques: une personne peut symboliser le caractère et les aspirations d'un pays, d'un peuple, d'un mouvement social, d'un groupe, et représenter le pouvoir qui lui a été confié. Dans ce cas, le consensus politique obtenu par le leader est davantage favorisé par l'intuition et les sentiments exprimés par les sympathisants que par un comportement rationnel. La personnalisation du pouvoir, selon les chercheurs, peut aussi être une expression de l'incertitude qui entoure la société dans des conditions de crise, d'instabilité politique et économique [9, p. 3].

Une élucidation pointue des causes et des conséquences de l'avancement de la personnalisation politique appartient à Max Weber, qui, dans les pages de son ouvrage bien connu, „Économie et Société », a voulu souligner que, dans la mesure où plus la bureaucratie était rigoureuse l'organisation des partis, moins le contenu des discours est important. L'effet des discours est purement émotionnel et a le même but que les manifestations et célébrations organisées par les partis: révéler aux masses la puissance et la confiance dans la victoire du parti et, surtout, présenter les qualités charismatiques du meneur [10]. Dans un autre essai, „Le Politicien et le Scientifique”, Max Weber, toujours confronté au dilemme irréconciliable de choisir entre un modèle de pouvoir rationnel et charismatique, entre la démocratie parlementaire, avec son inévitable glissement vers la corruption et la mé-

diocrité, les pilastres irresponsables du pouvoir bureaucratique, et la démocratie führer, c'est-à-dire une démocratie dirigée, césarienne, qui dans des situations extrêmes se transforme inévitablement en pouvoir absolu du leader charismatique, mentionne que „depuis qu'il existe des États constitutionnels et même depuis qu'il existe des démocraties, le „démagogue” a été le type du chef politique en Occident. L'arrière-goût désagréable que nous laisse ce mot ne doit pas nous faire oublier que ce n'est pas Cléon, mais Périclès qui le premier porta ce nom <...> Certes, la démagogie moderne fait également usage du discours et même dans une proportion quantitativement effrayante si l'on songe aux discours électoraux que le candidat moderne est obligé de faire, mais elle fait un usage encore plus constant du mot imprimé” [11, p. 109].

De ces considérations émerge une conclusion substantielle et significative, capable de justifier la définition mentionnée au début de l'article: la personnalisation de la politique, apparue ni aujourd'hui ni hier, atteint aujourd'hui une phase de prolifération due à ce lien intrinsèque entre politique et communication, et qui caractérise tant le processus politique actuel. On est donc en droit de parler d'une intensification de la personnalisation du politique, voire dans certains cas d'une hyper-personnalisation, stimulée, notamment, par les médias audiovisuels. De plus, par conséquent, la couverture médiatique

imparable de la politique devient un impératif pressant de l'espace politique actuel. Dès lors, si par personnalisation de la politique on entend le processus selon lequel les qualités personnelles du leader deviennent le contenu pertinent de l'offre politique proposée par le parti, de la formation politique, et successivement l'élément central de la médiatisation, force est de constater que le phénomène de personnalisation de la politique s'est également manifesté dans les conditions de la société moldave. Il y a suffisamment de signes qui peuvent confirmer que les tendances et les manifestations de notre processus politique deviennent souvent, et avec l'apport ostentatoire des médias, associées à certaines figures d'hommes politiques, qui apparaissent au premier plan, en subordonnant et parfois en réduisant à leur propre personne toute la complexité de la vie politique elle-même. Il suffit de noter la fréquence, au fil des ans, dans les pages de la presse, dans les émissions de radio et de télévision, des phrases telles que „le parti politique de Lucinschi”, „le parti de Filat”, „le parti d'Usatâi”, „les frontistes de Rosca”, „le Mouvement de Diacov”, „le Parti de Voronine” et ainsi de suite. En utilisant à l'observation la plus élémentaire, nous pouvons voir que dans les documents publiés dans les pages de la presse, les noms des protagonistes de la scène politique moldave sont mentionnés à plusieurs reprises. Toute monitorisation confirme

ce constat. Les statistiques et la fréquence des noms peuvent évidemment varier d'un cas à l'autre, d'un nom à l'autre, d'une publication à l'autre, les contextes et les nuances appréciatives peuvent être différents, mais la tendance, dans le cas d'observations régulières, est cependant évidente: les médias exploitent à l'extrême les noms des hommes politiques et contribuent à leur personnalisation. Ce fait est également confirmé par la fréquence des apparitions de politiciens dans les programmes télévisés. Ainsi, le monitoring des chaînes de télévision de la république montre que les plus médiatisés sont, traditionnellement, le président de la république, le premier ministre, les autres responsables politiques [12, p. 21 ; 13; 14].

Non pas que ces choses constitueraient une „canonisation” du politicien, mais il est évident, néanmoins, leur l'hyper-présence médiatique. On notera, à titre de comparaison, que jusqu'en 1989, très rarement les éléments de personnalisation pourraient être attribués à l'activité de la presse. En quelques années, la centralité médiatique des dirigeants et de leur image est devenues écrasantes. Les médias évoluent de plus en plus vers la personnalisation, qui devient pour eux une priorité et, pratiquement, une prérogative. La presse décigne la désignation des personnalités de l'année, du mois, de la semaine, en décelent les „héros du jour” (recrutés, bien sûr, dans les arènes politiques), les hiérarchise, les teste, les apprécie, les en leur donnant des notes.

Des pages entières sont consacrées aux débats sur les qualités du futur président du pays, aux entretiens, souvent longs, avec les „nouveaux Olympiens”. Le lancement de nouvelles émissions de télévision tourne aussi autour du trône ou des sièges au Parlement. Le titre de „persona grata” pour la télévision est obtenu par les mêmes dirigeants politiques, démontrant clairement la position et les préférences des producteurs dans la structuration de l’agenda informationnel du jour. L’accent est mis sur le pouvoir, sur les personnes qui l’incarnent ou aspirent à le conquérir. Se produit la personnalisation des positions et des enjeux politiques, des programmes et des options des partis. Les images lancées par les médias obtiennent la qualité de catalyseurs de consensus, à cet effet les appels, les discours, les déclarations médiatisées étant subordonnés à celui ci. La politique apparaît désormais, en quelque sorte, moins idéologisée, l’attention étant plus focalisée principalement sur les caractéristiques personnelles des personnages médiatiques que sur les aspects purement politiques. Ainsi, de la personnalisation du message on arrive à la personnalisation de la politique. Ce sont là, en effet, des traits novateurs qui ont caractérisé le processus politique et médiatique de ces dernières années, le modifiant profondément, par rapport à l’expérience antérieure, comme le confirment les recherches entreprises dans divers pays.

Il serait cependant erroné de considérer que le phénomène n'est propre qu'aux nouvelles démocraties ou aux démocraties occidentales consolidées et qu'au sein du régime totalitaire il n'y a pas eu d'effets déterminés par la promotion de la personnalisation politique. Elle ne manquait pas dans l'arsenal de la propagande communiste, mais le mécanisme de fonctionnement avait des particularités. En l'absence de la compétitivité politique, l'accès à la classe politique et, par conséquent, l'avancement au premier plan de l'attention publique s'est effectué de manière très rigoureuse et, voire, centralisée, basée sur certains principes strictement unifiés, ce qui comportait la formation d'une élite intégrée et unicolore. Les médias ont joué un rôle mineur dans ce processus, en tout cas secondaire et, finalement, nondécisionnel. Il était pourtant permis aux médias de créer certains personnages, mais créer des personnages politiques, au sens courant du terme, c'était tout à fait inimaginable dans ces conditions-là. La nouvelle ambiance politique a favorisé la disparition des barrières à la compétitivité politique dans l'espace post-soviétique et a contribué au lancement de la soi-disant „génération d'hommes politiques de 1989”, très hétéroclite en termes de composition, mais évidemment marquée par les traits nouveaux. Pour la société, la „découverte” de la politique a aussi signifié la découverte de nouveaux leaders, et si la politique est devenue engageante

et attractive au sens plein du terme, c'est aussi grâce aux personnalités qui y ont été intégrées. La politique comme activité s'avère redéfinie et centrée sur un autre type de communication. Évidemment, l'affirmation de la personnalisation de la politique s'est faite non seulement grâce à l'émancipation de la société, mais aussi avec la montée des médias.

Un facteur qui ne peut être négligé à cet égard, et dont témoignent les données des enquêtes sociologiques, est la prédominance à cette époque dans la disposition des masses du sentiment de frustration, de l'état d'esprit caractérisé par une certaine forme de déception, une certaine confusion et, par conséquent, l'accent est mis de plus en plus sur les aspirations paternalistes. Les politologues remarquaient, à propos de la période de lancement des transformations, que „la psychologie de la dépendance continue de se manifester dans la société moldave dans l'attitude des citoyens envers leurs députés, envers les structures de pouvoir du pays” [15, p. 82]. Une source d'accroissement de la personnalisation de la politique se trouve sans doute dans cet état d'esprit de la population. L'ascension vertigineuse de Vladimir Poutine au sommet de la pyramide du pouvoir en Russie, par exemple, mais aussi dans d'autres États post-socialistes (Roumanie, Ukraine, etc.) [16; 17], est une preuve pertinente à cet égard. Malgré tout le dynamisme qui caractérise son

évolution, le phénomène de personnalisation de la politique en République de Moldova est cependant encore à sa phase initiale. Et les perspectives de développement de la personnalisation s'heurteront probablement, d'une façon inévitable, aux plusieurs défis, tels que: l'hypermédiation des personnalités politiques au détriment de la couverture journalistique de tout l'éventail des enjeux sociopolitiques actuels, la spectacularisation de la vie politique [18], la simplification de messages politiques. Certains auteurs envisagent la situation dans laquelle le parti politique est „au mieux, une équipe de batteurs, des admirateurs qui accompagnent un soliste... une sorte de queue de comète qui escorte le chef” [19, p. 2]. Qu'il ne s'agisse pas d'un cas singulier et extraordinaire est confirmé par l'expérience des démocraties occidentales, bien plus avancées dans le processus de personnalisation des dirigeants: „le jeu ne se joue qu'entre une dizaine de stars, toujours les mêmes. A la place de la vieille démocratie des débats internes et entre forces politiques, le système du signaux s'est instauré à travers la télévision ou les grands journaux... C'est ainsi que meurt la politique. Les politiciens survivent, peu nombreux et toujours les mêmes” [20, p. 69]. En définitive, on peut constater que les différents aspects, souvent contradictoires, de personnalisation de politique, en tant que circonstance marquant de manière significative le processus politique de

ces dernières années, mérite une attention particulière de la part des chercheurs.

References:

1. Javier Del Rey Morato. Los juegos de los políticos. – Madrid: Tecnos, 1997.
2. Ian McAllister. The personalization of politics. En: R.J. Dalton, H.- D. Klingemann (Eds.). The Oxford handbook of political behavior. – Oxford, UK: Oxford University Press, 2007, pp. 571–588; Antonio Laguna Platero. Liderazgo y Comunicación: La Personalización de la Política. In: Anàlisi, 2011, Issue 43, pp. 45-57; Rahat, Gideon, Tamir Sheaffer. The Personalization of Politics: Israel, 1949–2003. En: Political Communication, 2007, Vol. 24, N 1, pp. 65–80; Lucia Picarella. Presidentialización y personalización en el Sistema Político Español, 1975-2008. En: Revista Enfoques, 2009, Vol. VII N 11, pp. 517-546; Gianvittorio Carrara. The Personalization of Modern Politics. En: European Review, 2007, N 1, pp. 151-164; Lauri Karvonen. The personalisation of politics. A study of parliamentary democracies. – Colchester: ECPR Press, 2010, etc.
3. Max Gallo. Napoleon. Vol. IV. L'Immortel de Sainte-Hélène. – Paris: Robert Lafont, 1997.
4. Valeriu Moşneaga, Valentin Biniuc, Tudor Spinei. Liderismul politic. In: Politologia: Prelegeri la cursul universitar. Partea III. – Chişinău: USM, 1995, pp. 5–64.
5. Jose Luis Dader. Tratado de comunicacion politica. – Madrid: CERSA, 1998.

6. Roberto Michels. Lotta tra i leaders per il potere. In: *La sociologia del potere* (a cura di Franco Ferrarotti). – Roma: Laterza, 1977, pp. 127–149.
7. Maurice Duverger. Les monarchies. En: *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 1996, N 78, pp. 107-120.
8. Alejandro Munoz Alonso. *Politica y nueva comunicacion*. – Madrid: Fundesco, 1989.
9. Jörgen Hermansson. *The Personalization of Party Politics: The Voters' Perspective*. – Rome: The Norwegian institute in Rome, 2011.
10. Max Weber. I tipi del potere. En: *La sociologia del potere / a c.di F. Ferrarotti*. – Roma: Laterza, 1977. – pp. 3–46.
11. Max Weber. *Le savant et le politique*. – Paris: Union Générale d'Éditions, 1963.
12. Actorii politici și televiziunea. Raportul CIVIS. În: *Arena Politicii*, 1997, nr. 3, pp. 20–21.
13. Monitorizarea prezenței actorilor politici/ electorali la principalele canale de televiziune în perioada preelectorală, electorală și postelectorală a alegerilor parlamentare din 2009. APEL. Raport final. – Chișinău: Chișinău-Prim, 2009. – pp. 48–50, 56–58.
14. Victor Moraru. Alegerile parlamentare (2009) din Republica Moldova și mass-media. În: *Provocările globalizării la începutul mileniului al treilea*. Vol. II. – Sibiu: Universitatea «Lucian Blaga», 2009. – pp. 75–84.
15. Frunțașu Platon, Rusnac Gheorghe. *Republica Moldova pe calea democratizării*. – Chișinău: USM, 1999.
16. Pavel Dan. De ce il uraste Severin pe Basescu? – <http://www.9am.ro/stirirevista-presei/2005-08-08/de-ce-il-uraste-severin-pe-basescu.html>

17. Iryna Solonenko, Peter Rutland. Beyond sticks and carrots: Western policy towards Ukraine. -<http://ukraineanalysis.wordpress.com/2011/08/06/beyondsticks-and-carrots-western-policy-towards-ukraine/>.
18. Victor Moraru. Turning politics into a show and security En: *Strategic impact* (Bucuresti), 2006, N 2, pp. 57-60.
19. Oleg Serebrian. Stânga... Dreapta... En: *Jurnal de Chișinău*, 2000, 11 février.
20. Alberto Sensini. Dalla democrazia dei partiti all'oligarchia. În: *Nuova antologia*, 1999, ottobre-dicembre, pp. 64-71.

Victor Moraru. New media dimensions: personalization of politics En: *Revista de administrație publică și politici sociale* / Universitatea de Vest „Vasile Goldiș” din Arad, 2016, Vol. 8, N 1, pp. 54-61.

LA MIGRATION, SOURCE DE SOUCIS

Il ne fait aucun doute que le problème formulé dans l'agenda du Colloque „Penser l'Europe” se configure vraiment, et ça a été souligné, par tous les intervenants, comme une question extrêmement actuelle, et correspond parfaitement à l'esprit de PENSER L'EUROPE, c'est-à-dire d'essayer de prévoir ce qui peut succéder et quelles pourraient être les solutions possibles pour les situations envisagées.

Dans ce contexte, après avoir réfléchi sur la problématique proposée, j'ai choisi de parler aujourd'hui sur le sujet de la migration et sur le fait comme elle est perçue par les médias.

Je suis très content que le problème de la migration, en tant que défis sérieux de notre temps, ait été mise en évidence par l'académicien Eugen Simion.

Donc, la migration, représente une vraie source de soucis pour les gouvernants et les savants, pratiquement du monde entier. Et, bien sûr, la République de Moldova et la Roumanie ne font pas exception.

A titre d'observation préliminaire, il faut noter que je représente ici l'Académie des Sciences de Moldova, l'Institut de Sciences Politiques,

entraîné pleinement dans l'analyse des problèmes socio-politiques du pays. A ce moment, sans oublier les problèmes politiques majeurs d'existence de la République de Moldova, impliquée dans tout genre de pressions, la migration représente un grand problème pour le pays, où, conformément certaines données statistiques, un tiers de la population se trouve en dehors du pays.

Et nous sommes obligés de nous prononcer pour – il est évident – ne pas stopper la migration – fait qui n'est ni possible, ni nécessaire, mais penser aux solutions pertinentes pour optimiser ce processus, pour valoriser les opportunités qu'il nous offre – c'est, selon moi, obligatoire.

Dans la perspective de contribuer à élucider ce phénomène, nous, à Chisinau, nous avons récemment inauguré une collection de livres, „Migration – problèmes et opportunités” – quatre publications de cette série sont déjà éditées, les autres ouvrages sont en processus d'élaboration.

En général, la migration, d'une part, et l'évolution dynamique des médias, d'autre part, sont les phénomènes les plus marqués par un développement spectaculaire, caractérisés par une ampleur extraordinaire.

Même, dans ce contexte, quand nous parlons des droits des hommes et des valeurs du monde européen, on peut facilement observer que ces problèmes convergent avec les problèmes de la migration.

C'est pourquoi je trouve absolument justifié de consacrer mon intervention dans le cadre de ce colloque au problème de la migration, exposant un nœud intégral de problèmes. Et on doit souligner qu'il convient d'accentuer qu'il n'est pas possible de l'interpréter d'une manière univoque.

Les récentes statistiques ne cessent d'évidencier les dimensions planétaires de ce phénomène, avec les profondes conséquences d'ordre social, économique, et parfois politique. Il est suffisant de mentionner qu'une personne sur 35 vivant sur la planète est migrant, et si on suppose la possibilité de réunir dans un lieu les migrants, leur ensemble peut constituer le cinquième – sixième pays dans le monde rapporté au nombre de la population.

Les flux migratoires montrent des proportions, qualifiées comme des vagues qu'il est impossible d'arrêter. Dans la vision des auteurs notoires, comme est, par exemple, Umberto Eco, le Tiers Monde se trouve aux portes de l'Europe et il va entrer même si l'Europe n'est pas d'accord. L'écrivain italien se résigne en face de ces réalités, en constatant: „il n'existe aucune possibilité d'arrêter cette grande migration. Il faut, pratiquement, se préparer à vivre une nouvelle époque de la culture afro-européenne”. Et on peut préciser, selon nous, asiatique-européenne, ou dans notre cas – déterminé par les circonstances connues – européenne de l'est – européenne occidentale.

De nombreux débats entourent aujourd'hui la question de l'intégration des immigrés dans les sociétés occidentales. Les flux d'immigrés de plus en plus importants en provenance des pays de l'Est amènent certains observateurs à souligner les clivages sociaux, culturels ou religieux qui en découlent. Les préoccupations relatives à un affaiblissement éventuel de la cohésion sociale et à une perte d'identité nationale occupent le premier plan de l'actualité médiatisée. Ces débats ont parfois tendance à reléguer au second plan un problème persistant et important, celui de la situation désavantageuse à laquelle sont confrontés un bon nombre d'immigrés sur le marché du travail. En fait, la migration c'est presque toujours un drame. Drame familial, drame économique, social, même politique. Il est important toujours de le gérer d'une manière adéquate.

Dans le cas où les traits essentiels de la migration sont complexes, il faut tenir compte de nombreux facteurs qui l'influencent et caractérisent son état actuel:

a) la mondialisation qui annule les distances, en facilitant la mobilité de la population à partir de n'importe quel endroit dans n'importe quelle partie du monde;

b) la régionalisation de la migration: l'orientation de la mobilité des originaires d'Amérique Latine vers les États-Unis, de ceux de l'Europe de l'Est et de l'Afrique du Nord en Union Eu-

ropéenne, les flux migratoires intenses en Asie etc.;

c) l'accélération quantitative: à l'échelle mondiale ont été enregistrés 75 millions de migrants en 1965, 120 millions – en 1990, 175 millions – en 2000, plus de 200 millions dans la première décennie du XXI^e siècle;

d) l'approfondissement des implications politiques, économiques et sociales des processus migratoires;

e) l'internationalisation croissante de l'activité économique et financière;

f) une véritable symbiose entre la migration et la recherche d'un emploi: la migration est déterminée de plus en plus par la recherche d'un emploi comme une tendance toujours plus renforcée;

g) l'augmentation de la composante féminine de la migration;

h) la manifestation évidente de la migration illégale;

i) la consolidation des éléments de la migration circulaire;

j) l'augmentation du nombre de cas d'intégration réussie des migrants;

k) la multitude des causes de la migration, y compris l'exode forcé de la population dû à la pauvreté, aux guerres, aux conflits ethniques, etc.;

l) la diversification des motifs pour émigrer;

m) les proportions significatives de „la fuite des cerveaux” etc.

Parmi les gouvernants des divers pays d'accueil des migrants est assez répandu l'approche judicieuse envers la migration. Le ministre italien de l'intérieur, par exemple, a exprimé l'opinion que les craintes du public au sujet de la migration sont en grande partie le résultat des erreurs qui ont permis le phénomène migratoire incontrôlé, en ajoutant que des importants efforts devraient être faits pour sensibiliser le public à comprendre que les travailleurs étrangers sont nécessaires, compte tenu du fait que la baisse de la natalité en Europe rend l'importation de la force du travail actuelle et représente une composante essentielle du processus de développement du pays et de maintenance d'un certain niveau de vie.

En fait, la crainte d'une énorme vague de migrants économiques n'est pas fondée. Cependant, il est clair qu'un si grand processus, comme celui de la migration devrait être expliqué, réglementé et optimisé.

Dans ce contexte, un facteur comme les médias-communication ne devrait pas être négligé. Ils ont un rôle très important dans un univers socio-politique et économique qui subit des changements, un rôle d'instrument de médiation sociale et d'intégration. Il convient de souligner l'importance des médias dans l'affermissement des valeurs des peuples, dans le développement de la société. Les moyens de communication de masse, en tant que lieu pour

la rencontre des diverses cultures, assurent la viabilité du dialogue, en participant à l'extension du marché libre des idées et en soutenant les principes de l'intégration.

À partir de nombreux exemples, puisés dans l'actualité récente, le monitoring des médias aide à comprendre les mécanismes de l'action médiatique et les particularités de l'activité des institutions des médias en abordant la question de la migration. Les médias contribuent à l'adaptation du migrant dans un environnement étranger, elles offrent la possibilité de réaliser la chance de l'intégration. Egalement, il faut remarquer que les réalités sociales actuelles exigent un traitement approfondi et consciencieux, même le phénomène de la migration n'est guère simple.

Tout d'abord, les médias sont des véhicules de la communication interculturelle. L'approche de la migration du point de vue interculturel implique le développement des stratégies et des formules journalistiques spéciales, une telle sensibilisation du public qui est axée sur les questions d'ordre interculturel dans la société. Le message proposé par les médias, respectivement, porte sur la présentation des réalités diverses, sur la mise en évidence de l'expérience des personnes dans des situations interculturelles, sur la promotion d'une véritable correspondance entre les cultures en insistant sur la transmission de la „charge culturelle” nationale et l'acceptation de l'altérité.

On peut utiliser cela – et déjà dans la pratique ancrée dans les médias – des études de cas, la publication des extraits d'œuvres littéraires, des textes informatifs sur les questions de civilisation, des présentations des résultats des sondages sociologiques, la divulgation des aspects culturels, la comparaison des cultures (il a été noté que le cadre interculturel implique principalement des représentations contrastées), etc. Les chances des médias en couvrant divers aspects de l'éthique interculturelle et la promotion de l'interculturalité sont assez grandes. La présence de l'individu dans un environnement culturellement diversifié est tout aussi passionnante et génératrice de la nouveauté, étant séduisante comme sujet journalistique. La même attractivité peut présenter les conflits enregistrés dans la communication interculturelle.

La migration stimule l'interaction des gens de différentes ethnies, races, langues et cultures. Grâce à cette communication, déterminée par le processus de migration, les gens enrichissent leur connaissance des pays et des peuples, différents par rapport à ceux auxquels ils appartiennent, acquièrent des compétences linguistiques et professionnelles.

En tout cas, l'extension de la migration implique pour les médias et pour les politiciens la nécessité d'appliquer une observation attentive de la mobilité de la population et de la participation active en vue de canaliser cette mobilité dans

une direction adéquate, raisonnable et surtout d'atténuer ses conséquences réprobables. Cela est dû, notamment, au fait que les médias sont pour les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs, les internautes, une source essentielle pour obtenir des informations sur ce secteur de la vie sociale et économique qui incarne la migration. Selon les données des enquêtes sociologiques, une partie importante de l'auditoire des médias – de 17,5% à 19,1% – connaît seulement grâce aux pages de la presse, aux émissions de la radio ou de la télévision les détails sur le pays d'accueil.

Si l'on accepte, comme une des définitions possibles et concises, que „communiquer” signifie „mettre en évidence les éléments communs”, les valences interculturelles offrent les opportunités d'accroître et révéler des éléments communs, de mettre en évidence les similitudes et les différences, pour surmonter les obstacles qui peuvent empêcher à reconnaître et à mieux comprendre un environnement étranger et les „autres” afin d'enrichir le spirituel et finalement de procéder à une appréciation et à l'ouverture pleine.

Il existe, évidemment, des limites et des blocages des médias dans le contexte de la diversité interculturelle. Les pages de la presse, de la radio et de la télévision attestent, souvent, la perception confuse de ces problèmes, montrant la connaissance insuffisante des situations réelles.

D'où le traitement superficiel des sujets en question. Les médias exploitent, en plusieurs reprises, le régime des clichés, des stéréotypes obsolètes, et les journalistes au lieu de renverser ces stéréotypes, ou de les régler, arrivent à les entretenir et perpétuer.

Respectivement, dans ce cas, le dilemme sur „attirer l'attention à l'essence du phénomène” ou „souligner son élément spectaculaire” est résolu en faveur de la seconde option. Donc, parler des vrais problèmes de la migration dans les médias signifie souvent parler du „fait divers”. Alors qu'il existe le besoin d'analyse, de journalisme d'investigation. Il faut identifier les problèmes, clarifier leur taille et leur poids réel, mettre au clair les questions principales, allant même jusqu'à suggérer des réponses pratiques. Il est nécessaire, au lieu de lancer des thèses alarmistes, de donner une estimation, plus ou moins précise, des situations quotidiennes. L'analyse s'impose. Les réflexions des journalistes qui traitent des questions sur la migration relèvent souvent de réelles difficultés dans l'interprétation des problèmes.

La pratique journalistique montre que les médias focalisent leur attention quasi exclusivement sur les migrants irréguliers (les „clandestins” ou ceux qui ne sont pas en règle avec leur permis de séjour), sur leurs comportements illégaux (entrée irrégulière dans le pays ou comportements délictueux) et se contentent le plus

souvent d'informer en résumé sur les faits divers sans approfondir le sujet par des analyses ou des enquêtes.

Il faut aussi souligner, selon les opinions des experts, qu'en fournissant une information orientée surtout vers les clandestins, les couches les plus pauvres de l'émigration ou vers la conduite déviante, les médias présentent, dans de nombreuses publications, les situations marquées par la dégradation, ce qui contribue à faire éclater la connotation négative du phénomène de la migration.

Les études effectuées constatent que la presse occidentale n'offre pas des témoignages des personnes arrivées dans le pays d'accueil à la recherche d'un emploi, elle ne s'occupe que de manière très restreinte de leurs problèmes, presque jamais de leur culture, de leur contexte de vie ou de leurs aspirations. Les problèmes d'intégration et d'accueil – vus du point de vue de la personne d'origine étrangère – ne sont presque jamais traités. Si la figure du migrant est présentée de manière favorable, c'est parce qu'il s'agit d'un individu correspondant aux besoins de l'économie nationale et aux intérêts du pays d'accueil. La parole d'ordre qui devrait accompagner les „histoires des migrants” c'est tout d'abord „la dignité humaine” quelles que soient les circonstances dans lesquelles cela se produit.

Les relations entre les autochtones et les migrants, les problèmes de cohabitation et d'inte-

raction, d'accueil et d'inclusion, de l'intégration entre les cultures ne sont pas considérés comme importants, intéressants pour les lecteurs, ne pouvant pas assurer des „titres attractifs”. Même la discussion sur la valeur économique des migrants, sur le besoin d'économie nationale en main-d'œuvre étrangère est rarement présente dans les médias. En tout cas, on entrevoit la préférence des médias pour la promotion d'une attitude critique vis-à-vis de la migration, sans proposer des solutions raisonnables, sans suggérer des modalités capables à contribuer à surmonter des situations difficiles.

Depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne, des centaines de milliers de Roumains ont émigré vers l'Europe de l'Ouest. Les flux migratoires en provenance de la République de Moldova ont aussi un impact majeur sur le nombre total de la population et sur la structure socio-économique. La migration se transforme en un processus constant d'ordre politique, socio-économique et culturel, restant l'une des principales causes de l'évolution des pays en général. Donc, il est tout à fait évident que les processus migratoires et leurs conséquences sont un facteur extrêmement important pour l'évaluation des perspectives de développement de la société.

Victor Moraru. *La migration – source de soucis*. En: *Caete critice* (Directeur acad. Eugen Simion, Fundația Națională pentru Știință și Artă, București), 2014, N 3, pp. 72-79.

LA RELIGION DANS LE CONTEXTE DE LA MIGRATION

Le phénomène de la migration a marqué profondément l'existence de l'humanité à travers tous les siècles et continue à exprimer pleinement des temps que nous vivons. Et ce n'est pas par hasard l'attention accordée par la société à cet immense enjeu des migrations qui porte, de façon décisive, tous les signes de la mondialisation.

Les experts ont noté que plusieurs types de flux peuvent être distingués dans le spectre multiple des manifestations de la mondialisation économique: biens et services (libre-échange), capital (marchés financiers internationaux) et technologie. Une place particulière y est occupée par le flux de personnes, à savoir la migration.

„Le flux global d'investissement et de savoir-faire implique toujours la mobilité des gens». L'affirmation appartient à Steven Castles qui, au début des années '90 du siècle dernier, prévoyait que les premières décennies du 21ème siècle seront „l'âge des migrations”, en soulignant plus récemment que la migration internationale se classe comme l'un des facteurs les plus importants dans le changement global.

Comme notre monde – à travers les actions humaines, économiques politiques et technologiques se transforme en „espace social commun”, la mondialisation des processus migratoires augmente la perméabilité objective des frontières des Etats, ainsi que la vitesse et l'intensité des flux de ressources humaines.

L'augmentation de la population mondiale s'accompagne d'une augmentation du nombre de migrants: durant une période de 5 ans la population mondiale a augmenté annuellement de 1,7% en moyenne, l'augmentation moyenne annuelle du nombre de migrants était de 2,6% – statistique officielle. *Le Rapport mondial sur les migrations 2016* indique la chiffre de 232 millions de migrants (plus de 3% de la population mondiale), ce qui entraîne l'adoption par un nombre croissant des États, de la législation sur les processus de migration, la mise en place de structures pour une meilleure gestion des migrations, le renforcement de la coopération en concluant divers accords de migration.

La Moldavie est parmi les pays les plus touchés par la migration, à court et à long terme. La migration, en particulier de la population active, est devenue une caractéristique pertinente des processus socio-économiques et politiques actuels du pays. „Le phénomène migratoire en République de Moldova continue d'être déterminé par la migration internationale avancée des citoyens moldaves selon le „Profil Étendu

de la Migration, 2016”. Les chiffres distribués dans la presse et dans les recherches menées indiquent entre 300 000 – 400 000 à 700 000 – 800 000 et même à un million d’émigrants moldaves, tiers de la population du pays. Plus de 20% des enfants ont au moins un parent parti à l’étranger depuis longtemps. Dans le cas de 10% des mineurs, les deux parents sont à l’étranger. L’ampleur des proportions que ce phénomène dénote, et ses conséquences génèrent des soucis. Bien sûr, la migration a aussi des traits positifs, bénéfiques. Parfois, l’économie nationale dépend dans une certaine mesure des revenus gagnés à l’étranger que les migrants rapatrient chez eux. En Roumanie, par exemple, le volume des rémittances montent à 6 % du PIB. En Moldavie on estime que cet indicateur est encore beaucoup plus élevé.

De nombreux débats entourent aujourd’hui la question de l’intégration des immigrés dans les sociétés d’accueil. Les flux d’immigrés de plus en plus importants en provenance des pays de l’Est amènent certains observateurs à souligner les clivages sociaux, culturels ou religieux qui en découlent. Les préoccupations relatives à un affaiblissement éventuel de la cohésion sociale et à une perte d’identité nationale occupent le premier plan de l’actualité médiatisée. Ces débats ont parfois tendance à reléguer au second plan un problème persistant et important, celui de la situation désavantageuse à laquelle

sont confrontés un bon nombre d'immigrés sur le marché du travail. En fait, la migration c'est presque toujours un drame. Drame familial, drame économique, social, même politique. Il est important toujours de le gérer d'une manière adéquate.

Et ici on peut compter sur la religion. Il semble, en fait, qu'une grande partie du processus d'intégration des immigrants doit nécessairement passer par la sphère religieuse, surtout en Europe.

A travers les flux migratoires se produisent des „rencontres culturelles” ou vraiment „chocs culturels”. Dans un tel contexte la question de l'intégration obtient le sens prioritaire, et la profession religieuse peut devenir la clé de la dynamique et des stratégies d'intégration: les institutions religieuses deviennent des lieux d'agrégation et de préservation de l'identité culturelle des migrants.

Conformément aux recherches effectuées dans le domaine de l'interculturalité, les pratiques du multiculturalisme et de la défense des droits culturels se produisent souvent dans la sphère religieuse. Le voile des femmes musulmanes, le turban sikh ou le samedi des Juifs montrent comment la vie quotidienne, l'économie, le travail, l'école sont en réalité étroitement connectées au domaine de la religion. Et tandis que la religion est souvent liée à la musique, à la nourriture, aux boissons, aux pratiques, aux

symboles ou aux formes artistiques, il est indéniable qu'elle ait en même temps un certain impact sur la vie spirituelle des individus et des pays, influant souvent la politique, l'économie et tout autre domaine de la vie sociale.

Pour l'immigrant, l'identité est inévitablement le résultat de sa vie quotidienne, ses relations, son degré d'intégration et l'attitude de la société d'accueil. Dans cette phase difficile, l'acceptation, même religieuse, est essentielle; si le migrant éprouve une hostilité envers sa culture et sa religion, il sera, comme il se présente normalement, dans une „cage” communautaire et religieuse. En effet, en découvrant que dans de nombreux groupes et communautés formés par des immigrants qui cherchent pratiquement à recréer un morceau de maison, on parle le même dialecte, on respecte les mêmes traditions de leur propre pays, le migrant prend conscience de la même manière de vivre la religion. Dans ce cas, la nostalgie prévaut et rappelle les origines, une attitude de fermeture inter-états. De telles communautés, d'une part, rendent visible le pluralisme culturel et religieux, d'autre part, elles représentent elles-mêmes la représentation de la fragmentation culturelle.

Outre des ressources spirituelles, les institutions religieuses fournissent aux migrants des ressources matérielles, sous forme d'assistance et de soutien dans les difficultés des processus d'établir des ressources sociales, en tant que ca-

talyseurs et pas rarement promoteurs, de l'appartenance et de la confession. Leur rôle était donc important sur deux volets: celui de la sauvegarde, ou plutôt de la reconstruction, de l'identité culturelle et de l'intégration dans le nouveau contexte. Au lieu de s'opposer, les deux aspects se sont entrelacés: de nombreux immigrants sont devenus citoyens de la nouvelle société dans laquelle ils ont choisi de mettre leurs espoirs sur une vie meilleure, grâce aux ressources que l'adhésion religieuse leur a apportées.

L'expérience troublante du chaos, qui s'écoule lorsqu'ils franchissent les limites de leur propre compréhension intellectuelle de la réalité, se heurte aux grilles interprétatives offertes par la religion. Par conséquent, la religion, avec toutes ses articulations, aide les migrants à créer une nouvelle existence dans un contexte nouveau et pluraliste. Elle réalise sa fonction sociale. En résumé, on pourrait dire que les églises et toutes les communautés de foi dans les pays d'accueil ont un rôle à jouer dans le processus de migration. Elles peuvent devenir ainsi un pont entre différentes cultures. Si l'on ne partage pas cette responsabilité, on contribue dans une certaine mesure à un risque d'aliénation, de frustration et de marginalisation des migrants.

Un bon exemple c'est l'expérience des migrants moldaves en leur relation avec la religion. La formation et le renforcement des communautés des citoyens moldaves de l'Italie (mais

aussi le Portugal, la France, la Grèce, etc.) ont été en étroite corrélation avec la création et l'enregistrement des paroisses par les émigrants moldaves (juste comme la présence de ceux-ci ont contribué partiellement à l'ouverture de certaines missions diplomatiques d'Etat moldave). Les premières églises pour les émigrés ont apparu en Italie trois à quatre ans après la première vague d'immigrants en Italie (à la fin des années '90). Les citoyens moldaves arrivés à Rome ont assisté à l'église russe près de Termini en 1999-2001, après quoi un groupe d'initiative a demandé à l'épiscopat roumain d'Europe centrale et méridionale à Paris d'approuver la création d'une paroisse orthodoxe de Moldaves à Rome „ Saint Martyr Mina”, gérée, à partir de là jusqu'à présent par le prêtre Iurie Hâncu, originaire de la ville Băcioi, Moldavie. En 2001-2002, la paroisse a été installée, dans une grande église catholique, située sur la rue Aureliana, près de la station Termini, à Rome. Aujourd'hui, en Italie, nous avons des dizaines de paroisses orthodoxes, en particulier en Italie du Nord: certaines opèrent sous la juridiction de l'Episcopat de l'Italie (Patriarcat de Roumanie), dans d'autres – les prêtres nommés par le métropolitain de Chisinau.

Avec la création des paroisses orthodoxes, les premiers bulletins paroissiaux avec des informations non seulement religieuses, mais aussi visant les réalités d'Italie et de la République de

Moldova (pour la période 2002-2003 ces publications étaient importantes car il n'y avait pas encore de téléphones et d'accès gratuit à Internet, Skype, etc., lorsque la majorité des citoyens moldaves étaient des immigrants illégaux, sans permis de séjour, lorsque les flux migratoires augmentaient de façon explosive). De nombreux immigrants moldaves ont eu une période de 3 à 7 ans de résidence illégale en Italie, c'est pourquoi ils n'ont pas pu retourner en Moldavie pour voir leurs familles.

En outre, dans les paroisses, dans les années 2002-2003, les premières écoles dominicales pour les adultes ont été organisées, car l'exigence la plus essentielle pour les immigrants était la connaissance de l'italien, pour trouver du travail, une maison, intégrer leurs enfants à l'école et communiquer avec les enseignants et les autorités. Dans le même temps, les cours dans le cadre des écoles du dimanche ont également été tenus en roumain, parce que le but principal des organisateurs de l'école du dimanche était de garder le roumain dans la communauté, la continuité des traditions et des coutumes.

À partir de 2005, les premières cours de danse populaire pour les citoyens moldaves (et leurs enfants) en Italie sont organisées, les entraîneurs étant des danseurs de l'Ensemble académique „Joc”. Ainsi, les communautés de ressortissants moldaves sont apparues au niveau local – en organisant diverses manifesta-

tions culturelles, déterminées par la nostalgie, par le désir de se faire connaître non seulement comme travailleurs, mais aussi comme conservateurs de belles traditions. Le capital humain exceptionnel de ces paroisses valait la peine – à l'église de Rome, j'ai rencontré en 2003 des médecins, des traducteurs, des sculpteurs, des vignerons, des vendeurs, des photographes, etc.

En même temps, les plus grandes associations de citoyens moldaves ont été créées dans plusieurs églises. En 2003, l'église „Saint Martyr Mina” à Rome comptait environ 700 personnes. Les nouvelles paroisses avaient également comme but le soutien tant spirituel que matériel des familles d'immigrants. Une aide constante était accordée aux enfants du pays d'origine sous forme de nourriture, de vêtements, d'argent.

Le rôle des communautés religieuses s'avère donc significatif si l'on prend en considération leur impact sur le maintien, le renforcement de l'identité culturelle des immigrants, sur la promotion et l'apprentissage la langue roumaine. Jusqu'à présent, de tels centres éducatifs fonctionnent dans plusieurs églises. Si, à l'heure actuelle, après 25 ans de migration, un grand nombre de citoyens moldaves et leurs enfants parlent roumain et maintiennent le roumain comme langue de communication familiale, c'est en grande mesure grâce à l'impact de la religion dans le pays d'accueil.

Pour conclure, l'importance de la religion dans le processus d'intégration des citoyens moldaves était fondamentale aux premières étapes de la constitution des communautés d'immigrés en Italie.

Victor Moraru. La religion dans le contexte de la migration: l'impact sur les processus d'intégration des migrants.
En: **Penser l'Europe: Le Séminaire International**, București, 16-ème éd.: Les religions et l'identité européenne, 28 Sept. – 1 Oct. 2017. – București, 2018, pp. 180-183.

ENSEIGNER L'HISTOIRE: LES ENJEUX DU PRÉSENT

Le sujet proposé pour la discussion s'avère être infiniment polyvalent, d'une certaine façon, il peut être associé à une boule de neige qui grossit lorsque vous la lâchez du sommet de la colline. Dans ce cas il faut, sans doute, choisir un des aspects qui pourrait présenter le problème dans son ensemble, en partant de ses éléments particuliers. J'ai choisi, d'une manière un peu pragmatique, on pourrait dire, les questions liées à l'histoire dans le contexte de l'enseignement de l'histoire et de l'actualité de l'histoire dans les médias (ou les médias sont interprétés aussi comme un véhicule de diffusion des connaissances, en particulier, connaissances historiques).

En fait, on doit voir l'histoire comme une nécessité pour la société, capable d'assurer les bases de son évolution. L'histoire comme une nécessité, c'est une formule qui appartient à Nicolae Iorga, en exprimant parfaitement un postulat de plus en plus actuel. Le penseur notoire a expliqué son dicton en partant de la conviction que l'histoire est susceptible de faire lumière pour une nation pour lui donner de la force...

Ce serait, selon Iorga, une réponse à une question usuelle: pourquoi enseigner l'histoire aujourd'hui?

Sûrement, on doit partir, comme disait le politologue italien Gaetano Mosca, de ce que nous pouvons apprendre de l'histoire, de „ce que l'histoire devrait enseigner”. La convergence et la résonance des visions de Iorga et Mosca sont visibles, et on pourrait, selon moi, en déduire une parole clé – les leçons que nous pouvons extraire de l'histoire.

Mais quelles pourraient être les voies pour réaliser cette tâche? Comment évoquer l'histoire pour être contemporain avec les temps? Sans aucun doute, cela exige apprendre et implanter une façon nouvelle d'aborder les problèmes de l'enseignement et de l'interprétation de l'histoire. En effet, il est évident qu'aujourd'hui l'histoire n'est pas enseignée et abordée comme il y a 20 ou 50 ans. Il est nécessaire de reconnaître que le facteur „histoire”, qui est devenu instrumental, est capable d'être assez opérationnel dans le contexte des processus politiques. Ainsi, on peut supposer qu'il provoque une réflexion globale sur la place de l'histoire dans notre vie. Toutes les forces sont mobilisées pour connaître l'histoire et pour l'exploiter.

Dans les circonstances où la perception de l'histoire est marquée actuellement par un niveau de complexité de plus en plus élevé, il est nécessaire tout d'abord de cultiver la conscience historique.

On comprend mieux aujourd'hui que l'histoire des diverses confrontations devient peu à peu l'histoire totale, c'est-à-dire l'histoire dans toute sa complexité. En fait, l'histoire des événements, fondamentalement, doit être conjuguée avec l'histoire quotidienne pour expliquer le passé. C'est vrai, comme a témoigné un des observateurs, le jour de la prise de la Bastille, des millions de Français ont continué leurs préoccupations dans les maisons, dans les églises sans se rendre compte de la signification profonde de ce qui s'était passé. Au croisement de ces deux types d'histoire se trouve la ressource d'une meilleure compréhension de l'histoire, et la base proprement dite de la médiatisation de l'histoire. Il est connu que les médias reflètent l'histoire de l'instant présent. C'est également un moyen de construction de l'histoire, si nous pensons à la vocation naturelle des médias de construire et d'interpréter l'histoire immédiate et aussi l'histoire des temps passés.

Cette chose est assez difficile dans les conditions quand l'histoire représente un véritable iceberg, et connaît sa part d'apparences et sa part d'essences, ce qui est très important. En fait, comme a écrit un écrivain célèbre de Moldova, tout ce qui nous entoure s'appelle vie et va laisser des traces dans l'histoire, c'est-à-dire va devenir Histoire.

L'expérience des médias peut être pleinement significative dans cet ordre d'idées quand

elle coïncide avec les tendances fondamentales du développement de la société, quand ils assument le rôle de fonctionner comme les agents des changements nécessaires, quand ils expriment les vraies aspirations de la société.

C'est le cas, par exemple, des médias de la République de Moldova, qui se sont alignés au vecteur essentiel de la trajectoire choisie par la société moldave dans les années quatre-vingt – quatre-vingt dix du siècle passé.

Ce temps est caractérisé par une explosion de la problématique historique. L'histoire représentait à la Une des médias une grande nouveauté de ce temps-là. Les grandes découvertes, la présence des thèmes, considérés tabou antérieurement, sous le régime communiste, l'explication des diverses questions nécessaires telles que le tricolore, le destin de la population de la Moldova, les conséquences du pacte Ribbentrop-Molotov etc.

Les dimensions historiques abordées ont configuré une vraie histoire de la terre moldave et, ce qui est important, présentée dans une optique nouvelle, inédite. Les événements et la vie du peuple telle qu'elle était, sont devenus, essentiellement, des points de référence dans l'élaboration des critères d'évaluation de la réalité. Ce phénomène a illustré comment la société a réussi à gagner le droit à sa propre histoire.

J'ai effectué un monitoring des médias, et sans entrer en détails, je voudrais souligner le

vrai dramatisme humain dégagé par les pages de la presse de cette période-là. La sensibilité de l'audience envers les thèmes respectifs a alimenté l'intérêt pour la problématique historique. La circulation de la presse a augmenté de dizaines de fois, la société a découvert la vraie face de l'histoire, sans hypocrisie, déterminée par une évolution rapide des réalités politiques et sociales, secondées par les processus de démocratisation. Dans ces circonstances on a observé un effet très important et très dur, manifesté d'une manière ferme. Le choc de l'histoire, provenu de la démystification de l'histoire. La crise de conscience provoquée a généré des attitudes marquées par une grande émotivité, exprimées même dans les titres comme celui-ci: „Bessarabie comme un cri atrocement douloureux”.

Le monitoring a montré les diverses facettes de la couverture médiatique des questions liées à l'histoire. Il s'agit, notamment, de la tragédie de l'histoire, de l'histoire détériorée, des labyrinthes de l'histoire, de l'histoire et de la mémoire, du sentiment de témoin etc.

Cette expérience des médias a beaucoup significé pour l'affirmation des temps nouveaux. Dans le contexte des transformations essentielles, le système des valeurs de la société a été évalué et rénové radicalement et le rôle des médias dans ce processus a été très important.

On se souvient toujours que l'instauration du régime totalitaire pour notre société a significé

pratiquement renoncer à une vraie histoire. Et cela a conduit à l'annulation des liens avec le passé, qui était considéré par le régime comme dangereux, inconfortable. Dans l'acception du régime, l'histoire commence simultanément avec l'instauration de celui-ci et les événements antécédents présenteraient un intérêt seulement s'ils opéraient en vue d'enraciner le régime. Dans cette perspective, les objectifs des médias reflétant l'histoire et l'enseignement de l'histoire convergent.

Ainsi, on peut dire que l'histoire est devenue, avec le soutien aussi des médias, une composante primaire de la politique. L'écrivain italien Alessandro Manzoni, dans son roman „Les Fiancés”, écrivait: „Qu'est-ce que l'histoire sans la politique ? Un guide qui va seul, manquant celui qu'on guide. Et la politique sans histoire est une voie parcourue sans avoir un guide”. Ces deux notions constituent, en fait, deux vases communicants et c'est impossible d'imaginer l'existence de la politique au-delà de l'histoire et de l'enseignement de l'histoire. Il faut être attentif, bien sûr pour éviter la politisation abusive de l'histoire.

L'appropriation de l'histoire est utile, d'après des opinions véhiculées, pour montrer qu'on peut changer les choses, que nos prédécesseurs ont affronté des crises graves avant nous et que les questions qui nourrissent certains débats aujourd'hui (intégration des personnes d'origine

étrangère dans une société, changements de façon de travailler, tensions entre les cultures, etc.) ne sont pas tout à fait nouvelles, que des réponses ont déjà été apportées à d'autres époques. Il est important de les interpréter correctement.

Il existe, certainement, des difficultés à comprendre le parcours du temps, à oublier très vite ce qui s'est passé hier, ce qui provoque des obstacles pour se placer dans le contexte, de s'affirmer dans la société. Les médias, l'école ont l'obligation de former à chacun une stratégie raisonnable en rapport avec l'histoire – ne pas oublier le passé, sinon l'individu aura des difficultés à concevoir l'avenir, la difficulté à se projeter dans le futur.

Aborder l'histoire – signifie examiner le cœur du problème, en général, et annuler des stéréotypes dans la réflexion sur les grands événements et les processus historiques. Il est nécessaire de réfléchir sur les actions passées, d'analyser les causes et les conséquences des événements qui se passent. Il s'agit, en quelque sorte, d'une éducation historique qui est très importante pour l'affirmation de la dignité humaine. L'auto-perception représente un élément clé dans l'interprétation de l'histoire jouant un rôle essentiel dans la formation du citoyen. De ce fait, l'exploitation du potentiel formatif de l'histoire serait un avantage.

De manière plus générale, tout le monde (ou presque) aujourd'hui s'accorde pour penser

qu'il faut apprendre l'histoire et „apprendre de l'histoire”. Cela sert à créer une perception de la continuité historique, ainsi que la sensibilisation à l'importance des événements historiques dans le contexte général, et dans le contexte de chaque pays, comme a souligné aujourd'hui l'académicien Eugen Simion.

On peut être d'accord avec l'opinion que l'enseignement de l'histoire a eu pour objectif, dans le passé, la formation et la consolidation du sentiment d'identité nationale chez les citoyens. On peut souligner le rôle de l'histoire et des médias dans la socialisation et aussi leur importance pour promouvoir le sentiment d'identité nationale. A présent, on doit surtout parler, peut-être, de l'identité européenne et de la citoyenneté européenne. De toute façon, le fondement de la couverture médiatique et de l'enseignement de l'histoire n'a pas changé, il s'agit toujours de faire naître dans la société un sentiment d'appartenance à une certaine communauté, de former la pensée historique.

Les désaccords apparaissent évidemment quand on veut savoir quelle histoire connaître et apprendre, comment l'interpréter et l'apprendre. Là, également, les controverses ne sont pas neuves et les interrogations sont fortes. C'est pourquoi une certaine confusion en ce qui concerne les divers jugements sur l'histoire est présente et que des questions légitimes se posent sur la pertinence actuelle de l'approche de l'histoire.

Il est vrai, l'homme contemporain vit dans le contexte d'une avalanche d'informations, voire d'ordre historique, qui prennent place dans l'esprit des hommes. Comment naviguer dans l'océan des faits historiques, des événements, des personnages? Qui est capable de donner à l'individu, à l'élève le fil d'Ariane, nécessaire pour être au moins sûr de soi étant entraîné en un itinéraire difficile de connaître l'histoire? La réponse s'impose et elle n'est pas univoque. Le professeur, l'expert, le journaliste, le leader d'opinion... Ici une question est évidente. La crédibilité, qui dépend du niveau de qualification de ceux-ci. La capacité d'assurer une attitude passionnée, mais, en même temps, dominée par le sentiment d'impartialité. En plus, être capable d'inoculer un vrai sens critique, d'exercer une vision critique en rapport avec les réalités. La finalité civique, qu'ils revendiquent, est de former essentiellement un raisonnement critique et non de transmettre une vision particulière.

L'enseignement de l'histoire, devrait, évidemment, répondre aux demandes sociales et politiques. Il est vrai, dans les dernières années, l'accent est mis sur l'interprétation des divers problèmes sociaux et politiques. Il est important de développer la capacité de mettre les choses en contexte en vue de construire une image intégrale à partir des fragments. Un facteur important dans la mise à jour du contenu

de l'enseignement de l'histoire constitue l'élaboration des programmes alternatifs, ayant pour objectif la stimulation de la créativité. Une stratégie efficace serait également l'apprentissage à travers les situations problèmes, une approche pédagogique dont le but est de former un citoyen à l'esprit critique.

En ce qui concerne les médias, ils doivent, sans aucune doute, fonctionnant au sein d'une société qui s'avère être démocratique, – dans une approximation idéalisante – présenter une image de l'histoire, conformée aux principes du pluralisme.

Autrement dit, en parlant de l'approche de l'histoire, il me semble raisonnable d'adopter et travailler tout d'abord sur une approche conceptuelle. Conceptuelle concernant le contenu de l'information diffusée à travers les canaux médiatiques, voire les canaux d'enseignement. Conceptuelle au niveau de la méthodologie adoptée. Et conceptuelle par rapport aux acteurs de ce processus.

C'est une tâche qui ne peut être réalisée que par l'effort conjugué de tous les intéressés.

Victor Moraru. Enseigner l'histoire: les enjeux du présent. En: *Penser l'Europe. XII-ème édition / Comment enseigner l'histoire et les littératures pour former l'homme européen?* – București: Academia Română, Fundația Națională pentru Știință și Artă, 2014, pp. 118-121.

LA SCIENCE AVANT TOUT

Le début du mois d'octobre, depuis plusieurs années, signifie pour moi – grâce au Colloque international „Penser l'Europe” – un temps où prévalent, avec une intensité particulière, les questions. Un peu moins – les réponses. De toute façon c'est toujours difficile d'avoir des réponses précises et univoques aux questions comme celles qui constituent le sujet de notre colloque – „La science est-elle une dimension de l'identité européenne?”

Selon moi, oui, on ne sait pas s'il existe une identité vraiment européenne sans science, il est impossible d'imaginer cette chose, et je suis convaincu: elle est son élément constitutif et obligatoire.

C'est pourquoi j'ai intitulé mon intervention *La science avant tout*. En fait je me dois rendre compte – ce titre de l'intervention conduit, probablement, vers une exagération. L'homme avant tout. Alors, la science est un attribut, un instrument, un outil qui sert à améliorer la qualité de la vie humaine.

Dans ce cas, quelles sont les circonstances dans lesquelles se développe la science? Je voudrais plutôt me référer aux aspects particuliers de la science, à savoir le rapport entre le caractère transnational de la science et celui national.

L'interdisciplinarité et l'internationalisation de la recherche dans nos jours sont des faits évidents. Cette réalité dont le poids augmente de plus en plus détermine non seulement le régime de fonctionnalité de la science contemporaine, mais aussi les principes de son développement. Dans le contexte de l'affirmation d'une science dite transnationale, la situation actuelle des sciences sociales (implicitement, les sciences politiques, l'étude des relations internationales, le droit, la science des médias, de la communication, pédagogie, psychologie, science militaire et les sciences économiques, et c'est notamment de ce compartiment de la science que je voudrais parler) déclenche plusieurs interrogations.

Important est-il, réellement, d'accorder une attention spéciale aux pratiques nationales des sciences sociales lorsque l'internationalisation de la science s'impose avec une vitesse spectaculaire dans l'existence de toutes ses branches? Est-il raisonnable d'examiner les sciences nationales, au moment où les scènes internationales deviennent de plus en plus des vecteurs de gravitation autour de thématiques particulières communes? Comment sauvegarder la relevance sociale des recherches nationales en rapport avec les défis des publications de renommée internationale qui „restent presque indifférentes aux préoccupations nationales des chercheurs en provenance de petits pays” (et je viens de Moldova, qui reste encore un petit pays, s'il n'aura pas un autre destin)? Les langues nationales sont-elles compétitives dans l'articulation des valeurs académiques

par les chercheurs avec l'anglais qui s'impose en qualité de langue de communication commune? [1]. Quels sont les impacts de la gestion supranationale des fonds de recherche sur le développement tant intellectuel qu'institutionnel des communautés scientifiques exerçant le métier dans un contexte national? [2]. Enfin, une interrogation qui semble être justifiée: est-ce que la réflexion sur ces questions sur les plans politique, économique, culturel et scientifique pourrait mener à la fois à l'autoévaluation de la pratique contemporaine et à la saisie de la réalité des „petites sociétés”? [3].

Telles sont les questions qui ont attiré notre attention. En mettant en regard la problématique des sciences sociales nationales dans le contexte d'interdisciplinarité et d'internationalisation des connaissances et l'effort constant de préserver son identité sous l'aspect de la contribution scientifique, montrée par les „petits pays”, il faut essayer de proposer quelques éléments de réponse.

Il est bien connu que les sciences sociales se trouvent à présent dans une situation fort différente de celle de leur évolution précédente, et ont subi des processus de reconfiguration et de restructuration de la sphère scientifique. Les Programmes scientifiques de l'Union Européenne sont appliqués déjà plusieurs ans et ont donné lieu à ce qu'on appelle l'Espace européen de la recherche, dont, par exemple, le Programme Horizon 2020, est à la fois porteur, garant et instrument. La conception de l'Espace européen de la recherche vise à surmonter les frontières tant na-

tionales que disciplinaires du travail de recherche. Les conséquences de la mise en œuvre de ses nouveaux enjeux, en influençant le contenu et la structure des sciences sociales sont multiples.

La communauté scientifique constate, tout d'abord, un glissement du centre thématique des recherches des problèmes nationaux à des problèmes transnationaux, voire européens [4]. Ainsi prends corps la dimension européenne en incluant, d'une façon concomitante, la présence de la science dans le contexte international et d'application locale et globale des résultats: résoudre des problèmes au plan européen signifie obtenir plus que la somme des résultats des recherches nationales. Bien sûr, quand les problèmes locaux sont considérés comme une dérivation des priorités européennes, la dimension européenne commence à estomper sa teinte locale ou nationale. Privé de ses traits locaux, l'objet d'étude de la science sociale pourrait modifier le contenu et le sens de la discipline. Ce qui oppose la relation entre les problèmes européens et les problèmes nationaux peut amener, ensuite, la distorsion de la vision. Si jusqu'à maintenant le problème était de savoir harmoniser les connaissances généralement valables et celles de valeur universelle, les recherches contemporaines sont axées sur la motivation pragmatique consistant à identifier les résultats applicables dans différents contextes dans les environnements nationaux. Ce qui compte le plus c'est désormais la mise en application.

Dans la politique de recherche promue par l'Union Européenne sont, pratiquement, postu-

lés deux principes distincts d'organisation de l'activité scientifique aux plans national et européen: „disciplinaire” et „problem-oriented research”. Sans être opposés, ces deux principes sont, en réalité, convergents. L'organisation contemporaine de l'activité de recherche, fondée sur des problèmes et des projets, mise sur le primat du regroupement des frontières nationales et disciplinaires.

Il s'agit plutôt d'un effort de construction des réseaux – un exemple réussi selon moi c'est aussi notre réseau – „Penser l'Europe”.

Il me semble judicieux de souligner ici l'exemple de la Moldova dont la collaboration internationale a connu récemment une dynamique et extension significative [5].

Comme le montre la pratique, la complexité des problèmes européens de recherche dépasse les compétences tant des disciplines que des communautés scientifiques nationales [6]. Les opinions véhiculées dans la sphère académique-universitaire, en fait, convergent: l'expérience interdisciplinaire au plan national, basée sur les disciplines existantes et leurs réseaux de savoir, ne peut s'appliquer aux problèmes européens qui ne peuvent être résolus que par un nouveau type de dialogue international entre différents opérateurs dans le champ de connaissances. Le mouvement commun de l'approche nationale et transnationale dans leur synergie reflète les profondes modifications de l'espace scientifique exprimées par l'appropriation et la conjugaison des deux modes de recherche, „mode 1”, soit le tra-

ditionnel mode académique, et „mode double” ou encore „triple hélice” [7] construits autour d’un problème et d’une équipe mixte.

Les experts considèrent: on se heurte ici à un autre paradoxe: on surévalue le contexte comme source de problèmes, mais on le sous-estime comme lieu de vérification des hypothèses concernant ces problèmes. On le surévalue comme lieu d’application des solutions conçues hors contexte (sur le plan transnational), mais on le sous-estime comme lieu générateur et espace d’argumentation des solutions [8].

Les objectifs des recherches contemporaines dans la pratique des sciences sociales tendent à s’aligner aux priorités communes pour la science, formulées par les programmes de l’Union Européenne.

Il est important de ne pas négliger, dans ce contexte, les problèmes locaux, l’interprétation rigoureuse des particularités locales des phénomènes. La question de la relevance sociale des recherches nationales se trouve aussi liée aux empêchements des exigences internationales de citation, de prestige des grandes revues, de reconnaissance dans les milieux académiques étendus. On doit respecter, sans aucun doute, les critères de promotion scientifiques, mais il faut aussi valoriser la science des petits pays, pour ne pas admettre la marginalisation des traditions nationales, pour assurer le développement du potentiel scientifique de ces pays.

Ce but est possible grâce à la fortification des rapports entre les chercheurs nationaux et leurs

collègues de l'extérieur, à la diffusion ample des connaissances, à la stimulation des contacts institutionnels et professionnels, à la découverte des opportunités financières, à le développement des partenariats européens et internationaux, à l'effort d'assurer toutes les possibilités pour soutenir le travail de recherche dans le monde actuel.

Toutefois, il mérite d'évoquer ici un problème inévitable influençant l'activité scientifique des chercheurs de notre domaine. Au-delà des préférences et des aptitudes linguistiques, comme l'anglais est la langue de communication scientifique, et ça détermine les caractéristiques des carrières professionnelles dans la science, les possibilités d'accès aux fonds de recherche et met le chercheur, dont celle-ci n'est pas la langue maternelle, devant le problème d'avancer dans le champ international de la discipline, la chance d'être lu, compris et attendu non seulement dans sa langue nationale.

Un autre groupe de problèmes gravite autour des formes d'organisation du travail scientifique dans le cadre des projets internationaux qui réservent parfois un rôle auxiliaire aux chercheurs en provenance des pays de l'Est. Ça diminue l'impact que peuvent avoir les „petites” sociétés est-européennes dans le nouveau contexte de production scientifique à la fois internationale et interdisciplinaire.

En tout cas, le chaos n'a pas le droit de s'installer. Ça signifie que nous avons l'obligation de gérer l'identité, de fortifier ses traits pertinents, y compris, la dimension Science.

Références:

1. Victor Moraru, Silvia Moraru. Limba franceză în contextul confruntărilor lingvistice. En: *La Franco-polyphonie comme vecteur de la communication*. Chișinău: ULIM, 2006, pp. 68-71.
2. S. Koleva. Sociologie, interdisciplinarité et internationalisation de la connaissance scientifique – repenser les frontières. En: *Problèmes sociologiques* (Sofia), N 1-2, pp. 72-84.
3. Ibidem.
4. S. Koleva. La sociologie et son (dés)engagement disciplinaire: un regard est-européen. *Sociologie S./ Débats*. La situation actuelle de la sociologie. [En ligne]: <http://sociologies.revues.org/3818>.
5. G. Duca. Agenda europeană a științei din Republica Moldova. In: *Academos* (Chișinău), 2015, N 1, pp. 5-7.
6. H. M. Kuhn, S. O. Remoe. *Building the European Research Area. Socio-Economic Research in Practice*. New York: Peter Lang Publishing, 2005.
7. H. Etzkowitz, L. Leydesdorff. The Dynamics of Innovation: From National Systems and „Mode 2” to a „Triple Helix” of University-Industry-Government Relations. In: *Research Policy*, 2000, N 29 (2), pp. 109-123.
8. S. Koleva. La sociologie et son (dés)engagement disciplinaire.

Victor Moraru. La science avant tout. En: Penser l'Europe. XIV-ème édition / La science est-elle une dimension de l'identité européenne? – București: Academia Română, Fundația Națională pentru Știință și Artă, 2016, pp. 207-210.

PROMOUVOIR LA FRANCOPHONIE À TRAVERS LE JOURNALISME

Est-ce qu'il y a un autre instrument plus efficace que le journalisme pour promouvoir la Francophonie? C'est, sans doute, au journalisme que revient une tâche fondamentale dans l'oeuvre de diffuser les valeurs démocratiques affirmées dans les pays francophones, d'apporter sa contribution au renforcement de la coopération francophone dans tous les domaines.

Les efforts de la Section moldave de l'Union Internationale de la Presse Francophone ont abouti les dernières années à certaines réalisations, peut-être encore modestes, orientées vers la promotion de la Francophonie en Moldova.

La Faculté de Journalisme et de Sciences de la Communication de l'Université d'Etat de Moldova mène, à son tour, des activités concrètes en vue de développer les relations avec les centres universitaires français et, surtout, avec les Ecoles de Journalisme affirmées en France.

La collaboration de la Faculté de Chisinau avec la prestigieuse Ecole Supérieure de Journalisme de Lille s'est avérée bénéfique et utile, vu la possibilité réelle d'assimiler une expérience

avancée en matière de formation des journalistes, d'enrichir l'arsenal des formules didactiques orientées, en particulier, vers le développement des compétences pratiques des futurs opérateurs des médias.

Après des contacts noués en 1998 à Lille et Chisinau, une première série d'ateliers de formation a été organisée à Chisinau, en 1999, avec le soutien de l'ambassade de France en Moldova. L'accent a été mis sur le journalisme de radio. Un groupe d'une quinzaine d'étudiants en journalisme a ainsi pu travailler sous la houlette de formateurs de l'ESJ, également journalistes à Radio France et RFI. La première expérience de collaboration a montré l'attractivité et l'utilité du projet. Les activités des ateliers de formation des étudiants ont été poursuivies avec le même enthousiasme. En 2000 l'accent a été mis sur le journalisme de télévision, en 2001 sur la presse écrite, en 2002 sur les problèmes des médias publiques. Deux étudiants de la Faculté – Constantin Salagor et Lilia Creulean ont effectué cette année un stage de courte durée à Lille. Les autres deux étudiants doivent y aller en septembre pour participer durant un mois à un stage pratique dans une équipe internationale des étudiants. Une autre étudiante de la Faculté de Chisinau, Adelina Leonte a été invitée pour une année pour continuer ses études à Lille. Deux professeurs de la Faculté ont eu la possibilité d'entreprendre des visites d'information et de

documentation à l'ESJ. Dans ce contexte, il faut mentionner la contribution importante apportée dans le déroulement de ce projet de collaboration française-moldave par Mr. Georges Diener, conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, directeur de l'Alliance Française de Moldova, ainsi que par Mr. Pascal Jacquard, journaliste-formateur de l'ESJ (qui a eu trois missions de formation à Chisinau) et par d'autres journalistes français. Pour l'automne on prévoit un séjour à Chisinau du Mr. Michel Leroy, délégué aux affaires internationales de l'ESJ-médias. Il s'agit de l'élaboration des nouveaux projets visant le développement des relations bilatérales entre la Faculté moldave et l'ESJ de Lille. On peut collaborer, par exemple, dans le domaine de la formation continue des journalistes, en particulier, de ceux qui sont entraînés dans l'activité des départements „Radio International”, ainsi que de ceux qui réalisent des publications francophones dans les pays de l'Europe de l'Est („Bucarest Matin”, „Courrier de la Moldova” etc.). Toutes ces activités s'inscrivent parfaitement dans la série des actions culturelles ayant pour but la promotion de la francophonie en Moldova.

Victor Moraru. Promouvoir la francophonie à travers le journalisme. In: *Courrier de Moldavie*, 2002, N 19.

L'AVANTAGE D'ÊTRE INFORMÉ

Avec une périodicité exemplaire, je trouve dans ma boîte aux lettres le dernier numéro de la „Gazette de la presse francophone”, véritable miroir du mouvement francophone, source riche d'informations sur les événements du monde de la francophonie. Cela m'offre la possibilité de constater, une fois de plus, que parmi les avantages du métier de journaliste celui d'être informé, d'avoir un accès privilégié aux sources et aux flux d'information revêt une importance particulière. Pour les journalistes de la presse de langue française, engagés volontaires dans la promotion de la francophonie, les publications francophones ont non seulement une valeur informationnelle ou linguistique, mais elles sont aussi le reflet de modules d'activité et d'expérience susceptibles d'être assimilées.

Il est vrai qu'à Chisinau, la présence de la presse en français est encore très modeste, puisqu'elle se réduit à deux titres, de diffusion limitée: „Le Franco-fil”, publication de l'Ambassade de France en République de Moldova, et le „Courrier de Moldova”, bulletin de la Section moldave de l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF).

Il est difficile d'évaluer l'impact d'une publication comme „Franco-fil”, qui arrive de manière sporadique à la Faculte de Journalisme et des Sciences de la Communication de l'Université d'Etat de Moldova, qui constitue le noyau moldave de l'UPF. Une autre institution ayant comme but le soutien des relations franco-moldaves dans les domaines de la science et de l'enseignement, l'Agence Universitaire de la Francophonie, n'a aucune publication à Chisinau. Cela réduit sensiblement les possibilités et la portée de l'action francophone. En tout cas, la compétition sur le front de l'information à Chisinau semble tourner à l'avantage de l'anglais, grâce au périodique „Welcome”, réalisé de manière professionnelle par des journalistes du journal „Kisinevskii obozrevateli”.

Le «*Courrier de Moldova*» essaie de remplir le vide médiatique francophone en Moldova. Ses chances de réussir dépendent directement de l'enthousiasme de la petite équipe qui, depuis quelques années, démontre une forte ambition en dépit des difficultés. Il est évident qu'il y a encore beaucoup à faire: notamment revoir le concept de la publication et enrichir les modalités d'expression professionnelle. C'est notre impératif à nous.

Car l'avantage d'être informé suppose aussi le privilège et le devoir d'informer les autres. De les informer objectivement, surtout en français.

Victor Moraru. *L'avantage d'être informé*. En: *Courrier de Moldavie*, 2002, N 17.